

Portrait

A la rencontre d'Arthur Brand, l'«Indiana Jones du monde de l'art» ●●● PAGE 20



Carrières

Ces employés qui démissionnent pour mieux revenir. Nos offres d'emploi ●●● PAGES 13 À 15

Tennis

Sinner-Alcaraz, un face-à-face qui fait vibrer Roland-Garros ●●● PAGE 17

Musique

Bluesman de légende, John Primer est de passage à Crissier ●●● PAGE 19

ÉDITORIAL

Harceler peut tuer

ANNICK CHEVILLOT
X @chevillot_a

«Il est 2h du matin. Le téléphone sonne. Lisa ne décroche pas. Elle sait qui appelle. Son ex-compagnon la harcèle depuis des mois, la suit partout, lui envoie des SMS jour et nuit. La traque est telle que Lisa s'isole. Elle demande à son *stalker* d'arrêter, en vain. Elle change de numéro de téléphone, quitte tous les réseaux sociaux, mais rien n'y fait. Le harcèlement s'intensifie. Et la police est impuissante: le *stalking* n'est pas punissable. Lisa est tombée en dépression et la traque continue.»

Le témoignage relayé par la conseillère nationale Tamara Funiello (PS/BE) a touché juste jeudi sous la Coupole. Le *stalking* se répand dans le pays et les cas s'aggravent. Face à l'ampleur du phénomène, le vide juridique actuel ne se justifie plus et fait très mal. La nouvelle norme pénale sur ce harcèlement, acceptée au National, est une nécessité. Une urgence même, saluée par de nombreuses femmes et qui aurait peut-être sauvé une vie l'automne dernier.

Tout le Valais avait alors été choqué par l'histoire de Morane, 22 ans. La jeune femme a préféré le suicide à toute autre solution face au harcèlement obsessionnel et aux agressions qu'elle a subies durant plusieurs années. Elle a vécu un «enfer qui a conduit à l'impensable», évoque Philippe Nantermod (PLR/VS) avec émotion.

Une collaboratrice d'un centre de requérants d'asile a également vécu l'enfer à cause d'un réfugié iranien particulièrement insistant. Homme à l'origine de la prise d'otages près d'Yverdon en février dernier. Il a été tué par des agents de police alors qu'il se dirigeait vers eux, armé d'une hache. Moins dramatique, mais tout aussi problématique, le *stalking* subi par la conseillère nationale Léonore Porchet (Les Vert-e-s/VD) il y a quelques années. Lors du dépôt de plainte, elle n'avait pas été prise au sérieux par la police... Finalement, l'auteur sera condamné pour «utilisation abusive d'une installation de communication».

Pénaliser ce harcèlement est important en premier lieu pour les victimes: pouvoir déposer plainte est un succès en soi. Être ensuite reconnue comme victime permet de faire cesser le harcèlement et aussi de se reconstruire.

Mais interdire le harcèlement compulsif est aussi important pour les auteurs. Incapables de contrôler leur obsession, ils n'arrêteront que s'ils sont contraints à le faire. Agir pénalement au stade du *stalking* permettrait ainsi d'éviter des drames, des suicides, des homicides, des coups... Il s'agit de rompre la spirale de la violence le plus tôt possible. Cette nouvelle norme pénale fera aussi le plus grand bien aux *stalkers*: ils savent maintenant qu'ils seront traqués à leur tour.

●●● PAGE 5

Moscou met aux fers un employé d'une ONG suisse

GUERRE Il est Français, vit à Lausanne et est suspecté par le Kremlin d'avoir collecté «des informations dans le domaine des activités militaires et militaro-techniques» de la Russie

■ Employé à Genève par le Centre pour le dialogue humanitaire, Laurent Vinatier a été arrêté hier à Moscou «pour espionnage», selon un département du parquet chargé des affaires sensibles

■ Les responsables russes accusent Berne d'avoir perdu toute crédibilité en tant que pays neutre et vilipendent la conférence du Bürgenstock. Faut-il voir un lien avec cette arrestation?

●●● PAGE 4

A Paris, une chasse aux trésors humoristiques



EXPOSITION Le duo d'artistes jurassiens Plonk & Replonk-Bébert a investi le surprenant Musée de la chasse avec ses photomontages saugrenus.

(«PROGRAMME IMPOSÉ: BOUCLE PIQUÉ - DOUBLE-FLIP - SAUTER ALLONGÉ - TRIPLE AXEL ET PAS DE GÉANT». SIGNE PRODUCTIONS/CLAUDE STADELMANN/PLONK & REPLONK-BÉBERT/MUSÉE DE LA CHASSE ET DE LA NATURE)

●●● PAGE 18

«Merci pour notre liberté»

D-DAY Cette année, le 80e anniversaire du Débarquement était couru par les hommes d'Etat, guerre en Ukraine et année électorale européenne et américaine oblige. A côté des commémorations les plus prisées, un hommage aux jeunes Canadiens tombés sur les plages normandes en 1944 pour libérer l'Europe a été rendu hier à Juno Beach en présence du prince William. Reportage ●●● PAGE 3

Come-back réussi pour la «Star Ac'»

TÉLÉCROCHET Depuis 2022, après dix ans d'absence, la «Star Academy» a repris du service avec un succès non démenti

■ Sept candidats de la dernière édition ont entamé une tournée de près de 70 dates prises d'assaut, aussi à Genève ●●● PAGES 18, 19

Le paradoxe de la dépollution

ENVIRONNEMENT Depuis le 1er janvier 2020, une réglementation de l'Organisation maritime internationale a fortement abaissé la teneur en soufre – très néfaste pour la santé humaine – du fioul des navires. Or ce changement a eu pour effet d'amplifier le réchauffement climatique. Le soufre est en effet engagé dans une série de processus physico-chimiques qui modèrent les températures du globe. ●●● PAGE 7

SUPPLÉMENT

Sous la loupe



Au menu de ce cahier spécial Médecine & Santé réalisé en collaboration avec la «Neue Zürcher Zeitung»: enquête sur la santé des Suisses, augmentation du recours à la PMA et décryptage du célèbre rhume des foins

2 Débats

Cour européenne des droits de l'homme: abus de pouvoir à Strasbourg

VOX POPULI

Le 9 avril 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) condamnait la Suisse pour «inaction climatique». Cette décision interpelle: certains la qualifient d'«audacieuse», alors que d'autres la trouvent plutôt «insolite». Je fais partie des seconds. L'étonnement par rapport à cette décision provient évidemment de la droite souverainiste, mais pas seulement. Le sénateur PS Daniel Jositsch s'est insurgé contre cette décision, tout comme l'ancienne juge fédérale verte Brigitte Pfiffner. Ces prises de position tendent à démontrer que la CourEDH a condamné la Suisse peut-être à cause d'une certaine méconnaissance de notre système politique.

La Suisse a déterminé que l'Assemblée fédérale est l'autorité suprême de la Confédération. L'art. 148 de la Constitution est explicite à ce sujet. S'il est plus nuancé, c'est en faveur du «bas». Parce que cette suprématie est soumise à une réserve: celle de la volonté du peuple et des cantons. Notre démocratie directe conduit aussi à ce que le Tribunal fédéral doive appliquer la loi, même si elle n'est potentiellement pas conforme à la Constitution. L'Assemblée fédérale se trouve au cœur des institutions de notre pays, aussi quand il s'agit de nommer les membres du gouvernement et du pouvoir judiciaire. La démocratie (et ses implications) n'est pas une lubie d'un parti politique: elle est inscrite dans notre Constitution. L'arrêt sur le climat des juges de Strasbourg s'inscrit en porte-à-faux avec cette réalité et doit être critiqué d'un triple point de vue.

Premièrement, d'un point de vue purement technique, faire découler

du «droit au respect de la vie privée et familiale» (art. 8 CEDH) un droit à la lutte contre le changement climatique est aberrant. L'art. 8 s'inscrit dans la volonté, à l'époque, de lutter contre l'Etat fouineur, qui vient s'enquérir de ce qui se passe dans nos chambres à coucher. Pas un instant on n'a songé au GIEC ou à ses rapports, aussi pertinents puissent-ils être. Ce qui se passe concrètement, c'est qu'une poignée de juges prennent leur plume pour écrire la loi. Le juge se fait donc législateur, il est *jugislateur*, alors que cette fonction législative ne lui revient pas.

Deuxièmement, non seulement le juge se fait-il *jugislateur*, mais il adopte son arrêt à une majorité soviétique, même stalinienne (pour une partie de l'arrêt à 17 voix contre... 0; pour l'autre partie à 16 voix contre... 1). On dit que lorsqu'il y a deux juristes, il y a trois opinions. Comment une instance composée de juges peut-elle parvenir à de telles majorités? Face à ce constat relativement terrifiant, où se trouvent les libertés de penser et d'expression? Lincoln aurait affirmé que la démocratie, c'était le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Et celui qui décide des questions de principe dans un tel Etat, c'est le pouvoir

constituant. Celui qui vient d'en bas: en Suisse, le peuple et les cantons. En l'occurrence, Strasbourg s'assied sur cette règle: les juges à pensée unique «enrichissent» le droit au respect de la vie privée d'un volet inattendu. Le temps est, pour le moins, maussade pour la démocratie et pour tous ceux qui pensent que ces «élites» n'ont pas forcément toujours raison.

La question du maintien de la Suisse au sein de cette institution se posera indéniablement

Troisièmement, une grande avancée de la modernité politique en Occident, c'est la lutte contre la concentration des pouvoirs par des contrôles réciproques. Les Lumières, c'est cela. Dont tout découle, ou presque. Jaillit ainsi à l'horizon, depuis l'Alsace, l'immense question suivante: qui pour s'opposer à ces «condamnations» venues de Strasbourg?



NICOLAS KOLLI
CONSEILLER NATIONAL (UDC/FR), AVOCAT

Au Bürgenstock, un entre-soi occidental

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

Dans une semaine s'ouvrira au Bürgenstock la Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine. On ne dispose pas de la liste des 160 délégations invitées mais on sait que la Russie ne l'est pas. De même, les quelque 90 réponses positives ne seront diffusées qu'à la veille de la manifestation. Comme toujours en Suisse, on peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein mais, si l'échantillon peut paraître suffisant, il n'est pas représentatif!

Le succès est patent auprès des membres du G7 avec l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne qui participeront avec leurs chefs d'Etat respectifs, quoiqu'on peine à interpréter l'absence de Joe Biden, remplacé par sa vice-présidente, Kamala Harris.

Du côté du Sud, Singapour et l'Inde seront au rendez-vous, ainsi que l'Argentine et quelques pays africains. C'est peu, très peu, d'autant qu'en début de semaine, le porte-parole chinois a déclaré: «La Chine a toujours insisté sur le fait que la conférence internationale de paix devait être reconnue à la fois par la Russie et par l'Ukraine... sinon elle pourra difficilement jouer un rôle substantiel dans le retour de la paix.» Ce fut une douche froide pour les organisateurs, qui espéraient que la présence du géant asiatique compenserait l'absence de la Russie. Hélas!

Précisons qu'en sollicitant ce sommet, Volodymyr Zelensky avait d'emblée posé ses conditions (conférence de presse à Madrid): «En ce qui concerne les pays qui veulent participer, nous sommes ouverts à tous, à tous les pays du monde qui respectent notre souveraineté et notre intégrité territoriale. Ainsi, nous pouvons déduire qui va être invité.» Cette «ouverture à tous» a pu paraître bien restrictive aux nations du Sud global qui ne s'y sont pas engouffrées, laissant la conférence se dérouler dans un entre-soi occidental assez stérile. Car, pour la paix, bon gré mal gré, il faut être deux, sauf si l'une des parties l'a emporté sur le terrain et formule seule les modalités de la reddition.

Or, la feuille de route de Kiev qui sera discutée en Suisse ressemble à un acte de capitulation imposé à une Russie qui aurait perdu la guerre, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. C'est plutôt l'Ukraine, dont les forces sont exsangues, qui se fait grignoter peu à peu, ce qui rend urgent un cessez-le-feu. Les deux parties doivent donc s'entendre, dans tous les sens du terme, ce qui ne sera pas le cas au Bürgenstock.

Le chef de la communication du DFAE, Nicolas Bideau, a précisé ses intentions: «Nous devons trouver une grammaire commune pour lancer toute la communauté internationale sur la paix, et c'est ce que nous allons essayer de faire.» On peut regretter que les conditions pour atteindre ce but vertueux ne soient pas remplies. En l'absence délibérée de «toute la communauté internationale», aucune «grammaire commune» ne sera élaborée. La presse étrangère se montre d'ailleurs attentiste, voire dubitative. Ce lundi 3 juin, France Inter parlait d'un sommet parti sur de «mauvaises bases» en l'absence de la Russie et du Sud global, et concluait: «Ce sommet de paix en Suisse ne devrait rien donner et sa préparation illustre l'isolement de l'Ukraine, qui ne parvient pas à élargir la base des pays qui le soutiennent.»

Le risque est grand que toute l'affaire tourne au fiasco cuisant pour la Suisse qui a trop joué le jeu de Zelensky au lieu de tabler sur son génie propre. Elle aurait dû, sans les flonflons prématurés d'une conférence internationale, aller discrètement à la rencontre de tous, Occidentaux ou BRICS, pour dresser la liste des convergences et des divergences permettant d'éditer un projet réaliste pour les deux camps. Malheureusement, alors que sa politique de neutralité était mise en cause à l'intérieur comme à l'extérieur, le Conseil fédéral (Ignazio Cassis et la présidente ne sont pas les seuls responsables) a préféré tenter de redorer son blason à la face du monde, au risque de le ternir encore plus. Débriefing le 17 juin! ■

La juste conscience des campus

OPINION



MICHEL PORRET
HISTORIEN, PROFESSEUR HONORAIRE
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

La mobilisation des campus ne menace pas l'échange des hypothèses, des modèles, des expériences

tion humaniste de Princetown contredit le bellicisme, lit-on sur les tracts.

Tout cela n'est pas très neutre, mais fondé dans les sciences! L'université n'est pas que la manufacture de «savoirs positifs», inculqués selon les règles de l'objectivation des «mots et des choses». La mobilisation des campus ne menace pas l'échange des hypothèses, des modèles, des expériences, des perspectives épistémologiques. Par tradition humaniste, l'université est aussi un espace public, un forum des modernes pour la démocratie des modernes. Fidèle à l'adage kantien des Lumières du «*Sapere aude!*», («Ose penser par toi-même!») – qu'en reste-t-il en 2024? –, l'université génère donc l'engagement des consciences. En ébullition (et cela depuis la Renaissance!), elle ne mine pas la «neutralité» académique. A contrario, autour de la cause ressentie comme «légitime», l'action collective déploie les savoirs critiques que l'université enseigne pour démêler le juste du faux, le bien du mal.

Et la «neutralité» politique de la recherche et de l'enseignement? Celle que soudain, les yeux

affligés tournés vers le ciel, on prône en une clameur alarmiste, sécuritaire voire cloche-merlesque. Elle serait bafouée par les «occupations des universités» en Suisse selon l'UDC (20 mai 2024). Pourquoi serait-elle bernée, cette université pluriséculaire qui en a vu bien d'autres? Radicale ou tintamarresque, la réaction de la conscience collective contre ce qui est perçu comme injuste est-elle un crime de lèse-majesté scientifique? La police n'est pas la solution à l'émoi du campus «occupé».

Le positivisme de la neutralité des savoirs – dont les sciences humaines et sociales – est un postulat controversé qu'a notamment déconstruit Michel Foucault. Sans céder au relativisme, le discours scientifique est politique. Il traduit la position institutionnelle de celui qui l'énonce. Il en dit les choix moraux via les options éthiques ou épistémologiques. Il forge le récit critique sur le réel. Dans le champ des sciences historiques, la «responsabilité morale de l'historien», comme l'écrivait Bronislaw Baczko, mène à dire les enjeux politiques de la fabrication du passé. Si la vérité n'est pas «toute nue» dans l'archive, tout objet d'histoire est l'édifice arbitraire basé sur un choix épistémologique de sources, de méthodes, de questions, de conscience.

Aujourd'hui, entre la diatribe contre la rébellion (!) estudiantine et l'appel à l'ordre académique, on souhaite que l'université se clastre dans la tour d'ivoire de la neutralité épistémologique dont la réalité mérite débat. Il s'agit là d'un principe d'autorité. Il s'agit là du statu quo de l'inertie politique qui, au nom de la «neutralité», se borne à observer de loin le mal toujours répété. L'«action collective» sur un campus est la réponse sensible et fragile de la conscience, certes un peu bricolée, mais louable. Aboutissement et nœud de l'éducation humaniste en démocratie selon J. Robert Oppenheimer, qui montre les liens entre les savoirs, la politique et la morale (*L'Esprit libéral*, 1957, p. 215), l'université «occupée» est liée à notre monde qui va de plus en plus mal, le meilleur des mondes possibles. «Science sans conscience n'est que ruine de l'âme», disait jadis l'humaniste Rabelais. ■

PAUL ACKERMANN, JUNO BEACH
X @paulac

«Merci pour notre liberté et merci pour votre service.» C'est en français que le prince William a conclu son discours de Juno Beach ce jeudi matin. En hommage au bilinguisme canadien à l'honneur sur cette plage mais aussi peut-être à tous ces pays qui ont combattu en France pour libérer l'Europe à partir du 6 juin 1944. Comme un signal d'espoir. Après des semaines de pluie dans la région, c'est sous un ciel bleu radieux que le débarquement de Normandie fêtait son 80e anniversaire. Ce jeudi, c'est donc toute une partie du Calvados qui s'est retrouvée sous une cloche ensoleillée, celle des plages du D-Day. Autoroutes coupées, convois VIP sous haute sécurité, transports de tanks d'époque pour les cérémonies et une énorme mobilisation de véhicules policiers en tous genres... Dès l'aube, un nouveau débarquement avait lieu autour de Caen. L'anniversaire du début de la libération française était particulièrement couru en ces temps de guerre en Ukraine et d'élections, américaines ou européennes. Mais l'ambiance était aussi à la fête, avec un nombre impressionnant de balcons et de jardins privés décorés aux couleurs des alliés qui ont sauvé la France.

«Le sang de la jeunesse versé sur ce sable»

La matinée voyait déjà s'enchaîner une cérémonie britannique en présence du roi Charles III, à Vers-sur-Mer, proche de Gold Beach, et une cérémonie américaine avec Joe Biden (ainsi que Tom Hanks et Steven Spielberg en référence au «soldat Ryan») au cimetière militaire de Colleville-sur-Mer. Emmanuel Macron y a remis la Légion d'honneur à plusieurs vétérans américains.

A Juno Beach, parfois un peu oubliée des couvertures médiatiques, la cérémonie canadienne a donc vu le prince William et Charles Michel, le président du Conseil européen, débarquer le long du port de Courseulles-sur-Mer, accueillis par Justin Trudeau. La France était représentée par le premier ministre Gabriel Attal. Après différents morceaux de cornemuse, une chanson de l'artiste canadienne Cœur de Pirate ainsi que des prières et chants amérindiens, William, Trudeau et Attal ont déposé des gerbes en



A Juno Beach, le premier ministre français, Gabriel Attal (à gauche), le premier ministre canadien, Justin Trudeau (au centre), et le prince William (à droite) ont commémoré les jeunes Canadiens venus combattre et mourir sur un sol qui n'était pas le leur 80 ans plus tôt. (6 JUIN 2024/LOU BENOIST/POOL VIA AP)

REPORTAGE

En Normandie, l'hommage aux héros venus d'ailleurs

D-DAY Les cérémonies se sont enchaînées hier. Le 80e anniversaire du Débarquement était particulièrement couru en ces temps de guerre d'agression en Ukraine ainsi qu'à l'approche des élections européennes et américaines

hommage aux plus de 350 morts canadiens du 6 juin 1944, aux plus de 5000 victimes du même pays dans la campagne de Normandie et aux 45 000 de ces citoyens ayant perdu la vie pendant toute cette guerre. Le premier ministre français a tenu à rappeler ces chiffres, ceux du «sang de la jeunesse canadienne versé sur ce sable pour notre liberté».

Le Ministère canadien des anciens combattants, qui organisait la cérémonie, avait mis l'accent sur la jeunesse avec un millier de lycéens et collégiens présents, dont plusieurs avaient les larmes aux yeux pendant les prises de parole solennelles et les morceaux de musique. Frances,

enseignante d'anglais, a fait le déplacement avec ses étudiants de la nation autochtone des Cris, dont plusieurs jeunes soldats ont combattu ici. Elle est venue «honorer leur mémoire» avec ses élèves. Amanpreet, 16 ans, s'est quant à elle déplacée avec une sélection d'adolescents de la Huron Park Secondary School de Woodstock (Ontario). Elle espère croiser des vétérans du D-Day au cours de son séjour pour leur demander ce qu'ils ont ressenti en faisant face à un tel danger alors qu'ils étaient à peine plus âgés qu'elle. «Ici, ce n'est pas comme dans nos livres d'histoire, on expérimente vraiment ce qu'il s'est passé», nous dit-elle.

Plusieurs écoles françaises avaient également envoyé des élèves ayant travaillé sur des projets particuliers, comme la classe de Maillys, venue de Poitiers. Cette collégienne de 15 nous dit avoir été «très émue par ces témoignages de sacrifice pour la

«La liberté est un combat de chaque matin. Le 6 juin est un jour sans fin»

EMMANUEL MACRON

France par des gens qui viennent d'ailleurs».

Une quinzaine de survivants canadiens de ce débarquement étaient bien là à Juno Beach ce jeudi matin, même si un de leurs camarades est décédé une semaine à peine avant ce voyage, dont il se réjouissait tant selon les organisateurs. Quelques-uns sont venus parler à la foule à la fin de la cérémonie. Le Québécois Léopold Thibeault, qui fêtera ses 105 ans à la fin du mois, nous a même lancé en français, plein d'entrain, que c'était un «rêve réalisé» d'être à nouveau sur cette plage, à son âge et dans de bien plus belles circonstances. «Faites tout pour éviter une guerre, continue-t-il,

plus grave. Ce n'est jamais bon pour personne.» Mais «si c'était à refaire, je le referais», assure cet ancien sapeur, accompagné de sa fille.

«Passions tristes»

Alors, si les allusions politiques très actuelles à l'extrême droite, à l'Ukraine ou à la Russie n'ont pas manqué, quand Gabriel Attal a parlé du retour des «passions tristes» ou quand un Joe Biden très offensif a martelé que l'isolationnisme n'était jamais la solution, on vénérât tout de même principalement ces jeunes hommes venus mourir sur un sol qui n'était pas le leur.

L'après-midi commémorative s'est terminée à Omaha Beach (Saint-Laurent-sur-Mer) avec la grande cérémonie présidée par Emmanuel Macron. Vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement s'y sont retrouvés, dont l'allemand Olaf Scholz, le polonais Andrzej Duda, le néerlandais Mark Rutte et l'ukrainien Volodymyr Zelensky, acclamé par une standing ovation à son arrivée. Ils étaient entourés de milliers d'invités dont 200 vétérans. Trois très beaux tableaux historiques, musicaux et dansants, narrés par l'acteur Lambert Wilson, se sont succédé, dont plusieurs lectures de lettres écrites à leurs proches par de jeunes combattants qui faisaient face à la mort en 1944. L'une d'entre elles a été lue par le vétéran qui l'avait écrite, toujours vivant, 80 ans plus tard.

Un texte de la poétesse Anna Akhmatova évoquant les souffrances du peuple russe pendant cette période a également été lu. La Russie n'était pas invitée, mais l'allié soviétique n'a pas été oublié.

Emmanuel Macron a conclu l'événement par un discours suivant un hommage visuel appuyé à l'Union européenne. Le président français y a affirmé que les jeunes soldats américains et canadiens avaient traversé un océan pour sauver une terre qui n'était pas la leur, mais surtout des valeurs, «une certaine vision de l'homme, digne et libre». «Ils savaient qu'ils menaient une guerre juste» et que «chacun de leurs pas rapprochait le monde de la liberté». Le dernier mot a été pour l'Ukraine. Selon le président français, «quand s'endorment les consciences», c'est cet élan du Débarquement qui doit entraîner. «La liberté est un combat de chaque matin. Le 6 juin est un jour sans fin.» Emmanuel Macron a joint l'acte à la parole quelques heures plus tard en annonçant aux journaux télévisés la «cession» d'avions de chasse Mirage 2000 à l'Ukraine. ■

«Qu'ils commémorent sans nous. On ne s'en portera pas plus mal»

RUSSIE Pour la première fois depuis le début de la guerre, Vladimir Poutine s'est entretenu avec les agences de presse internationales. Il a déroulé les principaux thèmes de la propagande russe, agité quelques menaces et laissé transparaître sa rancœur

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA

A l'exception du sulfureux présentateur américain Tucker Carlson, Vladimir Poutine ne s'était pas adressé à la presse occidentale depuis le début de la guerre en Ukraine. Juste avant, c'étaient les années de covid en Russie, où l'on a à peine vu le chef de l'Etat en public. C'est dire si cette rencontre était particulièrement attendue. Cette fois-ci, le Kremlin a décidé d'inviter pour l'ouverture du Forum économique de Saint-Petersbourg, le 5 juin, les patrons des principales agences de presse internationales, dont huit venaient de pays déclarés «inamicaux», selon la terminologie actuelle (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne, Allemagne, Corée du Sud et Japon). La rencontre a eu lieu au

87e étage du centre d'affaires de Gazprom avec vue sur la Baltique. Vladimir Poutine, arrivé avec plusieurs heures de retard, s'est rapidement excusé avant de brosser dans le sens du poil ses interlocuteurs sur le mode «vous êtes les personnes les plus informées du monde, je ne vous apprendrai rien». Leur échange a néanmoins duré plus de trois heures.

Verve renouvelée

Le chef du Kremlin est apparu en pleine forme. Il a déroulé sans peine et avec une verve renouvelée toutes les grandes lignes de la propagande russe, bien connues du public local. La Russie n'a attaqué personne, mais ne fait que défendre; le conflit en Ukraine aurait pu se terminer encore au printemps 2022 si les Occidentaux n'avaient pas mis la pression sur Kiev; la Russie s'en fiche de qui sera le prochain président des Etats-Unis mais préfère tout de même que ce soit Joe Biden, car il est «plus prévisible». Et non, contrairement à ce que l'on a l'habitude de dire, ce n'est pas la Russie qui agite la menace nucléaire.

Interrogé sur le sujet du jour, à savoir le feu vert donné aux Ukrainiens d'utiliser

leurs nouvelles armes contre la Russie, il a donné une indication sur ce que pouvait être la riposte de son pays: Moscou pourrait fournir des armes sophistiquées à des «pays tiers» pour qu'ils puissent s'en prendre à des cibles de l'Alliance atlantique dans le monde. La Russie compte-t-elle armer les houthis? se sont aussitôt demandé les experts militaires qui spéculent depuis plusieurs jours déjà sur la nature de cette réponse «asymétrique» promise par le Kremlin.

Une question, posée à quelques minutes de la fin, résume peut-être le mieux l'esprit de cette rencontre censée, selon son modérateur, Alexei Mordachov de l'agence officielle Tass, contribuer à «faire baisser d'un cran la tension» entre la Russie et l'Occident. Alors que l'on s'apprête à commémorer le 80e anniversaire du débarquement en Normandie, peut-on encore imaginer Russes, Américains, Français et Britanniques agir main dans la main? «Ce n'est pas nous qui sommes contre!» a aussitôt répondu Vladimir Poutine, laissant éclater toute la rancœur qu'il avait à l'égard de ses «anciens partenaires», qui n'ont même pas pris la peine de l'inviter à la cérémonie.

Revenant à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il a rappelé le nombre inouï de victimes soviétiques – plus de 27 millions dont 70% étaient issus de Russie, a-t-il souligné – ainsi que le rôle décisif de l'URSS dans la victoire contre le nazisme.

«Il faut tourner la page»

Un argument repris avec force ces derniers jours par les propagandistes russes, qui n'hésitent pas à souligner l'indécision, voire les calculs politiques, des alliés alors que les soldats soviétiques se sacrifiaient sur le front Est. «Pendant trois ans, l'URSS laissée seule face à l'ennemi a pressé les alliés d'engager le combat sur le front européen», a récemment déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova. Londres et Washington s'attribuent les lauriers de la victoire alors qu'ils n'ont agi que lorsqu'ils ont compris que Staline était sur le point de vaincre tout seul Hitler, laisse entendre dans un long entretien dans la Komsomolskaïa Pravda l'historien Evgueni Spitsyne, auteur de nombreux manuels scolaires russes. «Vous me demandez mon avis, mais quelle impor-

tance si aujourd'hui la Russie n'est même pas invitée à cette commémoration?» a poursuivi, visiblement dépité, un Vladimir Poutine qui s'était exprimé à peu près dans les mêmes termes sur l'opportunité de l'initiative de paix suisse. «Tant pis, qu'ils commémorent sans nous. On ne s'en portera pas plus mal», a-t-il conclu.

Mais le pire, selon lui, n'est même pas que la Russie ne soit pas associée à une victoire à laquelle elle a contribué le plus, mais le fait que l'Ukraine, elle, le soit. «Ecoutez-moi, comment pouvez-vous célébrer une date aussi importante dans la lutte contre le nazisme avec ceux qui placent les néonazis sur un piédestal d'honneur et en font des héros nationaux?» s'est encore emporté le chef de l'Etat russe, reprenant son leitmotiv favori pour justifier l'invasion de l'Ukraine. Avec la même énergie, il avait affirmé quelques minutes plus tôt que la Russie n'avait aucune ambition impérialiste et encore moins l'envie de ressusciter l'URSS. «Le monde change tellement vite. Il faut tourner la page», a-t-il dit. En revanche, tout porte à croire que, lui, est resté toujours le même. ■

Le Kremlin, épié par un résident lausannois?

ESPIONNAGE Laurent Vinatier est suspecté d’avoir collecté «des informations dans le domaine des activités militaires et militaro-techniques» de la Russie. Il travaillait pour un organisme privé suisse, spécialisé dans la résolution des conflits

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA

Jeudi 6 juin, le Comité d'enquête russe, le département du parquet chargé des affaires les plus sensibles du pays, a annoncé l'arrestation d'un ressortissant français pour des activités présumées d'espionnage. Selon le bref communiqué publié sur le réseau Telegram, il est indiqué que cet homme a, pendant plusieurs années, «délibérément collecté des informations dans le domaine des activités militaires et militaro-techniques de la Fédération de Russie». «Ces informations [...] peuvent être utilisées contre la sécurité de l'Etat», précise le communiqué qui loue le travail effectué par les enquêteurs. «Grâce à des mesures opérationnelles menées avec compétence, l'accusé a été arrêté et emmené dans les locaux du Comité à Moscou. Dans un avenir proche, il sera inculpé.»

De la «diplomatie privée»

Selon des informations parues en Russie, l'homme en question est un chercheur de 48 ans résidant à Lausanne et travaillant pour le Centre pour le dialogue humanitaire (HD), une organisation indépendante suisse se décrivant comme une «pion-



LAURENT VINATIER
CENTRE POUR
LE DIALOGUE
HUMANITAIRE

nière de la médiation discrète, impartiale et indépendante des conflits». Il s'appelle Laurent Vinatier. Sur la courte vidéo diffusée par le Comité d'enquête, on voit un homme au visage flouté en train de se faire embarquer par des agents en uniforme sur la terrasse d'un café moscovite. Il n'oppose aucune résistance. La vidéo est non datée, mais la météo et les habits de ses acteurs suggèrent qu'elle a été prise très récemment. Son employeur a confirmé l'arrestation de Laurent Vinatier dans une brève déclaration transmise aux médias. «Nous nous efforçons d'obtenir plus de détails sur les circonstances et d'obtenir la libération de Laurent», lit-on.

Laurent Vinatier semble être un familier de la Russie et de sa région. Il est l'auteur de quatre ouvrages: deux sur la thématique tchétchène, un sur l'islamisme en Asie centrale et un autre sur

l'Azerbaïdjan; il a également participé à la rédaction de *La Russie de Poutine à Medvedev*, un livre paru en 2008.

Sur la vidéo, on voit un homme au visage flouté se faire embarquer sur la terrasse d'un café moscovite

Sur la Toile russe, on retrouve facilement des traces de ses différents passages à Moscou. En 2021, il a participé à une table ronde sur le thème de la Biélorussie organisée par l'agence officielle Ria Novosti où il a présenté le point de vue de l'Union euro-

péenne sur «la crise migratoire à la frontière de l'UE avec la Biélorussie». Il s'est également rendu en Russie depuis le début de la guerre en Ukraine. Le 11 avril 2022, il a ainsi rencontré le métropolite Hilarion de Volokolamsk au Département des relations ecclésiastiques extérieures du patriarcat de Moscou, comme l'atteste le site web du patriarcat russe. Le 22 novembre 2023, il est également intervenu à l'Académie des sciences du gouvernement.

Dans les documents d'une conférence sur l'extrémisme religieux organisée par l'Union européenne en 2016, à Bichkek, on apprend qu'il travaille au Centre pour le dialogue humanitaire depuis 2014 et qu'auparavant il a officié comme consultant pour le Comité international de la Croix-Rouge. Il est titulaire d'un doctorat en sciences poli-

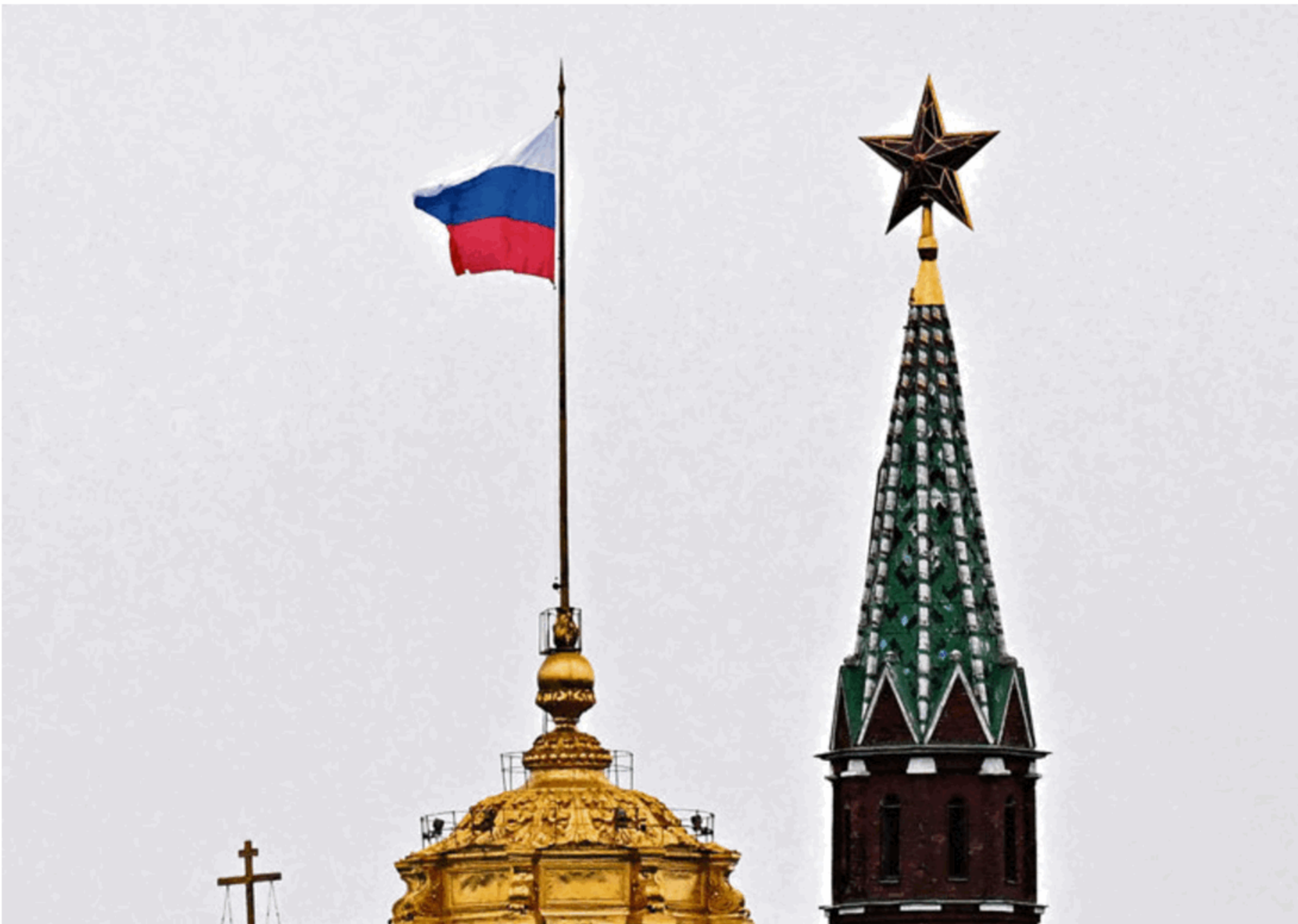
tiques de l'Institut d'études politiques de Paris. Dans un entretien sur YouTube diffusé en juin 2022, l'intéressé lui-même confirme ces informations en racontant qu'il a travaillé comme «facilitateur» dans le conflit russo-ukrainien avant la guerre de 2022. C'est de la «diplomatie privée», ajoute-t-il, en insistant, déjà: «Nous ne sommes pas des espions.»

Timing révélateur

Ce qui ressort à première vue de ce parcours, assez classique pour un spécialiste de la Russie, est que Laurent Vinatier semble avoir privilégié les contacts officiels et même participé à plusieurs événements institutionnels, en toute légalité, à Moscou. Le timing de son arrestation est néanmoins révélateur. Elle intervient à un moment où les relations entre Paris et Mos-

cou sont au plus bas, à cause des déclarations d'Emmanuel Macron jugées par le Kremlin de plus en plus «belliqueuses». Ce même jeudi 6 juin, un ressortissant russo-ukrainien, originaire du Donbass, a notamment été placé en garde à vue à Paris, suspecté de préparer un attentat à l'explosif dans la capitale française à l'approche de l'ouverture des Jeux olympiques.

Quant aux liens, certes plus ténus, avec la Suisse, les responsables russes accusent régulièrement Berne d'avoir perdu toute crédibilité en tant que pays neutre et rivalisent d'éloquence pour décrédibiliser la conférence sur la paix en Ukraine qui s'ouvrira dans moins de dix jours au Bürgenstock. Contacté, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) indique que Laurent Vinatier n'a pas la nationalité suisse. ■



Un chercheur français de 48 ans accusé d'avoir récolté des informations sur l'armée de Poutine a été arrêté hier à Moscou. (7 MAI 2024/NATALIA KOLESNIKOVA/AFP)

EN BREF

Une centaine de morts au Soudan

Des militants pro-démocratie au Soudan ont fait état hier d'une centaine de morts dans une attaque menée par un groupe paramilitaire contre un village, de nouvelles violences illustrant le conflit sanglant qui déchire depuis plus d'un an le pays menacé par la famine. Les Forces de soutien rapide avaient attaqué le village de Wad al-Noura «à deux reprises» avec de l'artillerie lourde, a indiqué le «comité de résistance de Madani». AFP

Collision mortelle en République tchèque

Au moins quatre personnes ont été tuées et plus d'une vingtaine blessées dans une collision entre un train de voyageurs et un convoi de marchandises dans la nuit de mercredi à jeudi dans le centre de la République tchèque, selon les services de secours. «Quatre passagers ont subi des blessures qui ont conduit à leur mort», a déclaré Alena Kisiala, porte-parole des services de secours locaux, à la télévision publique tchèque. ATS

A Gaza, une frappe fait 37 morts

Un hôpital de la bande de Gaza a fait état hier de la mort d'au moins 37 personnes dans un bombardement contre une école de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), l'armée israélienne revendiquant cette frappe qui visait «une base du Hamas». A la veille de l'entrée dans le neuvième mois de la guerre, le président américain, Joe Biden, et 16 autres dirigeants ont exhorté le Hamas à accepter un accord de cessez-le-feu. AFP

Etats-Unis: le droit à la contraception bloqué

Les sénateurs républicains ont bloqué une loi garantissant un droit à la contraception, que les démocrates proposaient pour attirer l'attention sur les menaces pesant sur l'avortement à quelques mois de l'élection présidentielle américaine. Cette loi aurait garanti le droit de se procurer et d'utiliser préservatifs, stérilets et autres méthodes de contraception, et aux prestataires de santé le droit de les prescrire, sans interférence des autorités. AFP

Les Kurdes de Syrie ont annoncé hier le report d'élections municipales contestées

SCRUTIN La décision de l'administration autonome fait suite aux «demandes des parties et alliances politiques participant au scrutin», qui s'étaient plaintes que la campagne était trop courte. Initialement prévue le 11 juin, elle aura lieu au mois d'août

AFP

L'administration autonome kurde du nord de la Syrie a annoncé hier le report jusqu'en août d'élections municipales prévues le 11 juin et qui étaient contestées aussi bien par son principal ennemi, la Turquie voisine, que par les Etats-Unis qui la soutiennent. Ces élections concernent sept cantons où vivent des Kurdes et des Arabes et illustrent le morcellement du pays en raison de la guerre civile qui a éclaté en 2011.

La Commission des élections a annoncé dans un communiqué avoir décidé «le report jusqu'au mois d'août [...] en réponse aux demandes des parties et alliances politiques participant au scrutin», qui s'étaient plaintes que la campagne électorale était trop courte.

Dans une déclaration à l'AFP, Saleh Muslim, qui coprécide le Parti de l'union démocratique (PYD), princi-

pale formation de l'administration autonome, a assuré que les causes du report étaient «internes» et répondaient aux demandes des partis. «Mais la Commission électorale a peut-être également pris en compte les circonstances politiques», a-t-il ajouté.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait menacé la semaine dernière de lancer une nouvelle opération militaire pour empêcher la tenue du scrutin. «Nous avons déjà fait ce qu'il fallait faire face au fait accompli, et nous n'hésiterons pas à agir de nouveau si nous nous retrouvons dans la même situation», a averti le président.

Les Etats-Unis, également opposés

Hier, la chaîne publique turque TRT s'est félicitée du report des élections. «La position exprimée par la Turquie a porté ses fruits», a-t-elle estimé sur X, en citant des «sources de sécurité». La Turquie considère comme «terroriste» le PYD dont la branche armée a été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), au grand dam d'Ankara. Ankara a mené depuis 2016 plusieurs offensives sur le sol syrien contre les forces kurdes dans le nord, qui lui ont permis de contrôler une bande frontalière côté syrien.

Les Etats-Unis, pays allié de la Turquie au sein de l'OTAN et principal soutien des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), ont eux aussi appelé l'administration autonome à revenir sur sa décision, estimant que «les conditions pour la tenue de telles élections n'étaient pas réunies».

Si le gouvernement syrien à Damas ne voit pas d'un bon œil la tenue de ces élections, il s'est gardé de tout commentaire officiel sur l'organisation du scrutin. Les Kurdes syriens, qui ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression de la part du pouvoir central, ont profité du chaos généré par la guerre pour établir une autonomie de facto.

S'il ne s'agit pas du premier scrutin organisé par l'administration autonome depuis, c'est le premier à inclure toutes les zones qu'elle contrôle.

Après la défaite de l'EI, les forces kurdes ont progressivement étendu leur contrôle en Syrie où elles tiennent près du quart de la superficie du pays.

Le coprésident de la Haute Commission électorale, Rokun Mulla Ibrahim, a indiqué à l'AFP que «le nombre de candidats dépasse les 5000» et estimé le nombre d'électeurs à plus de deux millions. ■

Les Vert·e·s veulent plus de fermeté face à Pékin

COMMERCE La direction du parti a rédigé une «stratégie Chine» qui met en garde contre une trop forte dépendance envers le pays et prône un abandon de l'accord de libre-échange

FRÉDÉRIC KOLLER
✉ @frederickoller

La Chine reste l'objet d'une attention très particulière en Suisse. C'est le seul pays qui nécessite une «stratégie» ad hoc de la part du Conseil fédéral, le reste du monde étant abordé par région. Il y a 3 ans, Ignazio Casis avait présenté un premier document de 38 pages intitulé «Stratégie Chine», afin de mieux coordonner l'action des divers départements pour les quatre ans à venir. Il soulignait que «les tendances autoritaires [s'étaient] accrues» à Pékin et que «les relations [s'intensifiaient et devenaient] plus compliquées». Le PLR avait alors publié son propre papier de position sur la Chine. «Contrairement aux espoirs initiaux, l'ouverture économique de la Chine n'a pas conduit à la démocratisation», était-il souligné. C'est aujourd'hui au tour des Vert·e·s de se doter d'une stratégie sur la Chine, qui souligne que «la politique du «changement par le commerce» a échoué».

«La Suisse est un terrain d'activité et une cible pour les Russes et les Chinois»

NICOLAS WALDER, CONSEILLER NATIONAL (LES VERT·E·S/GE)

Cette «nouvelle stratégie» a été adoptée le 14 mai dernier par la direction du parti, après consultation des membres verts des commissions parlementaires concernées. Dans un document de dix pages transmis au *Temps*, plusieurs mesures sont proposées pour réduire la dépendance économique de la Suisse envers la Chine (son troisième partenaire économique derrière les Etats-Unis et l'Union européenne), diversifier ses échanges notamment avec l'Afrique, lutter contre l'espionnage ou encore resserrer les liens avec Taïwan. «La montée en puissance de la Chine sous la houlette du Parti communiste ne met pas seulement en danger la population de ce pays, est-il écrit, mais menace également la stabilité internationale.»

«Nous avons ressenti la nécessité d'avoir une vue d'ensemble de notre relation avec la Chine, explique Nicolas Walder, l'un des rédacteurs du document. Entre l'approche libérale et naïve de l'économie et la position de fermeté sur le droit international, il y a un besoin de plus grande cohérence au sein de nos membres.» Le conseiller national fait un parallèle avec la Russie d'avant février 2022 et le manque d'anticipation de la Suisse pour encaisser le choc de l'agression de l'Ukraine. Une attaque de Taïwan par la République populaire, note-t-il, ne manquerait pas d'avoir des conséquences tout aussi importantes pour la Suisse.

Pourquoi uniquement la Chine?

Pourquoi s'interroger sur la Chine uniquement? La dépendance aux Etats-Unis n'est-elle pas un autre facteur d'incertitude? «Il n'y a pour l'heure ni urgence, ni mise en péril dans notre relation aux Etats-Unis, répond Nicolas Walder. Ce pays ne représente pas de danger pour le droit et le respect de nos valeurs. On verra après les élections de novembre.» A l'inverse, «la Chine est un enjeu économique et géopolitique majeur» qui questionne l'économie de marché telle que la pratique la Suisse aussi bien que sa conception des droits de l'homme.

Il y va par exemple de l'espionnage. Russes, Chinois et Américains sont en nombre sur le territoire de la Confédération. «Si la Suisse est un terrain d'activité pour les Etats-Unis, elle n'est pas une cible. C'est par contre un terrain et une cible pour les Russes et les Chinois», estime Nicolas Walder qui rappelle plusieurs exemples récents de soupçons d'espionnage visant des sites militaires ou les milieux académiques.

La principale critique des Vert·e·s porte sur l'accord de libre-échange avec la Chine. Avec l'Islande, c'est le seul en Europe. Au vu des violations des droits de l'homme, des camps de travail forcé et de possible crime contre l'humanité, il est aujourd'hui jugé comme indécent par le député genevois. Soit il est révisé pour inclure des normes sociales et environnementales, soit il doit être abandonné. D'autant que cet accord pose problème pour la négociation de nouveaux traités de libre-échange, les partenaires de la Suisse, comme l'Inde ou le Mercosur, se référant à l'accord avec la Chine pour limiter les conditions posées par Berne. ■

MAIS ENCORE

Berne et Rome s'accordent sur le télétravail des frontaliers

L'imposition du télétravail des frontaliers italiens est réglée. Ceux-ci pourront effectuer dès janvier jusqu'à 25% de leur temps de travail à domicile sans incidence fiscale. La Suisse et l'Italie ont signé un protocole en ce sens qui règle durablement la question. (ATS)



Raphaël Mahaim (Les Vert·e·s/VD): «Nous faisons une loi pour protéger tout le monde et surtout les femmes, qui sont particulièrement victimes.» (BERNE, 6 JUIN 2024/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

Les députés ouvrent les yeux face au «stalking»

LÉGISLATION Le National s'est penché hier sur le projet de pénalisation du harcèlement obsessionnel, connu sous le nom de «stalking». Sans surprise, cette nouvelle norme pénale a été acceptée par les députés

ANNICK CHEVILLOT, BERNE
✉ @chevillot_a

Le drame a secoué le Valais l'automne dernier: Morane, 22 ans, s'est donné la mort en se jetant du pont à Farinet, passerelle qui surplombe les gorges de la Salentze sur les hauts de Leytron. Elle ne supportait plus le harcèlement intensif qu'elle subissait. Le mois dernier, Blick recueillait le témoignage bouleversant des parents de la jeune femme et résu-mait son calvaire ainsi: «Elle avait la vie devant elle mais une meute de hyènes en chasse derrière...»

«Poser les limites soi-même»

L'affaire a dessillé les yeux de nombreux politiciens: le temps de l'inaction contre le harcèlement obsessionnel est révolu. La mémoire de Morane a été saluée par plusieurs conseillers nationaux valaisans hier à Berne. Et si Philippe Nantermod (PLR) et Jean-Luc Addor (UDC) ont évoqué sa disparition, son drame et son impuissance, c'est pour appuyer l'inscription du *stalking* dans le Code pénal. Cette forme de harcèlement, en forte hausse ces dernières années et qui rend folles les personnes qui le subissent, n'est pas interdite dans le pays; laissant les victimes seules face à leur *stalker*.

Depuis que le Conseil fédéral a revu sa position et s'est prononcé en faveur de cette nouvelle norme pénale le mois passé, le sort du projet de loi au parlement semblait scellé: une large majorité des députés (151 voix contre 29) a accepté le projet hier. Une minorité d'élus UDC a bien tenté de faire entendre une autre voix: celle de l'éducation et de la responsabilité civique. Manfred Bühler (UDC/BE) estime que c'est par «l'éducation des enfants qu'on évite le harcèlement. Il faut habituer nos enfants à poser eux-mêmes les limites au lieu d'avoir recours aux parents ou aux éducateurs. Si le harceleur est arrêté net dès les premiers pas, il n'y a pas de harcèlement. Il s'agit de se faire respecter sans tomber dans l'agression.»

Une posture peu goûtée par son camarade de parti, Jean-Luc Addor. L'avocat valaisan est monté à la tribune, ému, pour évoquer Morane: «Le système judiciaire ne lui offrait aucune solution pour régler le problème. Ce drame n'est-il pas l'illustration de la nécessité d'agir?» Le Bernois lui a rétorqué: «Je ne pense pas qu'une disposition générale puisse régler un cas individuel.»

De quoi faire bondir Raphaël Mahaim (Les Verts·e·s/VD): «Nous ne faisons pas une loi pour les mâles alpha. Nous faisons une loi pour protéger tout le monde et surtout les femmes qui sont particulièrement victimes» de ce type de harcèlement. Les propos de l'élus bernois ont également irrité Jessica Jaccoud (PS/VD): «Son appel au devoir civique des victimes à régler elles-mêmes ces problèmes montre à quel point une norme pénale est nécessaire. Ses propos sont

d'une violence extrême pour les victimes de *stalking*.»

Pour l'avocate vaudoise, la large acceptation du projet de loi par le National «lance un signal clair et essentiel aux auteurs de tels actes délictueux. Désormais, un travail de formation et de sensibilisation de toute la chaîne pénale, de la police aux procureurs, est nécessaire. La prévention doit également jouer un rôle: les victimes pourront prendre conscience de leur statut de victime et qu'elles ont le droit de dénoncer ce harcèlement.»

Terminologie juridique revue

Le fond ayant été adopté, les députés se sont aussi concentrés sur la forme. Notamment sur la terminologie de cette nouvelle norme pénale. A l'anglicisme *stalking*, les élus ont préféré le terme harcèlement, tout court. «C'est largement suffisant, a relevé Raphaël Mahaim. Les détails sur l'aspect obsessionnel et la gravité sont détaillés dans le texte de loi.»

Ainsi, les éléments constitutifs de ce harcèlement sont: la traque, la filature, l'espionnage, les rencontres inopportunes au travail ou au domicile, le harcèlement, les cadeaux non désirés, les contacts répétés par téléphone ou par mail et sur les réseaux sociaux, la menace, l'intimidation, les voies de fait. Il restera néanmoins difficile de déterminer à partir de quel stade une personne est entravée dans la libre détermination de sa façon de vivre. De quoi atténuer la portée réelle de cette évolution, comme le souligne Beat Jans, ministre de la Justice: «Ce n'est pas parce que le harcèlement est punissable que le problème disparaît.» ■

A Genève, le droit de battre le pavé est au cœur d'une bataille politique

DÉBAT Alors que le PLR veut restreindre l'accès au centre-ville aux cortèges, la Coordination genevoise pour le droit de manifester constate d'ores et déjà de multiples entraves dans son rapport annuel rendu hier

SYLVIA REVELLO
✉ @sylviarevello

Le droit de manifester est sous tension à Genève. Alors que le nombre de cortèges n'a cessé de croître ces derniers mois, la ville a exprimé, auprès du canton, sa lassitude envers des manifestations qui «paralysent» son centre-ville et «prétérissent» les commerçants. Des inquiétudes relayées par le PLR qui a déposé, début mai, un projet

de loi pour que les manifestations à caractère politique soient interdites sur les voies de tramway et dans l'ensemble du périmètre du «U lacustre». Or compte tenu de leur visibilité, les rues Basses et le pont du Mont-Blanc constituent les axes privilégiés des manifestants. Des auditions sont prévues en commission de l'économie dans le courant du mois de juin, la baisse du chiffre d'affaires pour les commerçants étant présentée comme un effet collatéral.

«Une liberté fondamentale»

C'est dans ce contexte que la Coordination genevoise pour le droit de manifester a rendu, hier, son rapport annuel. Elle constate que le droit de manifester «conti-

nue d'être violé régulièrement, le Département des institutions et du numérique (DIN) et certaines communes persistant dans une pratique restrictive, relative au processus de demande d'autorisation». Un nombre toujours élevé d'ordonnances pénales délivrées par le Service des contraventions, notamment pour des refus d'obtempérer, ont également été observées. La plupart étaient en lien avec les manifestations de soutien à la cause palestinienne. En avril dernier, à la suite de plaintes de la ville de Genève, le DIN avait annoncé un serrage de vis, sur les horaires, les parcours ou les jours des manifestations.

Pour la juriste Clémence Jung, coprésidente de l'Association des juristes progressistes et membre

de la Coordination genevoise pour le droit de manifester, la complexité de la procédure actuelle constitue déjà un frein. «J'ai coordonné l'organisation de dix manifestations d'1h30 pour le compte de BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) qui ont à chaque fois nécessité plus d'1h30-2h de négociations avec les autorités, relate-t-elle. Alors même que les manifestations se passent bien et qu'il n'y a pas de débordements, on me prévient que tous nos mouvements seront filmés notamment pour s'assurer qu'il n'y aura aucune allusion au Hamas.»

À ses yeux, le projet du PLR constitue une atteinte inadmissible à une liberté fondamentale. «Cantonner les manifestants à des lieux où ils ne seront pas vus réduirait à néant

le droit de manifester», estime Clémence Jung, soulignant que la loi dit déjà qu'il faut prendre en compte différents intérêts pour admettre ou non une manifestation. «Dans les faits, certains emplacements jugés dangereux comme une sortie de caserne de pompiers, un tribunal ou encore des ambassades sont d'emblée écartés», ajoute-t-elle, précisant qu'elle sera auditionnée le 24 juin par la commission de l'économie. «Je compte bien demander sur quelles statistiques objectives les députés PLR se basent pour affirmer que les commerçants subissent des pertes liées aux manifestations.»

De son côté, la conseillère administrative Marie Barbey-Chappuis continue de penser que les autori-

tés ne doivent pas être une «caisse enregistreuse» des demandes des organisateurs de manifestations. «Une pesée des intérêts – pas uniquement sous l'angle sécuritaire – devrait être faite par le DIN en tenant aussi compte de l'impact économique des itinéraires choisis par les manifestations et de l'accessibilité au centre-ville pour la population», estime-t-elle, constatant que cela semble être davantage le cas depuis tout récemment. La manifestation organisée ce week-end par BDS ne passera par exemple pas par le pont du Mont-Blanc. «J'espère que cette nouvelle approche du canton se confirmera ces prochaines semaines et je ne manquerai pas de le rappeler si nécessaire», ajoute Marie Barbey-Chappuis. ■

6 Suisse

Le Locle, dernier théâtre de pillages en série

ATTAQUE Trois explosions ont retenti hier matin vers 4h30 dans la ville des Montagnes neuchâtoises. Après avoir éventré un postomat à l'explosif, les malfaiteurs sont parvenus à s'enfuir avec leur butin au terme d'une course poursuite

ALEXANDRE STEINER
X @alexanstein

A la rue des Envers, au centre-ville du Locle, des débris de verre et de métal jonchent le sol devant une façade éventrée. Un expert tout de noir vêtu scrute attentivement les gravats, en quête d'indices après l'attaque à l'explosif d'un postomat survenue huit heures plus tôt, selon la radio locale RTN, à 4h32 précisément. La zone a été fermée à la circulation sur un large périmètre, tandis que sur les trottoirs défilent des badauds interpellés par la scène. Face au bâtiment commercial où était installé le distributeur, les vitres d'une pizzeria ont elles aussi volé en éclats, comme celles d'immeubles voisins. «Ça a fait des dégâts jusque-là?» s'étonne Laura, qui habite une rue plus haut.

Laura était réveillée lorsque les détonations ont retenti, amplifiées par les façades des bâtiments qui entourent l'escalier menant à son immeuble. «Il y a eu une première explosion, suivie de deux autres très rapprochées. J'ai d'abord pensé qu'elles étaient liées au chantier du contournement routier du Locle. C'était un bruit très fort, très violent, qui a fait peur à mes chats. C'était comme un bruit de guerre.» En observant les stigmates de l'attaque, elle se remémore la tempête qui a ravagé Le Locle et La Chaux-de-Fonds le 24 juillet dernier: «Ce n'est évidemment pas comparable, mais ce sont des images qui restent.»

Débris volants

Au-dessus de la pizzeria dévastée se trouve un grand immeuble d'habitation dans le couloir duquel se trouvent David et son fils. «Je n'habite pas ici mais je travaille dans un laboratoire de métrologie au 1er étage. Ce matin en arrivant, j'ai constaté qu'un éclat de métal avait traversé les stores et le double vitrage de notre salle de pause», raconte-t-il en brandissant une pièce d'environ 50 centimètres de long sur 15 de large. «Heureusement qu'il n'y avait personne derrière la fenêtre. Beaucoup de personnes âgées habitent dans les étages supérieurs, elles ont dû avoir une sacrée peur.»

Au travers de son store éventré s'offre au regard le ballet des forces de l'ordre. D'autres experts sont arrivés sur place et observent la façade du bâtiment attaqué, pointant du doigt certains endroits. Tout autour, la police et la sécurité publique veillent à ce que personne ne franchisse le périmètre dessiné par de longs rubans de balisage rouge et blanc.

De retour à l'extérieur, un responsable installé dans un poste de commandement mobile rappelle qu'en cas d'attaque à l'explosif, ce n'est pas la police cantonale qui mène l'enquête, mais la police fédérale. Il nous renvoie au communiqué de presse envoyé quelques minutes plus tôt, lequel indique que les malfaiteurs sont parvenus à s'emparer d'un butin indéterminé avant d'être mis en fuite par l'arrivée d'une patrouille qui se trouvait à proximité et s'est immédiatement rendue sur place. S'est ensuivie une course poursuite à travers la ville jusqu'à ce que la VW Golfe noire soit perdue de vue malgré le déploiement d'un important dispositif.

Ambiance décontractée

Au bar d'en face, deux clients discutent sur le trottoir. «Ça m'a réveillé!» déclare l'un à son compère. Il suffit de s'éloigner de quelques dizaines de mètres pour que l'ambiance de la ville de 11 000 habitants retrouve la normalité: convivialité en terrasse, discussions de rues, et artère centrale bouchée par le trafic où s'excitent quelques klaxons. Les autorités, elles, ne font aucun commentaire et s'en remettent à la communication officielle.

Si cette attaque marque les esprits, c'est aussi parce qu'elle est la sixième à se produire dans l'Arc jurassien depuis début mai. Les plus récentes étant celles du village bâlois de Laufon le week-end dernier et de La Brévine il y a dix jours, précédées par trois autres dans le Jura. Ce qui porte à 19 le nombre de distributeurs visés en Suisse depuis le début de l'année, selon le décompte de Fedpol.

Pas de quoi toutefois faire croître le sentiment d'insécurité des personnes rencontrées. Pour Laura, qui ne semble guère ébranlée, «c'est surtout dommage pour la communauté et pour la commune, qui travaille tant sur son image. Je viens d'un autre canton, j'habite ici depuis un an et demi, et cela ne changera rien au fait que Le Locle est une ville où il fait bon vivre.» ■

MAIS ENCORE

Les sénateurs veulent la fin des primes de départ à Berne

Les indemnités de départ versées aux cadres de l'administration fédérale ainsi que des entreprises et établissements liés à la Confédération doivent être interdites, de l'opinion de la majorité de la Chambre des cantons. Le Conseil des Etats a donné suite jeudi, par 20 voix contre 16, à une initiative parlementaire de Thomas Minder (Ind./SH) en ce sens. Le National doit encore se prononcer. (ATS)

Le National veut des couples libres de choisir leur patronyme

POLITIQUE FÉDÉRALE La Chambre basse a réintroduit une option que la réforme de 2013 avait bannie. Les couples devront par contre trancher pour le nom de famille de leurs enfants

DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haeberti

Le double nom de famille sera à nouveau autorisé en Suisse. Le Conseil national a décidé hier de revenir sur la réforme de 2013 qui avait interdit cette option. Si le Conseil des Etats avalise ce choix, la liberté sera totale en Suisse: conserver un seul nom, composer un nom double, choisir le patronyme qui vient en premier, ajouter un trait d'union. La seule restriction concerne le triple nom, banni.

Voici donc les options qui s'offriront aux citoyens: si Monsieur Bertrand épouse Madame Maunoir, le couple aura le choix de s'appeler Bertrand, Maunoir, Bertrand-Maunoir ou Maunoir-Bertrand. On vous fait grâce de la variante sans trait d'union.

«On s'est trompés»

Aujourd'hui, un couple peut conserver le nom de célibataire de chaque membre ou porter un nom commun en cas de mariage. La loi qui l'autorise date de 2013. Elle était alors considérée comme un progrès. «On s'est trompés», a affirmé Florence Brenzikofer, conseillère nationale verte bâloise. La consultation menée montre qu'une forte majorité de couples aimerait pouvoir «exprimer son lien commun avec un double nom», a-t-elle souligné durant le débat. En réalité, deux tiers des femmes adoptent le patronyme de

leur mari. Pour la Bâloise, le double nom a l'avantage de faire apparaître les origines de chaque membre du couple. Et l'éluée de prendre sa généalogie en exemple: un père suisse, M. Brenzikofer, et une mère française, Mme Bresson. Une fois inscrite dans le nom, cette double origine permettrait aux enfants de faire le lien avec cette histoire familiale, assure-t-elle.

Martine Docourt, socialiste neuchâtoise, a insisté: il s'agit, pour ce parlement, de «reconnaître des modèles familiaux progressistes, modernes, qui correspondent à l'évolution de la société». Par cette formule, elle entendait convaincre le Conseil national d'accepter d'aller plus loin encore et d'approuver un amendement de sa collègue Brenzikofer pour permettre d'apposer un double nom aux enfants du couple également. Pour le PLR valaisan Philippe Nantermod, ce serait «renvoyer la décision aux enfants» et les mettre devant «un conflit de loyauté» au moment où ils devront choisir entre le nom de maman et celui de papa. «Que les parents décident, a appuyé Philipp Matthias Bregy, centriste valaisan. S'ils n'arrivent pas à prendre cette décision ensemble, c'est qu'il vaut mieux qu'ils ne se marient pas!» Finalement, c'est cette version qui l'a emporté.

Une perte de «simplicité, clarté et traçabilité»

Toute cette révision tient d'un «libéralisme qui n'a pas lieu d'être dans ce domaine», a opposé l'UDC Jean-Luc Addor dont le parti était le seul à porter une voix dissidente au parlement. Pour le Valaisan, «cette réforme est idéologique». Son but est de «détruire

la famille en supprimant le nom de famille commun». Il a regretté durant le débat que ces modifications fassent perdre «en simplicité, en clarté et en traçabilité». Il a tenté, en vain, de renvoyer le tout en commission afin de repenser ces changements.

«S'ils n'arrivent pas à prendre cette décision ensemble, c'est qu'il vaut mieux qu'ils ne se marient pas»

PHILIPP MATTHIAS BREGY, CENTRISTE VALAISAN

«Je suis très soulagé, a dit après le vote Raphaël Mahaim, conseiller national écologiste vaudois. Cette réforme est importante car aujourd'hui, il existe des couples qui ne cessent de se casser les dents sur la loi. Les officiers d'état civil doivent répéter à ceux qui le demandent que le double nom n'est pas possible, ce qui engendre de l'incompréhension. Il faut donc lever cette interdiction.» La réforme étant amputée du volet concernant les enfants, elle devrait séduire le Conseil des Etats, dont la Commission des affaires juridiques avait précisément tiqué sur cet aspect. Du côté du Conseil fédéral, Beat Jans a affirmé que «cette réforme lui tient à cœur». «Le droit actuel ne correspond pas aux besoins de la population», a ajouté le conseiller fédéral chargé du Département fédéral de justice et police. ■

«Sans être banalisés, les chiffres des suicides en prison doivent être pris avec précaution»

DÉTENTION Le professeur Hans Wolff, chef du service de médecine et de psychiatrie pénitentiaires genevois, souligne que l'année 2022 a été particulièrement noire. Analyser l'évolution sur dix ans donnerait une vision plus juste par rapport aux autres pays européens

PROPOS RECUEILLIS PAR FATI MANSOUR
X @fatimansour

Selon un rapport, établi chaque année par l'Université de Lausanne pour le compte du Conseil de l'Europe et publié hier, le taux de suicide dans les établissements pénitentiaires suisses était, pour l'année 2022, très supérieur à la grande majorité des 44 autres Etats ayant fourni des chiffres. La Suisse comptait ainsi quatre fois plus de suicides en prison par rapport à la moyenne européenne. Seule la Lettonie avait un taux plus élevé. Pour le professeur Hans Wolff, chef du service de médecine et de psychiatrie pénitentiaires genevois et président de la Conférence des médecins pénitentiaires suisses (CMPS), qui a étudié de près ce phénomène, il faut prendre ces chiffres avec prudence.

On sait que les suicides sont une préoccupation constante dans les prisons suisses, mais la comparaison avec l'Europe donne un peu le vertige. A vous aussi? Il faut faire très attention de ne pas sortir de tels chiffres de leur contexte. D'abord, la pandémie de covid a joué un rôle important dans les prisons suisses mais aussi dans celles d'autres pays. Le mal-être plus général face à la pandémie s'est exprimé en prison comme dans la société avec la limitation des contacts et des visites restreintes qui devaient se passer derrière des vitres. Cela a certainement eu une influence sur les mauvais chiffres de l'année 2022. A Genève, on



«Le mal-être plus général face à la pandémie s'est exprimé en prison comme dans la société»

dénombrer généralement moins d'un mort par an dans les prisons du canton. En 2021 et 2022, ce chiffre a quadruplé!

Ce serait donc la faute à une mauvaise année? Ils s'agit de petits nombres, donc les variations d'une année à l'autre peuvent être importantes. En Suisse, le nombre de suicides en prison oscille entre 2 et 14 par année. En 2022, on a touché ce maximum alors que la situation était bien meilleure durant les années précédentes. En 2023, le nombre est redescendu à 8 cas. Il faut aussi souligner qu'on n'est vraiment jamais certain des causes d'un décès. Pour avoir des chiffres solides, il vaudrait mieux se baser sur le nombre de décès que sur celui des suicides. Pour avoir une vision plus juste, il faudrait aussi présenter l'évolution sur des périodes plus longues, par exemple sur dix ans, plutôt que de

prendre une année isolée. Sur la décennie, c'est clairement la France et la Belgique, mais également les pays scandinaves, qui sont en tête des pays à fort taux de suicide.

Il ne faudrait toutefois pas banaliser le problème? C'est évident. Il y a un vrai problème de santé mentale dans les prisons. D'autres facteurs multiples et variés influent également sur les actes auto-agressifs. Il ne s'agit pas du tout de banaliser le phénomène mais de prendre avec précaution des statistiques sorties de leur contexte et présentées sur de courtes périodes. De manière générale, il y a dix fois plus de morts en prison par rapport au monde extérieur. C'est la même chose pour le suicide, il y en a entre cinq et dix fois plus. Pour avoir du sens, cette comparaison doit être faite avec la population masculine âgée d'environ 30 ans, qui est aussi celle qui peuple en majorité nos prisons. Lorsqu'on inclut le facteur cellule d'isolement, les suicides sont encore dix fois supérieurs, donc 100 fois plus fréquents que dans la société pour cette même catégorie d'individus.

Le rapport note aussi que la détention provisoire est très élevée en Suisse par rapport à d'autres pays européens. On sait que cela entraîne la surpopulation chronique de certains établissements. C'est un facteur de risque? Indéniablement. La promiscuité, le stress, les tensions et les souffrances psychiques sont connus pour favoriser les gestes auto- et hétéro-agressifs. A Genève, l'augmentation massive de la surpopulation entre 2011-2014, avec des pics à plus de 200% de la capacité de la prison de Champ-Dollon, s'est accompagnée d'une forte hausse des actes et tentatives d'actes auto-dommageables. Nous avions alors la preuve que la surpopulation nuit gravement à la santé et pourrait même tuer. ■

PUBLICITÉ

«Pour moi, la liberté de choix, c'est de voir au quotidien le sens de ce que je fais.»

Valerio Weber
Conseiller en prévoyance,
agence générale Uster

Pour offrir à nos clients la liberté de choix.

Un effet pervers de la dépollution

NAVIGATION L'entrée en vigueur, en 2020, d'une réglementation stricte sur la teneur en soufre des carburants maritimes a engendré un effet marqué sur le climat. Cette pollution tendait à masquer une partie du réchauffement climatique

DENIS DELBECQ
X @effetsdeterre

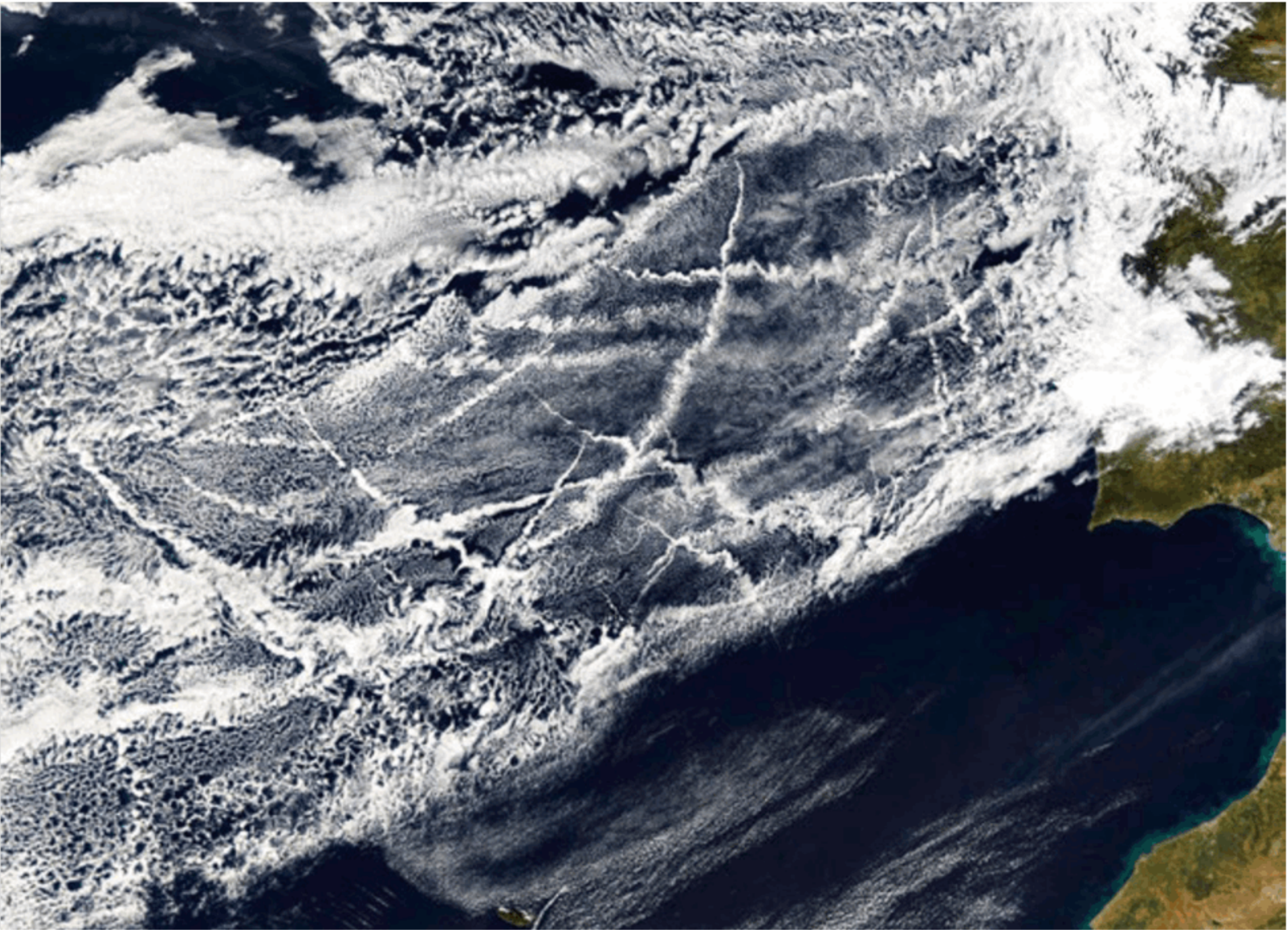
«Nous vivons les effets climatiques liés au choc de fin d'une expérience involontaire d'intervention sur le climat.» Tianle Yuan (Université du Maryland et NASA) a le sens de la formule quand il évoque les travaux qu'il cosigne le 30 mai dans *Communications Earth & Environment*. Selon lui, la diminution spectaculaire, en 2020, de la pollution au soufre des navires préfigure ce que serait l'arrêt brutal d'une éventuelle tentative de réduction de l'éclairement solaire sur la Terre: des scientifiques suggèrent en effet de blanchir les nuages par injection de brouillards d'eau salée au-dessus des océans, ou d'injecter des quantités massives de soufre dans la haute atmosphère pour freiner le réchauffement climatique.

Aux Philippines en 1991, les 20 millions de tonnes de dioxyde de soufre injectées à haute altitude par le volcan Pinatubo avaient abaissé la température à la surface du globe d'un demi-degré, avant que la situation ne revienne à la normale en 1993. Cette éruption représentait deux années de rejets soufrés par les navires de commerce, lesquels participent eux aussi à une atténuation du réchauffement climatique.

Le dioxyde de soufre étant néfaste pour la santé humaine, il fallait agir: le commerce maritime était tenu pour responsable de 20 000 à 90 000 morts prématurés par an dans les régions côtières du globe. En 2020, ses émissions ont brutalement diminué des trois quarts. Un «choc de dépollution», décidé douze ans plus tôt par l'Organisation maritime internationale, qui a fixé une teneur maximale en soufre des carburants maritimes à 0,5%, contre 3,5% auparavant. Et qui semble être respectée à la lettre, montrent les observations par satellite.

«Comme les carburants propres coûtent plus cher, les armateurs ont attendu le dernier moment pour se plier à la règle: l'effet de la norme a été instantané», dit Tianle Yuan. Précisons que lorsqu'un combustible pauvre en soufre

Vue par satellite, en janvier 2018, de l'Atlantique Nord, au large de l'Espagne et du Portugal. On y distingue la formation de nuages provoquée par le soufre des navires, qui renvoient de l'énergie solaire dans l'espace. (JEFF SCHMALTZ/NASA)



n'est pas disponible, les navires doivent épurer leurs gaz d'échappement, et que la norme était déjà fixée à 0,1% dans certaines régions maritimes à émissions contrôlées. Sur les continents – pour les carburants routiers –, elle est nettement plus basse à l'image des 0,001% en vigueur aux Etats-Unis, dans l'UE et en Suisse. On ne badine pas avec le soufre!

Si ces mesures favorisant la qualité de l'air sont indispensables, les scientifiques avaient prévu depuis longtemps que leur impact négatif sur le climat serait observé. Car, dans l'atmosphère, le soufre est engagé dans une série de processus physico-chimiques qui modère les températures. «On sait depuis les travaux de Sean Twomey dans les années 70 que le soufre des navires provoque la formation de gouttelettes d'eau plus petites dans les nuages», dit Olivier Bou-

cher, de l'Institut Pierre-Simon Laplace à Paris. Cela conduit à un éclaircissement, ce qui réfléchit plus de rayonnement solaire vers l'espace. «Mes collègues ont aussi tenu compte d'un effet d'amplification, un étalement horizontal des nuages observé dans les images satellites, qui augmente la couverture nuageuse.»

Forçage radiatif

Dans *Communications Earth & Environment*, Tianle Yuan et ses collègues ont tenté d'estimer ce que les scientifiques appellent le «forçage radiatif» induit par la nouvelle réglementation sur les navires. Explication: dans un climat à l'équilibre, autant d'énergie quitte la Terre et son atmosphère pour l'espace – sous forme de rayonnement infrarouge – que notre planète en reçoit du Soleil. Mais l'augmentation de la concen-

tration en gaz à effet de serre, liée pour l'essentiel à l'usage des combustibles fossiles, force une part grandissante du rayonnement terrestre à rester dans l'atmosphère. Cette énergie piégée entraîne le réchauffement. Au final, le consensus scientifique, résumé dans le dernier rapport du GIEC, établit que la Terre subissait en 2019 un «forçage radiatif» de 2,7 watts par mètre carré par rapport à la situation de l'ère préindustrielle. Dit autrement, chaque mètre carré d'atmosphère recevait 2,7 watts de rayonnement de trop à l'entrée de la troposphère; c'est la couche atmosphérique qui s'étend entre la surface terrestre et une altitude de 6 à 18 km – suivant la latitude et les saisons.

Les deux dixièmes de watts supplémentaires apportés par la baisse des rejets de soufre des navires semblent peu en regard du

forçage déjà observé. «Ce n'est pas négligeable, surtout que c'est un changement abrupt», dit Olivier Boucher, qui n'a pas participé à ces recherches. Tianle Yuan et ses collègues estiment que ce déséquilibre survenu en 2020 expliquerait 80% du surplus d'énergie captée par la Terre depuis lors. Ce qui se traduirait par une hausse supplémentaire de 0,16 °C de la température moyenne du globe au bout de sept ans. «Je pense que c'est une première appréciation chiffrée intéressante mais il me semble qu'elle est un peu surestimée notamment parce que mes collègues s'appuient sur une modélisation assez simple», prévient Thomas Frölicher (Université de Berne). Jusqu'à présent, l'ensemble des aérosols – maritimes ou terrestres – a modéré d'environ 0,4 °C la surchauffe constatée depuis le XIXe siècle. «Cet effet

refroidissant diminuera au fur et à mesure que la qualité de l'air s'améliorera, révélant l'ampleur réelle de l'impact des gaz à effet de serre.»

«J'accepte la critique sur la simplicité de notre modèle, répond Tianle Yuan. Mais les outils plus sophistiqués ont aussi leurs défauts, notamment parce qu'ils décrivent mal les transferts d'énergie entre surface et océan profond. De plus, ils représentent mal les processus brutaux.»

L'essentiel du soufre d'origine maritime est émis dans l'hémisphère Nord

L'autre écueil à une évaluation précise de l'impact de la dépollution des navires est lié à son hétérogénéité géographique. Comme le soufre d'origine industrielle – l'essentiel provient de la combustion du charbon –, l'essentiel du soufre d'origine maritime est émis dans l'hémisphère Nord. Et de manière inégale. Alors que la moyenne de forçage radiatif à l'échelle des océans atteindrait 0,2 watt par mètre carré selon le groupe de Tianle Yuan, elle serait de 0,56 W/m² – avec des pics à 1,4 W/m² – dans l'océan Atlantique Nord, où le trafic maritime est le plus intense. Dans le Pacifique Nord, en Océanie et le long des côtes d'Asie, l'effet de la dépollution reste visible mais moins marqué qu'entre l'Europe et les Etats-Unis. «Nous pensons que la réponse climatique au forçage radiatif peut varier significativement suivant la région où il se produit, mais c'est une question non résolue», dit Olivier Boucher.

Pour autant, personne ne conteste que la lutte contre la pollution de l'air aura un impact défavorable sur le climat. «Cela nous oblige d'autant plus à agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, insiste Thomas Frölicher. Il n'y a pas d'autre réponse possible.» ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Vendredi 7 juin 2024

lever: 05h44
coucher: 21h25
1 minute de soleil en plus

lever: 05h54
coucher: 23h07
lune croissante
taux de remplissage: 1%

Situation générale aujourd'hui à 13h

CE VENDREDI, LE CIEL SERA EN PARTIE ENSOLEILLÉ avec un risque d'averses ou d'orages l'après-midi et le soir dans les Alpes. Samedi sera dans l'ensemble plus nuageux, hormis en Valais qui bénéficiera d'un ensoleillement plus généreux. Une zone d'averse devrait traverser le pays d'ouest en est en matinée. Dimanche sera d'abord assez ensoleillé, mais des orages potentiellement violents pourraient se généraliser l'après-midi. Au début de la semaine prochaine, le temps sera encore changeant.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI
	80 %	80 %	80 %	80 %	60 %
	15° 23°	15° 22°	13° 19°	10° 18°	9° 18°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	-	-	2400 m	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	15° 26°	15° 25°	14° 22°	12° 22°	11° 22°
Limite des chutes de neige	-	-	2700 m	-	-
Suisse centrale et orientale	15° 23°	16° 22°	13° 19°	11° 18°	10° 18°
Limite des chutes de neige	-	-	2400 m	-	-
Sud des Alpes	19° 25°	18° 24°	16° 23°	16° 22°	15° 22°
Limite des chutes de neige	-	-	-	2800 m	2800 m

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations

B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1 a	98.85	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1 a	98.85	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD 3/1 a	98.83	-

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2 a	106.12	9.3
----------------------------------	-----------	--------	-----

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	150.00	8.7
--------------------------------	---------	--------	-----

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1 e	92.93	-0.4
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1 e	97.74	-1.0
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1 e	104.30	-0.7
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3 e	92.47	-1.8

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1 e	147.96	5.7
Synchrony (LU) HighDivEuroPSt. A	EUR 1/1 e	125.69	8.4
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1 e	125.04	11.3
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1 e	154.65	8.0
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1 e	150.33	3.3
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1 e	128.55	2.4
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1 e	215.86	7.5
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 e	137.65	9.4
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/21	101.00	7.3
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1 e	133.61	6.9
Synchrony High Gr.Econ. Eq. A	USD 4/21	101.07	2.6
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	136.89	3.1
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1 e	106.16	9.6
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1 e	110.09	9.8
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1 e	106.20	-
Synchrony US Equity A	USD 4/3 e	197.67	11.9

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11	142.70	5.5
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/11	145.29	3.7
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11	96.84	2.4
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11	130.33	8.3
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/11	96.84	1.2
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11	150.65	12.4
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 e	139.11	3.4
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 e	174.68	5.1
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/11	121.96	3.0
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/11	127.80	4.6
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/11	116.89	4.7
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/11	129.95	7.1

Autres fonds

BBGI - Equit. - Sw. Behavior. Value	CHF 1/1 e	158.00	9.7
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1 e	118.60	19.6
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1 e	84.70	10.7
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR 1/1 e	156.10	14.4
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR 1/1 e	94.70	11.9
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD 1/1 e	126.20	12.5
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 e	109.30	8.6
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1 e	186.40	3.4
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1 e	78.20	-7.1

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/11	100.67	5.5
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11	90.09	3.2
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11	97.81	8.4
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/11	88.91	0.6
BCV Stratégie ActionsMonde ESG A	CHF 2/11	138.00	11.6
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/11	109.79	8.2
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/11	162.10	5.5
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/11	97.87	4.5
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/11	84.00	-0.0
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/11	112.24	3.0
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11	103.35	2.2

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	131.00	-0.8
Immo Helvetic	CHF 5/5	205.00	1.0

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF FI Gbl Ops D2 USD	USD 1/1 e	16.64	1.0
BGF Gbl Corp Bond D2 USD	USD 1/1 e	15.81	0.7

Fonds en actions

BGF Syst Gbl Eq HI D2 USD	USD 1/1 e	23.30	10.0
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD 3/3 e	181.28	10.0

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD 4/4 e	113.82	5.5
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4 e	103.60	1.0
BO Fd IV-Bordier Gbl Fix Inc USD	USD 4/4 e	113.67	2.0

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR 4/4 e	159.13	5.6
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR 1/1 e	148.52	6.0
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4 e	189.76	4.6
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4 e	125.66	11.5
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR 1/1 e	132.43	11.9
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 e	2327.01	13.1
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4 e	225.56	12.7

BRUNO WALTER

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1 e	219.36	3.5
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1 e	164.23	3.6
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1 e	233.75	3.7
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1 e	98.91	3.7
Allround Quadinvest Growth B	USD 2/1 e	297.72	8.6
Allround Quadinvest Growth C	USD 2/1 e	307.35	8.7
Allround Quadinvest Growth D	USD 2/1 e	312.82	8.8
Allround Quadinvest Growth Da	USD 2/2 e	262.50	8.8
Allround Quadinvest Growth OE	USD 2/1 e	291.57	8.4

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3 e	611.10	19.6
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3 e	187.67	17.1

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1 e	124.96	15.0
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1 e	98.79	16.1
Swissquote Quant Swiss Eq. (ICHF) A	CHF 1/1 e	132.69	9.6

carne

Fonds en actions

Konwawe Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1 e	244.23	28.8
Konwawe Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1 e	243.77	23.1
Konwawe Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1 e	282.17	20.8

CITE GESTION

PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1 e	1105.64	4.2
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1 e	1032.80	3.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1 e	1248.82	4.7

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1 e	961.14	0.6
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 e	1049.48	1.5
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1 e	1163.61	2.1

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1 e	108.45	-0.1
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1 e	114.00	2.8
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1 e	111.71	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1 e	128.10	0.8
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1 e	157.09	1.6
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2 e	142.39	1.1
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2 e	137.14	3.2
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1 e	496.25	-0.1
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1 e	176.22	4.0
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1 e	158.77	4.7

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1 e	41.67	10.4
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4 e	446.64	7.2
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1 e	15.09	10.2
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1 e	23.29	10.1
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1 e	554.23	9.1
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2 e	600.15	-6.0
CS (Lux) EU Quo Div Ed B	EUR 2/1 e	23.19	6.4
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1 e	4339.86	10.8
CS (Lux) GL Quo Div Eq B	USD 2/1 e	25.69	8.7
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1 e	15.44	7.3
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2 e	213.31	1.9
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1 e	2916.97	-0.8
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1 e	45.95	1.2
CS EF (CH) S&M Cap Switz Eq Fd B	CHF 2/1 e	1447.49	5.8

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1 e	115.45	4.9
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1 e	131.49	7.3
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1 e	100.02	1.8
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1 e	104.88	2.1
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1 e	108.82	4.0
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1 e	126.22	5.5
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1 e	117.90	8.5
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1 e	199.78	3.6
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1 e	122.73	5.6
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1 e	140.49	8.2
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1 e	107.64	3.1

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5 e	100.00	5.7
CS REF Green Property	CHF 5/5 e	114.00	-5.8
CS REF Hospitality	CHF 5/5 e	73.60	3.4
CS REF Inter Swiss	CHF 5/5 e	172.00	5.5
CS REF LivingPlus	CHF 2/1 e	142.50	-0.7
CS REF Slat	CHF 5/5 e	215.00	1.4

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1 a	160.18	-1.9
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1 e	117.42	2.0

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1 e	18.56	1.5
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1 e	70.71	4.8
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD 2/1 e	74.80	5.6
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 5/5 e	259.85	9.1

CRONOS

FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.50	-5.1
------------------	---------	--------	------

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du jeudi, 06.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1 a	191.29	-1.6
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4 a	79.06	-1.4
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1 e	206.67	8.4
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4 e	225.16	8.5
ENETIA Energy Infrast. Fund IB EUR	EUR 2/1 e17602	33	3.9
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1 e	143.14	0.8
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1 e11720	98	5.2
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1 e	45.83	-5.5
White Fleet IV-Sec.Trds S (USD)	USD 1/1 e	198.57	10.7

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4 e	123.91	5.7
----------------------------	-----------	--------	-----

Autres fonds

Physical Gold B3	USD 1/1 e	127.95	13.2
------------------	-----------	--------	------

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	146.50	7.3
-------------------	---------	--------	-----

ethos

Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1 e	489.40	5.6
--------------------------------	-----------	--------	-----

GENERALI

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1 e	105.07	0.1
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1 e	102.32	-0.4
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1 e	556.13	0.5

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1 e	408.67	10.3
------------------------------	-----------	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1 e	134.91	3.0
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1 e	92.15	12.7
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1 e	96.87	6.7
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1 e	110.23	4.5
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1 e	148.71	0.8
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1 e	92.26	0.3
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1 e	92.55	0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1 e	93.56	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1 e	89.39	0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1 e	93.58	0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1 e	95.72	0.0
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1 e	99.10	-0.2
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1 e	110.86	1.4
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1 e	122.67	3.0
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1 e	136.68	4.6

FIR

FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	221.00	4.2
-----	---------	--------	-----

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1 e	98.60	0.9
------------------------	-----------	-------	-----

Fonds en actions

Economie & Finance

+3%

LE VOLUME DES PLACEMENTS DURABLES EN SUISSE S'EST ÉTOFFÉ DE 3% l'an dernier, à 1660 milliards de francs. Cette hausse, bien que modeste, fait suite à une chute d'environ 19% en 2022, révèle une étude de Swiss Sustainable Finance publiée hier.

GILBERT HOUNGBO
Directeur de l'Organisation internationale du travail

Il a appelé hier à un accord rapide pour autoriser le retour des travailleurs palestiniens en Israël. D'après l'OIT, 500 000 emplois ont été perdus dans la région depuis octobre.



90%

PLUS DE 90% DES ADULTES EN SUISSE SOUHAITENT VOYAGER À L'ÉTRANGER au moins une fois en 2024, et plus de la moitié au moins trois fois, relevait hier un sondage mené par la société Comparis. Près de deux tiers des personnes interrogées prévoient de passer leurs vacances dans un pays européen.

SMI	12 241,25	↑	Dollar/franc	0,8917	↓
	+0,75%		Euro/franc	0,9706	↓
Euro Stoxx 50	5069,09	↑	Euro/dollar	1,0884	↑
	+0,66%		Livre st./franc	1,1398	↓
FTSE 100	8285,34	↑	Baril Brent/dollar	79,94	↑
	+0,47%		Once d'or/dollar	2372	↑

FTI, victime à retardement du covid

VOYAGES Le secteur est sur le qui-vive après le dépôt de bilan du troisième tour-opérateur européen. Malgré la déconfiture de la société, lourdement endettée depuis la crise sanitaire, les perspectives restent plutôt positives pour la branche, en plein rebond

ALEXANDRE BEUCHAT
✉ @beuchat_a

Près de cinq ans après la faillite du britannique Thomas Cook, la branche du voyage est à nouveau frappée par une débâcle retentissante. Le voyageur allemand FTI a déposé lundi une demande d'ouverture de procédure de faillite auprès du Tribunal de district de Munich. La forte reprise depuis la fin de la crise sanitaire n'a pas suffi à sauver l'entreprise.

Malgré l'arrivée prévue d'un consortium d'investisseurs, les chiffres de réservation sont restés depuis «bien en deçà des attentes», explique le troisième acteur européen, derrière TUI et DER Touristik. Les fournisseurs ont exigé des paiements anticipés, ce qui a entraîné un besoin supplémentaire de liquidités qui n'a pas pu être comblé avant la clôture du processus d'investissement.

Nouveau coup dur

L'avenir de FTI semblait pourtant assuré après les 600 millions d'euros d'aides publiques reçues pendant le covid. Le consortium d'investisseurs mené par la société américaine Certares avait annoncé en avril vouloir reprendre FTI pour un euro et y injecter 125 millions d'euros en capitaux.

Le gouvernement allemand n'a toutefois pas voulu accorder de nouvelles aides financières lors de négociations qui se sont déroulées le week-end dernier. L'accord avec Certares est donc tombé à l'eau. Les circonstances du refus du gouvernement allemand restent encore assez floues. Il semble que Berlin aurait été enclin à alléger la dette de FTI, ce qui aurait fait bondir plusieurs de ses concurrents.



L'avenir du voyageur allemand FTI semblait pourtant assuré après les 600 millions d'euros d'aides publiques reçues pendant le covid. (MUNICH, 3 JUIN 2024/ANNA SZILAGYI/EPA)

Pour les voyageurs suisses, c'est un nouveau coup de tonnerre, alors que le numéro un de la branche, Hotelplan, a été mis en vente en février dernier par Migros. Pour autant, la débâcle de FTI ne constitue pas totalement une surprise. Des rumeurs circulaient régulièrement sur l'entreprise, mais l'arrivée de Certares en avril dernier avait atténué les craintes.

«FTI a toujours été une société très agressive en termes de prix afin de générer de gros volumes. C'était une stratégie risquée, car les marges sont déjà faibles dans notre secteur d'activité», analyse Stéphane Jayet, vice-président de la Fédération suisse du voyage (FSV). La branche connaît certes un rebond. Mais même si les affaires progressent, la situation n'est pas tenable si une entreprise

a une marge de 1% et des coûts opérationnels en hausse.» L'insolvabilité de FTI n'est cependant pas une bonne nouvelle à la veille des vacances d'été.

Perte pour l'Etat allemand

Le dépôt de bilan de FTI assombrit-il les perspectives pour la branche du voyage? «Au contraire, estime une porte-parole de TUI Suisse, le concept du voyage à

forfait en tant qu'assurance tous risques s'en trouve fondamentalement renforcé, car les clients sont indemnisés par des arrangements appropriés.»

La branche s'attend désormais à une réorganisation du marché. «Les gens voyageront malgré le dépôt de bilan de FTI et le gâteau de plusieurs milliards sera partagé entre les autres tour-opérateurs», affirme à l'agence DPA Torsten

Kirstges, expert en tourisme à la Jade Hochschule, basée à Wilhelmshaven.

TUI, le plus grand tour-opérateur d'Europe, a annoncé son intention d'élargir son offre et cherche à attirer les clients de son concurrent en proposant des rabais et en renonçant temporairement aux acomptes. Contrairement à FTI, TUI et DER Touristik ont surmonté la pandémie et profitent du regain d'intérêt pour les voyages. L'an dernier, les deux groupes ont annoncé une nette augmentation des réservations et une croissance du chiffre d'affaires et des bénéfices.

«La stratégie agressive du groupe était risquée, en raison des faibles marges dans le secteur»

STÉPHANE JAYET, VICE-PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION SUISSE DU VOYAGE

Les restrictions de voyage imposées pendant la crise sanitaire ont mis à mal l'ensemble du secteur. TUI et FTI ont été sauvés par l'Etat allemand à coups de milliards. De son côté, DER Touristik, qui appartient au géant de la distribution Rewe, s'en est sorti sans aide publique. Contrairement à FTI, TUI, qui est coté en bourse, a pu entre-temps rembourser les soutiens grâce à une augmentation de capital. Pour FTI, le remboursement de la majeure partie des 600 millions d'euros d'aide publique n'a pas encore été effectué. La perte s'avère donc considérable pour les caisses fédérales. ■

La branche face au défi logistique

TOURISME L'effondrement de FTI a des répercussions partout en Europe, et aussi en Suisse. Le remboursement des clients lésés se révèle être un véritable imbroglio

Le dépôt de bilan du troisième plus grand groupe de tourisme européen FTI touche également la Suisse. Quelque 10 000 personnes sont concernées, selon les premières estimations de la Fédération suisse du voyage (FSV). Les agences de voyages sont à pied d'œuvre pour trouver des solutions pour les clients.

Le problème est que la filiale FTI Touristik, basée à Allschwil (BL), n'a pour l'heure pas encore déposé son bilan, à l'inverse de la maison mère allemande. Le fonds de garantie de la branche suisse du voyage ne peut donc pas être mis à contribution immédiatement. Les clients doivent d'abord s'adresser à FTI Touristik et exiger le remboursement de leur argent.

Le mécanisme du fonds de garantie permet uniquement de rembourser les voyages à forfait, mais pas les prestations individuelles, rappelle Stéphane Jayet, vice-président de la Fédération suisse du voyage. «Là où c'est un peu plus sorniois, c'est que les clients qui ont fait leur réservation via FTI Allemagne devront faire marcher le fonds de garantie outre-Rhin», explique-t-il. Il est pour l'heure difficile d'estimer l'ampleur du dommage.

«Nous manquons encore d'informations», indique Marco Amos, le directeur du Fonds de garantie de la branche suisse du voyage, à Travel Inside. Mais le montant devrait être important. «FTI a dû déposer une somme de garantie considérable pour l'adhésion au fonds de garantie», relève-t-il. Idéalement, cette somme devrait suffire à couvrir tous les fonds des clients.

«Situation incertaine»

«Au-delà du coût humain pour les employés et des désagréments pour les clients et les professionnels du tourisme, le dommage financier devrait rester supportable», estime Sonja Laborde, présidente de la Travel Professional Association (TPA, association des professionnels du voyage). «Le dépôt de bilan de FTI ne devrait pas provoquer une immense débâcle financière. Je pense que le fonds de garantie a la couverture suffisante.»

FTI Touristik a annoncé à Travel Inside que les réservations pour un départ entre le 4 juin et le 4 juillet peuvent être annulées gratuitement. Ce que recommande de faire le voyageur. Au-delà, la situation est plus floue. «Notre priorité est de nous occuper des clients qui sont déjà sur place et de gérer les départs à venir. La situation est actuellement trop incertaine pour que nous puissions vous donner plus d'informations.» ■

MAIS ENCORE

La demande étrangère profite aux hôtels suisses L'hôtellerie suisse a profité du rebond de la demande étrangère lors de la saison d'hiver écoulée. Le volume des nuitées a augmenté de 2,9% à 18 millions, dépassant le niveau déjà très bon de la saison hivernale 2022-2023, indiquait hier l'Office fédéral de la statistique. (AWP)

Un gisement de terres rares norvégien serait le plus grand d'Europe

MATIÈRES PREMIÈRES L'annonce d'un groupe minier scandinave pourrait rebattre les cartes en termes de dépendance face à la Chine

AFP

Le groupe minier norvégien Rare Earths Norway a annoncé hier, nouvelles expertises à l'appui, qu'un gisement de terres rares du sud-est de la Norvège était le plus grand d'Europe. Selon lui, le gisement Fensfeltet recèlerait 8,8 millions de tonnes de ces métaux essentiels à la transition verte, soit nettement plus que celui de Kiruna en Suède, censé en contenir entre 1 et 2 millions de tonnes.

«Après trois ans d'activités de forage intensives et d'analyses [...], une première estimation des ressources minérales [...] montre que

Fensfeltet est le plus grand gisement d'éléments de terres rares (ETR) en Europe», indique le groupe dans un communiqué.

Les estimations, réalisées avec le soutien de la société de conseil canadienne WSP, font notamment état de la présence sur place de 1,5 million de tonnes d'aimants permanents, des matériaux magnétiques utilisés entre autres dans les voitures électriques et les éoliennes.

«Impact climatique considérablement réduit»

L'extraction minière pourrait commencer en 2030 moyennant un investissement de 10 milliards de couronnes (840 millions de francs) pour la seule première phase, selon Rare Earths Norway. «L'objectif de Rare Earths Norway est de contribuer à une chaîne de valeur totale et compacte, de la

mine à l'aimant, avec un impact climatique et environnemental considérablement réduit», a déclaré son directeur général, Alf Reistad.

Echaudée par sa dépendance énergétique envers la Russie avant le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne (UE), dont la Norvège ne fait pas partie mais avec qui elle entretient des liens étroits, cherche aujourd'hui à s'émanciper dans le domaine des métaux rares. Actuellement, 98% des terres rares utilisées dans l'UE sont importées de Chine, qui dispose donc d'un quasi-monopole dans le secteur.

En janvier 2023, le groupe minier suédois avait annoncé la découverte à Kiruna, dans le nord de la Suède, du «plus grand gisement connu» de terres rares d'Europe. Aucune mine de terres rares n'est à ce jour en exploitation sur le continent. ■

Confédération Centre compte sur le 7e art pour se relancer

GENÈVE La galerie marchande diversifie son offre en partenariat avec les cinémas de Swisscom pour attirer du monde. Une stratégie prisée dans un secteur qui souffre du tourisme d'achat et de la concurrence des ventes en ligne

RICHARD ÉTIENNE
X @rietienne

Confédération Centre est officiellement inauguré cette semaine. Dans le hall central, il y a des ballons et des fêtes sont programmées ces prochains jours. La presse a été invitée hier matin pour marquer le coup. Le complexe a été rénové il y a quelques années mais, dans le sillage du covid, il a longtemps été très vide. Son inauguration a donc été reportée.

Sa direction affirme qu'il y a 170 000 visiteurs par mois, «c'est beaucoup et c'est en hausse», selon son patron Fabrice Broto. Le quotidien *20 minutes* relevait pourtant fin mai que plusieurs boutiques avaient quitté le lieu qui «peine toujours à décoller» malgré son emplacement au cœur de la Genève marchande. En juillet 2022, *GHI* dressait déjà un tableau similaire. Plusieurs visites du *Temps* ces dernières années confirment cette impression de vide dans les galeries commerciales, là où les restaurants à l'étage sont par contre bien remplis à midi.

En fait, depuis que le centre existe – il a été créé en 1986 –, la presse se montre sceptique et fait état d'un dossier compliqué. Notamment parce qu'il y a de nombreux propriétaires qui souvent ne s'entendent pas. Depuis quelques années, l'actionnaire principal est un fonds de pension, Credit Suisse Fondation de placement, repris par UBS. Son architecture n'a jamais fait l'unanimité non plus. Un politicien se disait, dès 1986, révulsé par son marbre tape-à-l'œil qui pervertit la tradition calviniste de la Vieille-Ville qu'il joute.

Une «renaissance»

Il s'est aujourd'hui adapté au marché, selon ses exploitants. Le marbre a été remplacé par du bois et un sol en terrazzo noir. Le temps d'arrêt a été long. Le chantier avait pris du retard à la suite de recours. Des magasins ont fermé leurs portes, comme les cinémas Pathé Rex ou Visilab – qui a emménagé 100 mètres plus loin, sur la place Bel-Air. Puis le covid est arrivé. Le virus a paralysé le commerce.

«L'inauguration marque la renaissance de ce lieu emblématique de Genève», a souligné Fabrice Broto lors du rendez-vous avec les journalistes. Il souligne que sur les 8000 m² de «ce pilier de la vitalité du centre-ville», seuls 350 m² restent à louer, évoquant un «mix de commerces inédit» et adapté aux nouvelles habitudes des clients. Des commerces – comme Pouly, l'épicerie fine La Truffière ou l'opticien Entrevues – sont récemment partis? Fabrice Broto parle de rocades naturelles. De nouvelles enseignes sont aussi arrivées. Comme Decathlon en avril et Arket en mai.

A l'heure de l'e-commerce et du tourisme d'achat, de tels centres doivent adapter leur offre. Allier des expériences «servicielles», de gastronomie et de loisirs au commerce de détail, qui doit proposer plus de livraisons à domicile.

Confédération Centre ne divulgue aucun chiffre financier. Dans le secteur, ils ne sont en général pas bons. En Suisse, la plupart des 200 centres commerciaux ont vu leurs ventes décliner ces dernières décennies, même si certains se maintiennent ou grandissent. En 2023, rien que le tourisme d'achat a coûté au commerce de détail suisse un dixième de ses ventes, selon la faitière Swiss Retail Federation. Aux Etats-Unis, où l'e-commerce fait des ravages, les «dead malls» sont légion.

Pour pallier ces pertes, partout le maître mot est diversification. Ces lieux se métamorphosent en des centres de services et de loisirs. Ils se dotent de fitness, de spa, de bowling, de cinéma ou de garderie pour proposer des activités pour chaque moment de la journée.

Une première pour le géant bleu

C'est ainsi que Confédération Centre a ouvert un espace de réalité virtuelle dans ses sous-sols qui – et cela a été annoncé hier – accueillera dès 2025 six salles de cinéma. Les premières exploitées par Swisscom en Suisse romande.

Dans la diversification, le centre de Balexert, également à Genève, joue les premiers rôles. Le complexe de Migros, qui figure parmi les principaux du pays, a fait état d'une hausse de 3,4% de ses ventes en 2023. Son directeur se félicitait d'ailleurs, en décembre dans *PME Magazine*, d'un redémarrage réussi également après une période de rénovation. Le centre verniolan aurait su allier une architecture lumineuse et adaptée à un bon mix entre un magasin phare – de Migros qui occupe 8000 m², autant que Confédération Centre – d'autres enseignes complémentaires, des restaurants et des services variés.

«Balexert, populaire, vise et a besoin du plus grand nombre. Confédération Centre, un complexe non alimentaire, sélectif, de centre-ville, ne cible pas une foule aussi nombreuse», estime Nicolas Ingland. Le spécialiste de l'agence Imadeo voit toutefois en l'architecture fermée de Confédération Centre, par rapport à la rue, et son manque de lumière des «erreurs».

Nicolas Ingland, l'expert de la grande distribution, relève que le chiffre d'affaires de Balexert a certes augmenté l'an dernier mais que la tendance sur les quinze dernières années est baissière (avec des ventes de 457 millions de francs en 2012 et de 394 millions en 2023). Les prochaines années diront si les investissements de Confédération Centre, de Balexert et des autres enseignes auront permis d'atténuer les pertes. ■

MAIS ENCORE

Une fondation en faveur des jeunes pousses suisses UBS et Swisscom veulent favoriser l'essor d'entreprises spécialisées dans les technologies de pointe en Suisse. Ils lancent la fondation Deep Tech Nation, dont l'objectif sera de financer la croissance de ces jeunes pousses, en mobilisant 50 milliards de francs sur les dix prochaines années. Ils espèrent générer ainsi indirectement jusqu'à 100000 nouveaux emplois dans le pays. (ATS)

«Nous observons un clair mouvement de bascule»

EMPLOI Le taux de chômage reste inchangé en Suisse en mai, à 2,3%. Mais certains frémissements se font sentir sur le marché du travail, observe Anne Donou, directrice romande du cabinet de conseil Von Rundstedt

PROPOS RECUEILLIS
PAR JULIE EIGENMANN
X @JulieEigenmann

En surface, les chiffres indiquent un calme plat sur le marché du travail: le taux de chômage est resté inchangé à 2,3% en mai par rapport à avril, selon les statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) publiées hier. Un taux qui reste faible, même si l'an passé au même mois il s'abaissait à 1,9%. Pour rappel, le chômage, selon le Bureau international du travail – et par une autre méthode de calcul – se situait, lui, à 4,3% au 1er trimestre 2024.

Oui mais. Des échos venus du terrain peignent un tableau plus nuancé. Sollicités par *Le Temps*, divers acteurs du marché de l'emploi relèvent une conjoncture qui se fait pesante, surtout en Suisse alémanique. Le PIB n'a d'ailleurs crû que de 0,2% au premier trimestre en Suisse, une évolution inférieure à la moyenne. Un ralentissement attendu en raison du resserrement monétaire entrepris en 2022 par plusieurs banques centrales. La dernière enquête de ManpowerGroup pour le 2e trimestre 2024 concernant les perspectives d'emploi marque, elle, un recul de 2 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent et de 4 points par rapport à l'année dernière: la quête de compétences professionnelles persiste, quoique à un rythme légèrement ralenti.

Anne Donou, directrice romande du cabinet de conseil Von Rundstedt, observe de son côté un mouvement de bascule. Interview sans filtre.

Vous dites constater un certain ralentissement des recrutements, cependant le taux de chômage reste inchangé. Comment l'expliquer? Une des raisons est sans doute que le marché est en fort mouvement. Il y a des licenciements mais aussi beaucoup d'embauches, et cela s'équilibre. Nous voyons par exemple un certain nombre d'en-



«Les licenciements, pour des raisons diverses, se cumulent»

treprises qui préfèrent, plutôt que de former leurs employés qui n'ont pas les compétences numériques requises – notamment des seniors –, les licencier et en recruter d'autres. Il faut aussi se rappeler que les chiffres du chômage au sens du Seco ne tiennent compte que des chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement, et pas, par exemple, des pertes de 58 ans à qui les entreprises ont proposé des plans pour partir plutôt en retraite. Mais nous observons bien des symptômes de ce ralentissement.

Comment ce ralentissement se manifeste-t-il? Les recruteurs, les directeurs d'entreprise et les cabinets de recrutement nous disent que le marché se contracte et que les affaires et les embauches ralentissent. De notre côté, dans notre activité d'*outplacement* [aider les employés à retrouver du travail après leur licenciement, ndlr] chez Von Rundstedt, nous n'avons jamais autant travaillé depuis dix, voire quinze ans: les licenciements, pour des raisons diverses, se cumulent. Les entreprises font face à des hausses de coûts énormes, notamment en raison de la crise en Ukraine et des difficultés d'approvisionnement par transport maritime. Et avec la numérisation – qui pèse à ce stade plus que l'intelligence artificielle – elles n'ont souvent plus besoin de certaines compétences.

Par exemple? Des entreprises se séparent de personnes qui fai-

saient du travail d'archives, parce que tout est désormais automatisé. Des professionnels du marketing, lorsqu'ils ne font pas de numérique, constatent avoir très peu de débouchés. Des programmes de numérisation de services financiers amènent des banques à ne plus avoir besoin de certains métiers. C'est aussi le cas pour certaines professions de la vente en *B to B* [d'une entreprise à une autre entreprise, ndlr], où l'automatisation de processus rend la présence humaine nécessaire uniquement en cas de problème technique, mais plus pour la vente elle-même.

La pénurie reste cependant forte dans beaucoup de secteurs, disent de nombreux spécialistes. C'est en effet le cas pour beaucoup de métiers manuels dont on sait désormais qu'ils ne sont pas près d'être automatisés: maçon, boulanger, dans l'hôtellerie-restauration. Pour ces métiers, la demande reste énorme. Alors que pour les métiers de bureau, autrement dit les cols blancs, beaucoup de changements sont en cours avec la numérisation et l'intelligence artificielle. Des métiers sont beaucoup moins demandés, voire disparaissent de certaines entreprises. Je pense notamment aux assistants juridiques. La pénurie est cependant encore marquée à cause de la courbe démographique, avec des jeunes qui ne sont pas suffisamment nombreux pour combler des départs à la retraite.

Comment voyez-vous la suite? Nous observons un clair mouvement de bascule, mêmes il ne se traduit pas encore dans les chiffres. Et il est difficile de savoir combien de temps il va durer. Des événements inattendus comme la pandémie ont un impact énorme: avec la reprise, le recrutement avait été massif pour faire face à la demande de produits et services, et nous sommes aujourd'hui redescendus à un niveau d'avant-covid. Le marché de l'emploi peut basculer en quelques mois à la hausse comme à la baisse. Les facteurs structurels et démographiques sont prévisibles mais les facteurs conjoncturels comme le covid, les conflits et l'accélération de la digitalisation viennent contrecarrer les prévisions. Le marché du travail dépend de tous ces facteurs. ■

Meta est accusé de violer les lois en aspirant nos données

TECHNOLOGIE Les plaintes se multiplient au niveau européen contre le propriétaire de Facebook. En mettant les utilisateurs devant le fait accompli, il transgresse le RGPD, mais aussi la législation suisse, selon des spécialistes

ANOUGH SEYDTAGHIA
X @Anouch

Meta se comporte-t-il de manière illégale envers les internautes européens et suisses? C'est possible. Le groupe dirigé par Mark Zuckerberg est sérieusement soupçonné de violer non seulement le Règlement général sur la protection des données (RGPD), mais aussi la loi suisse sur la protection des données. En aspirant les contenus produits par les clients de Facebook et Instagram pour entraîner son intelligence artificielle (IA), Meta fait aujourd'hui l'objet de nombreuses plaintes.

D'abord, un petit rappel des faits. Ces derniers jours, tous les utilisateurs européens – suisses y compris – de Facebook et Instagram ont reçu un e-mail d'avertissement. Meta, qui possède ces deux réseaux, les prévient: s'ils ne veulent pas que l'en-

treprise utilise toutes leurs publications pour améliorer son IA, ils doivent agir d'ici au 26 juin. Les internautes doivent cliquer sur un lien, remplir un formulaire pour s'opposer à cette aspiration des contenus et motiver cette demande. Ainsi, le groupe de Mark Zuckerberg transfère toute la responsabilité sur ses clients, car, par défaut, Meta se donne le droit d'utiliser ces données.

«Complètement absurde»

En face, la fronde s'organise. Jeudi, l'association de protection de la vie privée NOYB (None Of Your Business) déposait plainte, auprès de 11 autorités nationales de régulation, contre Meta. «Meta déclare en substance qu'il peut utiliser «n'importe quelle donnée provenant de n'importe quelle source pour n'importe quel objectif et la mettre à la disposition de n'importe qui dans le monde», à condition que cela se fasse par le biais d'une «technologie d'IA». Ce n'est clairement pas conforme au RGPD», estime Max Schrems, responsable de NOYB.

Selon Max Schrems, Meta va trop loin. «La Cour de justice de l'Union européenne a déjà clairement indiqué que Meta



«Il est certain que le système de contrôle montre ses limites»

DAVID RAEDLER, AVOCAT ET SPÉCIALISTE DE LA PROTECTION DES DONNÉES

n'avait pas d'«intérêt légitime» à outrepasser le droit des utilisateurs à la protection des données lorsqu'il s'agit de publicité. Pourtant, l'entreprise tente d'utiliser les mêmes arguments pour la formation à une «technologie d'IA» non définie». Il

y a le fond. Et il y a la forme. «Reporter la responsabilité sur l'utilisateur est complètement absurde. La loi exige que Meta obtienne le consentement de l'utilisateur, et non qu'il fournisse un formulaire d'exclusion caché et trompeur. Si Meta veut utiliser vos données, elle doit vous demander votre permission. Au lieu de cela, elle oblige les utilisateurs à supplier pour être exclus», poursuit Max Schrems.

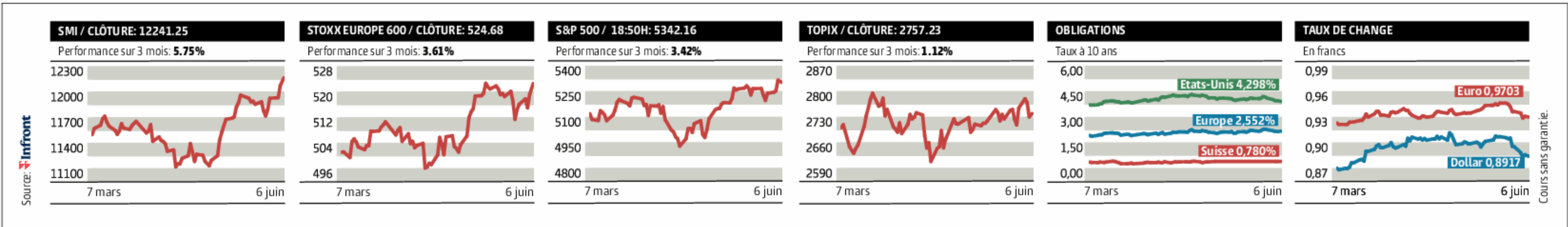
Importance de la permission

En Suisse, son avis est partagé par David Raedler. Avocat à Lausanne au sein de l'étude HDC et spécialisé en protection des données, il estime que «le problème réside dans le fait que Meta est très général à la fois sur les buts («entraîner l'IA») et sur le cercle exact des données qui sont traitées («tout»). Or, vu à la fois ce flou et l'absence complète de précision quant aux traitements en question, il n'est tout simplement pas possible de se fonder sur un tel intérêt prépondérant, comme requis par le RGPD. Les modalités connues ne permettent pas de faire de pesée des intérêts en question.» Selon l'avocat, «Meta aurait dû se fonder sur le consentement pour ce traitement», et donc demander

la permission au préalable de l'internaute, plutôt que de le mettre devant le fait accompli.

Autre élément intéressant, la violation présumée du droit suisse et de la loi sur la protection des données (LPD), dont la version révisée est entrée en vigueur en septembre 2023. «La LPD, comme son équivalent européen, prévoit des principes de proportionnalité, de finalité et de reconnaisabilité. Clairement, dans le cas présent, ces principes ne sont pas respectés par Meta», affirme David Raedler. Il poursuit: «On pourrait aussi s'interroger sur la question de savoir s'il y a une communication de données sensibles à des tiers, vu que le groupe Meta collabore vraisemblablement avec des entreprises tierces pour le développement de ses technologies.»

Tout cela pose la question de l'efficacité du RGPD. «A mon sens, ce règlement n'est pas déficient. En revanche, il est certain que le système de contrôle – qui repose sur les autorités nationales – révèle ses limites, dans la mesure où l'autorité irlandaise se montre fréquemment complaisante avec certaines activités de traitement qui ne se justifient pas», conclut David Raedler. ■



La BCE abaisse ses taux, une première depuis 2019

POLITIQUE MONÉTAIRE L'institution a ramené hier son taux sur les dépôts de 4 à 3,75%, avertissant que le chemin menant à d'autres diminutions reste incertain et pavé d'obstacles

AWP

La Banque centrale européenne (BCE) a baissé hier ses taux directeurs pour la première fois depuis 2019, offrant un bol d'air aux ménages et aux entreprises, mais a aussi prévenu que la suite serait incertaine en raison de la volatilité de l'inflation. Servant de référence en zone euro, le taux sur les dépôts de 4% – son plus haut niveau atteint en septembre dernier – a été ramené à 3,75%, a indiqué l'institut monétaire à l'issue d'une réunion de son instance de décision. La dernière baisse des taux de la BCE remonte à presque cinq

ans, en septembre 2019, dans un contexte alors très différent de taux négatifs et d'inflation très basse. La zone euro a connu depuis un pic d'inflation à l'automne 2022, dans le sillage de la guerre russe en Ukraine et des pénuries de biens post-crise du Covid-19, obligeant la BCE à un relèvement des taux sans précédent lancé en juillet 2022. Après une pause sur les taux depuis neuf mois pendant laquelle l'inflation s'est ralentie de plus de 2,5 points de pourcentage, pour afficher 2,6% en mai, le conseil des gouverneurs a jugé «opportun» de faire un geste d'apaisement sur le loyer de l'argent, selon son communiqué. Une décision prise «à l'unanimité moins une voix», a précisé sa présidente Christine Lagarde devant la presse. Pour autant, la vitesse et la durée des futures baisses des taux sont encore

«très incertaines», a ajouté la banquière centrale. L'institut reste déterminé à voir le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2% à moyen terme, mais il y a «des obstacles sur la route qui peuvent surprendre» et «dont nous ne sommes pas totalement sûrs de l'ampleur», a-t-elle expliqué. «Nous avons encore du chemin à parcourir» avant d'arriver à un taux dit «neutre», celui qui ne pénalise ni ne soutient l'activité, a-t-elle affirmé. «Alléger le marasme» La BCE voit encore l'inflation «rester supérieure à l'objectif» de 2% et ce, «pendant une grande partie de l'année prochaine». En cause, les tensions sur les prix d'origine interne qui restent fortes, surtout dans les services, en raison de la croissance élevée des salaires.

L'impact le plus visible de cette première baisse des taux devrait concerner le marché de l'immobilier, où les emprunteurs, surtout ceux à taux variable, avaient été pris à la gorge par la remontée brutale des taux. Cela pourrait alléger le marasme du marché immobilier, dont la reprise peut soutenir quelque peu la croissance», note Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management. Les entreprises pourraient aussi en profiter en obtenant des crédits à des conditions plus favorables pour leurs investissements. En revanche, les épargnants vont voir leur rendement reculer. La BCE, en abaissant ses taux, pourrait aussi faire chuter l'euro, favorisant les exportations. Mais cela renchérirait alors aussi les importations, conduisant à de nouveau alimenter l'inflation. ■

MAIS ENCORE

Des détenteurs d'AT1 déposent une plainte Des détenteurs d'obligations AT1 de Credit Suisse intentent une action en justice contre la Confédération auprès d'un tribunal de New York, selon des documents déposés hier auprès de celui-ci. Ils contestent l'ordonnance du 19 mars 2023 de la Finma stipulant que ces obligations sont réduites à zéro. (ATS)

PROPOSÉ PAR BCGE

En progression

BOURSE La bourse suisse a entamé la séance de jeudi en hausse de 0,28% à 12183,71 points. Dans l'après-midi, Wall Street a ouvert sur une note quasiment inchangée. Le SMI a clôturé en progression de 0,75% à 12241,25 points et le SPI de 0,68% à 16250,61 points. **Logitech** (+1,96% à 90,74 francs), **Richemont** (+1,63% à 149,20 francs) et **Lonza** (+1,48% à 506,40 francs) se sont distingués. Aux poids lourds, **Roche** (+0,85% à 238,10 francs) a intenté une action en justice aux Etats-Unis contre la société Trividia Health. Cette filiale du laboratoire chinois Sinocare aurait violé deux brevets du groupe bâlois en commercialisant des bandelettes de test pour lecteurs de glycémie. **Novartis** a gagné 0,52% à 94,99 francs et **Nestlé** 0,63% à 98,34 francs. Aux financières, **UBS** s'est apprécié de 1,54% à 23,38 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTRE ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

CONTENU PARTENAIRE impactIA

Un regard qui change

Un projet peut-il apaiser les colères, et renouer le dialogue hommes-femmes sur la place de travail? C'est le pari du politicien Didier Boillat et de la fondation impactIA. Et toute transformation commence par soi. Portrait

C'est l'histoire d'une rencontre. Celle de Laura Tocmacov, directrice d'impactIA, et de Didier Boillat, conseiller communal de Neuchâtel. Le cadre? La fondation impactIA a lancé récemment une démarche de leadership inclusif, intitulée «My mentor is a woman». Elle s'adresse à des hommes à des postes clés, dirigeants, entrepreneurs, conscients de l'importance de la diversité. Elle leur propose un mentorat par des femmes, axé autour d'une transformation du monde du travail, pour le rendre plus durable, inclusif, efficient et équitable. L'occasion également de lutter contre un autre phénomène: le milieu de l'intelligence artificielle est essentiellement masculin.

Confiance

Cette démarche a fait écho en Didier Boillat à trois titres, explique-t-il. Avant de devenir conseiller communal, il avait, dans le cadre de l'entreprise qu'il dirigeait, pris des cours autour de l'intelligence artificielle dispensés par la fondation. L'équipe lui plaisait. Un lien de confiance s'est établi.

L'enquête

Et l'enjeu lui semble intéressant. En tant que conseiller communal, il a été ces quatre dernières années à la tête politique du dicastère des ressources humaines de la commune de Neuchâtel. Les questions d'égalité et d'inclusion y sont essentielles. Le Conseil communal a ainsi lancé une enquête autour de cette thématique. Celle-ci n'a pas révélé de situation grave, mais a permis d'identifier certains points d'insatisfaction, explique-t-il. Une feuille de route est en préparation sur la base des conclusions de l'enquête. En parallèle, la commune de Neuchâtel est cer-

tifiée Fair-ON-Pay, garantissant l'égalité salariale entre femmes et hommes au sein de l'administration.

Questionnement

Un autre aspect de «My mentor is a woman» intéresse Didier Boillat. Il y voit la possibilité de se confronter à cette démarche, de remettre en question plus en profondeur son propre fonctionnement. «Et ce, sans jugement, dans un cadre sécurisant», souligne-t-il. Une démarche qu'il appelle, «sachant qu'on est le fruit de notre éducation, de nos passions, des milieux dans lesquels on évolue». Laura Tocmacov rappelle qu'ils ont en commun d'avoir grandi dans les années 1980. Une période où, dans les publicités notamment, l'image des femmes n'était pas précisément progressiste et valorisante.

L'évolution

Didier Boillat a, notamment, durant sa carrière professionnelle, été responsable des hôtesse pour une marque automobile au Salon de l'auto. Dans ce cadre, il lui est arrivé de les accompagner en grande pompe à l'élection de Miss salon. «Si elles gagnaient, dans notre conception, c'était positif pour nous.» Le même homme se révolte aujourd'hui contre les publicités, certes moins nombreuses, où les femmes sont considérées comme des objets. Il en a aperçu une la veille dans laquelle une femme posait devant une voiture en tenue élégante. «J'aurais à l'époque été admiratif. Aujourd'hui, je me demande comment on peut continuer à concevoir ce type d'affiches.»

Nouvelles perspectives

Une prise de conscience qui s'est fait jour peu à peu. Lorsque émerge le mouvement #MeToo, il se sent interpellé. Sa fille en gran-

dissant le force aussi parfois à se remettre en question, et il avance. Son regard évolue. Alors lorsque impactIA met en place ce programme, il se dit que l'occasion est belle.

Il est fondamental de garantir l'échange et la construction commune, qui sont des piliers de notre démocratie

«Des profils comme celui de Didier, d'hommes éveillés, ouverts, prêts à avancer dans ces questions, à trouver des pistes innovantes, conscients d'être eux-mêmes le fruit d'un certain nombre de conditionnements, et prêt à les dépasser nous intéressent. Avec eux, nous pouvons ouvrir rapidement de nouvelles perspectives», précise Laura Tocmacov.

La réconciliation

Et la rencontre est forte, puisqu'au bout de deux rendez-vous, un projet concret voit le jour, basé sur une hypothèse développée par impactIA. «Pour que l'on aille plus loin dans l'égalité et l'inclusion, analyse Laura Tocmacov, il faut aujourd'hui réconcilier les gens sur leur lieu de travail. Les femmes se sentent en colère autour d'un certain nombre de thèmes, les hommes aussi. Des sentiments justifiés de chaque côté. Les femmes se révoltent par rapport à des souffrances qui ont traversé le temps. Et les hommes se

retrouvent dans la délicate situation d'encaisser cette révolte en tant que corps social, alors qu'ils ne sont pas eux-mêmes, aujourd'hui, initiateurs d'inégalités. Il est donc nécessaire, pour se comprendre à nouveau, de créer ce processus de réconciliation.»

Héritages

Didier se sent en résonance avec ce discours. Il souligne l'importance d'avancées sociales, de se parler. Il évoque ces pas à faire, ces remises en question nécessaires d'anciens réflexes. Dans l'évolution qu'il a traversée lui revient encore cette scène du quotidien, qu'il aurait peut-être jugée anecdotique auparavant. Deux collègues de l'administration partent au même moment. Un homme et une femme. L'homme reçoit une bouteille, la femme des fleurs. Au moment de partir, celle-ci, avec un petit sourire, soulève le bouquet. «Certaines choses n'ont pas évolué» glisse-t-elle. «Il reste encore du travail, même dans ces petits héritages», ajoute Didier Boillat.

Coexistence

Il souligne encore les zones de silence, les mots qui, aujourd'hui, sont peu exprimés et entendus. Il témoigne à ce titre de la pression qu'il a subie en termes de réussite sociale. «Dans mon éducation, je devais étudier, pour ensuite trouver un bon travail. Et je devais m'engager dans un poste à responsabilité pour pouvoir me marier, avoir une maison, des enfants, et devenir un pilier, gagner de quoi tous nous soutenir. En un mot, je devais réussir socialement pour avoir droit à cette vie de famille.» Cette voix, difficile parfois de l'entendre. «Un témoignage comme celui de Didier est courageux, souligne Laura. Nous vivons une période de polarisations. De nombreuses autres voix refusent à l'homme cette pression, pour affirmer que

c'était un choix. On doit véritablement créer des conditions d'échanges, permettre à chacune, chacun, de raconter les difficultés vécues, de partager. Notre propre douleur n'est pas diminuée par celle de l'autre. Tout coexiste.»

La responsabilité

Les dérives vers la rupture de dialogue mènent à un danger, ajoutent-ils tous deux: l'extrémisme. «Les algorithmes qui enferment dans les mêmes raisonnements, sur les réseaux sociaux, renforcent les polarisations, explique Didier. Le fait que les gens ne se parlent plus m'effraie, ajoute-t-il. En tant que politiciens, nous avons la responsabilité d'éviter ces basculements vers les extrêmes. Pour cela, il est fondamental de garantir l'échange et la construction commune, qui sont des piliers de notre démocratie.» Le projet est en train de s'élaborer. Un travail avec le monde académique se met en place pour que ce dernier s'y implique pour les éléments conceptuels. Une idée audacieuse verrait ainsi le jour. Elle pourrait aujourd'hui permettre à chacune, chacun, de se raconter, dans les difficultés, dans les douleurs, et de se rejoindre ainsi vers davantage d'égalité, avec un nouveau terreau commun partagé. ■ Julien Rapp

CONTENU PARTENAIRE

Contenu produit et commercialisé pour un partenaire. Réalisé indépendamment de la rédaction du «Temps». Voir notre charte des partenariats.



Donnez un
nouvel élan à
votre carrière



letempsemploi.ch

Carrières

20%

GROUPE E VISE À EMPLOYER 20% DE FEMMES D'ICI À 2032, CONTRE 12,8% ACTUELLEMENT, parmi ses 2700 employés. L'énergéticien vise également à employer 30% de directrices d'ici à 2032. Le groupe ne compte actuellement pas de femme parmi les dix membres de sa direction.



Johannes Prüller rejoint Microsoft en tant que responsable des relations publiques et de la communication. Il supervisera ainsi les communications externes et internes, pour l'Autriche et la Suisse.

Votre prochain rendez-vous formation: vendredi 28 juin 2024

Quitter son entreprise pour mieux y revenir

MOBILITÉ Le nombre «d'employés boomerangs» a tendance à s'accroître. Comprendre: ces salariés qui décident de retourner, à un moment ou à un autre, dans les bras de leur ex-organisation. Bonne ou mauvaise idée?

JULIE EIGENMANN

✉ @JulieEigenmann

Dans le monde du travail, toute sortie n'est pas toujours définitive. Depuis plusieurs années, on parle beaucoup d'«employés boomerangs», qui reviennent auprès de leur ancienne organisation après avoir occupé un temps un poste ailleurs.

En Suisse, 69% des professionnels sont enclins à retourner chez leur ancien employeur, selon une étude du cabinet de recrutement Robert Walters publiée début 2024. Mais on ne sait pas combien d'entre eux franchissent effectivement le pas.

«Depuis une trentaine d'années, on observe une augmentation de la mobilité dans les carrières à cause de conditions problématiques ou d'un licenciement, mais aussi parce que les personnes cherchent d'autres expériences», souligne Koorosh Massoudi, professeur en psychologie de l'orientation à l'Université de Lausanne. L'une des séquences de ces parcours peut être le retour dans une ancienne entreprise. Mais en Suisse, le marché du travail reste globalement plus stable et les carrières plus linéaires.»

Gain de coûts

Aurélien Monchambert a précisément été ce qu'on appelle un «employé boomerang»: salarié au sein de l'agence de placement Michael Page en Suisse jusqu'en 2022, il s'est lancé une année dans un projet entrepreneurial qui n'a pas correspondu à ses attentes. Puis est revenu au même poste chez son ancien employeur. «Je n'imaginais pas un retour en partant, mais j'avais bien expliqué les raisons de mon départ lors de mon entretien de sortie et j'étais resté en bon contact. J'avais besoin de retrouver cette structure que j'appréciais et j'en ai eu l'opportunité. C'était un bol d'air que de revenir.» Autrement

En Suisse, 31% des professionnels indiquent qu'un changement dans l'équipe de direction pourrait les convaincre de revenir, selon une étude du cabinet de recrutement Robert Walters. (MICHAEL_AT_ISP/ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)



dit, l'herbe n'est pas toujours plus verte ailleurs. Selon l'enquête de Robert Walters, 31% des répondants indiquent qu'un changement dans l'équipe de direction pourrait les convaincre de revenir et 29% déclarent qu'une meilleure rémunération les inciterait au retour. «Cela montre que souvent il doit y avoir eu un changement tangible dans l'entreprise pour que l'on envisage un retour. Une fonction plus haute que celle occupée précédemment peut aussi être un facteur de motivation», commente Christian Atkinson, directeur de Robert Walters Switzerland. Mais si la nouveauté n'est qu'une augmentation de salaire, c'est risqué sur le long terme.»

Ce retour de salariés peut avoir plusieurs avantages pour une entreprise, en particulier en période de pénurie de person-

nel, observe Koorosh Massoudi. Notamment des gains de coûts de recrutement puisqu'elle connaît déjà la personne, qui sera aussi plus rapidement formée et socialisée. «C'est aussi bon pour l'image d'une entreprise d'avoir quelqu'un qui aime y revenir.»

Igaël Derrida en sait quelque chose. Aujourd'hui directeur des ressources humaines pour la Fondation Saphir, active dans le domaine médico-social, qui compte environ 700 salariés. Lui-même a vécu par le passé un aller-retour auprès de la société de recrutement Manpower, en revenant à un poste différent. Il était parti pour découvrir le fonctionnement d'un département RH interne. «J'étais extrêmement reconnaissant de pouvoir revenir, qu'on me redonne ma chance. Cela crée un engagement encore bien supérieur, on devient encore

davantage un ambassadeur de la marque.» Mais alors, faut-il revenir au même poste, ou en changer? «L'entreprise, en réembauchant, mise sur une compétence. Si l'emploi est tout autre, elle risque de perdre la plus-value qu'elle attendait», répond Koorosh Massoudi. Mais c'est vrai aussi que pour motiver quelqu'un qui revient après d'autres postes une position supérieure par exemple peut aider. Il s'agit de trouver un équilibre.» Mais tous les «come-back» ne sont pas forcément des succès, prévient-il aussi. «Il faut du temps pour engranger de nouvelles expériences, rester loin trop longtemps de l'entreprise risque de faire perdre la mémoire de ce qu'elle était.» Et le retour dépend aussi beaucoup des raisons du départ: si c'était en lien avec une insatisfaction profonde, un conflit, voire un licen-

ciement, il est peu probable que la personne retrouve de la motivation en revenant, note-t-il. «Il est illusoire de penser que des problèmes rencontrés à l'époque ont forcément disparu avec le temps.»

Une certaine humilité

Pour un retour réussi, certaines bonnes pratiques peuvent aider. Aurélien Monchambert se souvient que son «second» entretien d'embauche était différent du premier. «Ils se demandaient moins si je savais faire le job que si j'allais y rester.» Une fois la reprise actée, «il faut arriver avec humilité et ne pas revenir en terrain conquis, alors que certains ne sont jamais partis», conseille-t-il. J'ai déjeuné avec les personnes avec qui j'allais travailler et expliqué les raisons de mon retour, je ne voulais pas de non-dits. J'ai aussi limité mon télétravail à des

besoins exceptionnels: en un an la culture a pu changer, et il faut pouvoir le sentir.»

«Mieux vaut adopter une attitude humble et accepter que les dynamiques aient pu évoluer entre-temps et qu'il faille s'y adapter», atteste Christian Atkinson. Il peut y avoir eu une cassure en matière de confiance, des collègues qui se sont sentis abandonnés, il faut pouvoir parler avec eux.» D'ailleurs, l'étude de Robert Walters montre que 79% des directeurs et directrices disent qu'ils accueilleraient volontiers un ancien – excellent – employé. La réalité n'est-elle pas plus délicate? «Il peut exister un ressentiment du côté de l'entreprise, admet-il. Mais une organisation ne peut pas tout offrir et il ne faut pas prendre personnellement le fait qu'un employé veuille vivre d'autres expériences.»

La démission devrait cesser d'être vécue comme une trahison de la part de l'employeur, qui peut aussi bénéficier d'un retour, appuie le DRH Igaël Derrida. A la Fondation Saphir, relève-t-il, cinq à dix collaborateurs par an reviennent, au même poste ou à d'autres. Christian Atkinson rappelle que des forums ou «clubs d'alumni» peuvent permettre de maintenir le lien avec des anciens collègues. Ou, plus informellement, de réguliers contacts sociaux.

L'état d'esprit «du possible retour» se joue aussi au moment du départ, note Koorosh Massoudi. «Si la personne part en bons termes, on peut déjà communiquer sur cette possibilité.» Mais il rappelle que la priorité est de fidéliser les employés en poste pour qu'ils ne partent pas, notamment à travers des programmes de promotion de carrière. «D'autant que si nous avons tendance à faire le culte de la mobilité, les meilleures performances viennent souvent des employés plus stables.» ■

EXPERTISE

Le travail d'équipe, un art subtil



PATRIZIA FEROLETO
DIRECTRICE DES
RESSOURCES HUMAINES
DE LOSINGER MARAZZI

Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. L'union fait la force. Ensemble, nous sommes plus forts. Combien de fois avez-vous déjà entendu un de ces adages? Cinquante? Cent? Mille fois? Dans le monde professionnel, le travail d'équipe est souvent présenté comme le graal, l'objectif suprême, l'organisation idéale qui nous permettra de booster notre performance et notre innovation. Et ce, quel que soit le type d'entreprise dans lequel on s'inscrit. Alors... Qu'en est-il? Qu'est-ce qui rend le travail d'équipe si essentiel? Et comment éviter les iné-

vitables écueils qu'il peut comporter? Rappelons d'emblée qu'une équipe est bien plus qu'une collection d'individus travaillant côte à côte. Un groupe de personnes ne forme pas une équipe parce qu'elles sont collègues, qu'elles se côtoient jour après jour, qu'elles partagent un bureau paysager, un-e chef-fe plus ou moins inspirant-e et une machine à café plus ou moins performante. Et le nombre de réunions et d'apéros partagés n'y changera rien.

Imaginons l'équipe comme un puzzle. Chaque membre est une pièce unique, avec sa forme particulière, ses couleurs et ses motifs qui la distinguent des autres. Isolée, elle peut paraître insignifiante, sembler manquer de relief. Mises ensemble en trouvant les correspondances et ajustements parfaits, elles forment un tout beau et harmonieux.

Chaque pièce d'un puzzle est unique, tout comme chaque membre d'une équipe est unique, avec ses compétences, ses intérêts, ses forces et ses faiblesses. Une équipe, c'est finalement une délicate alchimie, une recherche de synergies où les compétences et talents s'assemblent comme les pièces d'un puzzle.

Une équipe performante et innovante joue sur la complémentarité des compétences, des parcours et des rôles des membres qui la composent. Dessinons une équipe imaginaire. Nous y retrouvons Solène, créative dans l'âme, la tête habituellement dans les nuages, dont les idées sont souvent innovantes parfois carrément farfelues. René, le pragmatique, qui ramène tout le monde sur terre lorsque l'équipe se laisse emporter par son enthousiasme. Camille, dont l'amour des chiffres est très

apprécié lorsqu'il s'agit d'établir des données financières fiables, beaucoup moins lorsque son amour frise l'obsession.

Canaliser les différences


Avec ses forces et ses travers, chacun-e a un rôle essentiel à jouer. Pourtant, la communication risque d'être parfois électrique! Heureusement, l'équipe peut compter sur Alex, ses talents de médiation et son humour pour que les tensions finissent en éclat de rire plutôt qu'en bataille rangée.

Le défi consiste en effet à canaliser ces différences pour qu'elles se complètent plutôt qu'elles ne s'opposent, à instaurer un climat de confiance où écoute et ouverture sont des valeurs vécues au quotidien, où chacun-e ose s'exprimer sans crainte de moquerie ou de représailles, où la solidarité


autour d'un but et d'une vision commune opère tel un indéfectible liant. Et si le ou la responsable de l'équipe a un rôle clé à jouer, la réussite ne peut être au rendez-vous que si chacun-e apporte sa pierre à l'édifice.

En conclusion, tout semble ici encore question d'équilibre. Le juste équilibre entre l'individu et le collectif, entre ce qui nous singularise et ce qui nous rassemble, entre l'autonomie et la collaboration. Alors, la prochaine fois que vous vous trouvez au cœur d'une dynamique d'équipe qui vous semble chaotique, rappelez-vous cette recette: une louche de communication ouverte, une grande rasade de patience, beaucoup d'écoute, une envie partagée et une pincée d'humour, voilà les ingrédients qui contribuent à transformer une cacophonie en une harmonieuse symphonie! ■

14 Carrières



Ville de Lausanne



Retrouvez l'annonce complète sur :
www.lausanne.ch/al-lt
et l'application mobile Lausanne

Le Service d'organisation et d'informatique recherche un·e

Chef-fe du Service d'organisation et d'informatique (80% à 100%)

Le Service d'organisation et d'informatique (SOI) développe et maintient le système d'information communal afin de soutenir les services dans la conduite de leurs missions et des politiques publiques. Le service conduit ses missions vers l'interne et vers l'externe de l'administration avec les valeurs d'inclusivité, d'éco-responsabilité et de gestion financière efficiente.

Missions: Elaborer, définir et proposer à la Municipalité un cadre solide de stratégies politiques publiques en matière de systèmes d'information (SI), de transformation digitale, de cyberadministration, de sécurité informatique et de protection des données | Assurer la mise en œuvre de projets, en cohérence avec les stratégies et les politiques publiques adoptées | Conseiller et accompagner, dans le cadre donné, les différents services de la Ville pour répondre à leurs attentes et besoins | Assumer des responsabilités de haut niveau en disposant d'une vision stratégique et évolutive des systèmes d'information | Diriger, gérer et assurer le fonctionnement du service, environ 100 personnes réparties en 4 pôles : infrastructure, data et développement / prestations client et environnement numérique / projets et solutions / gouvernance, sécurité et architecture | Fédérer et motiver tout en assurant la coordination et la cohérence des différents pôles du service | Anticiper et orchestrer les évolutions technologiques dans le but de construire un ensemble structuré sur le long terme | Assurer les responsabilités budgétaires et administratives | Représenter le service en assurant un support de qualité à ses partenaires internes et externes.

Votre profil: Master en informatique ou titre jugé équivalent | Formation complémentaire en management des organisations publiques, souhaité | Minimum 10 années d'expérience professionnelle de direction stratégique et opérationnelle dans un poste de responsable ou de directeur·trice des SI | Forte expérience en conduite de personnel et en développement des organisations | Expérience dans le domaine de l'intégration d'applications : architecture des SI, gouvernance, urbanisation, modélisation, finances | Intérêt pour l'innovation et bonnes connaissances des pratiques actuelles dans les domaines du Digital Workplace, de la Data, de l'IA et du Cloud | Connaissances générales dans les méthodologies qualité (RUP, ITIL, COBIT, CMMI, HERMES), dans le domaine des télécommunications, des systèmes et des bases de données | Pratique professionnelle des progiciels de gestion intégrés et de gestion métiers | Sens de la diplomatie et engagement pour le service public | Capacité d'analyse, de communication et de conduite | Sens de l'innovation et de la créativité.

Conditions spéciales: Nécessité de loger près du lieu de travail | Casier judiciaire vierge.


Classe salariale: 16 **Entrée en fonction:** De suite ou à convenir

Contact: Mme Natacha Litzistorf, Conseillère municipale, 021 315 52 00

Dossier: Offre de services et documents usuels à adresser par voie électronique uniquement en retrouvant l'annonce sur www.lausanne.ch/al-lt

Délai de postulation: 24.06.2024

"Nous promouvons la diversité et l'égalité des chances."



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Secrétariat général SG-DFJP

Secrétaire d'État aux migrations

100% / Berne

La migration nous concerne

Vos tâches

- Vous dirigerez les cinq domaines de direction et les quelque 1500 collaboratrices et collaborateurs du secrétariat d'État, aussi pour les aspects concernant le personnel et l'organisation.
- Vous développerez des stratégies dans le contexte global des migrations et vous conseillerez et soutiendrez le chef du département pour toutes les questions relevant de votre domaine de compétence.
- Vous aurez la charge de développer, de coordonner et de mettre en œuvre la politique en matière d'asile, d'étrangers et d'intégration, ainsi que la politique migratoire extérieure. À cet effet, vous travaillerez en étroite coopération avec le Parlement, les autorités cantonales, les services fédéraux compétents, des organisations internationales et des interlocuteurs étrangers.
- Vous représenterez le département et la Confédération au niveau international pour défendre les intérêts de la Suisse dans les domaines politiques mentionnés.

Votre profil

- Vous avez fait vos preuves dans une position dirigeante et avez une expérience de l'environnement politique, au niveau cantonal ou fédéral et dans un contexte international.
- Vous êtes une personnalité intègre, qui se distingue par son leadership, mais aussi par des compétences sociales développées et un sens aigu de la communication, que vous savez mettre à profit dans le débat sur les thématiques touchant à la politique des migrations.
- Vous avez terminé des études universitaires et justifiez d'un solide parcours professionnel.
- Grâce à vos très bonnes connaissances actives d'au moins une deuxième langue officielle et d'anglais, ainsi que vos connaissances passives d'une troisième langue officielle, vous communiquez aisément avec les partenaires les plus divers en Suisse comme à l'étranger.

Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) fixe les conditions auxquelles une personne peut entrer, vivre et travailler en Suisse. Il décide au cas par cas qui peut obtenir la protection de la Suisse contre des persécutions et mène des négociations au niveau international. Par ailleurs, il coordonne les efforts déployés en matière d'intégration par la Confédération, les cantons et les communes. Il est également compétent, à l'échelle fédérale, pour toutes les questions ayant trait à la naturalisation.

L'administration fédérale est attentive aux différents parcours de vie et besoins de ses collaboratrices et collaborateurs et en favorise la diversité. Elle accorde la plus haute priorité à l'égalité de traitement.

Veuillez postuler en ligne sur www.stelle.admin.ch, **code de référence 401-10944**.

Ce défi vous appelle ? Pour de plus amples informations, vous pouvez vous adresser à Madame Nora Bertschi, secrétaire générale du DFJP (058 463 26 94).
Nous examinerons votre candidature avec intérêt.

Vous trouverez d'autres annonces intéressantes de la Confédération à l'adresse suivante: www.emploi.admin.ch

Emploi

Hes·SO

GENÈVE

Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale

La HES-SO Genève ouvre, pour la filière Physiothérapie de la Haute école de santé, un poste de:

Maître d'enseignement HES
Domaine des Systèmes internes respiratoires; cardio-vasculaires; métaboliques

Taux d'activité: **80%**
Délai de candidature: **16 juin 2024**
Entrée en fonction: **1er septembre 2024**

Le profil détaillé de ce poste est disponible sur:
www.hesge.ch

Les dossiers de candidature complets sont à envoyer exclusivement par courrier électronique à:
rh-heds@hesge.ch

La HES-SO Genève/HEdS adopte une politique de recrutement en faveur de l'égalité des chances et de la diversité.

h e d s

Haute école de santé
Genève



Parlamentsdienste
Services du Parlement
Servizi del Parlamento
Servetschs dal parlament

Services du Parlement SP

Juge ordinaire de langue principale allemande

Tribunal fédéral, Lucerne

Vous trouverez des informations détaillées sur ce poste en entrant le code de référence JRQ\$540-11018 sur www.emploi.admin.ch.



PUBLICITÉ



Recevez 4 revues par an + notre newsletter d'actu matinale

CHF 90.- seulement



HEIDI.NEWS



heidi.news/abonnements



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Secrétariat général SG-DFJP

Directeur/trice de l'Office fédéral de la police (fedpol)

100% / Berne

fedpol : un engagement pour la sécurité de la Suisse et de sa population

Vos tâches

- Vous dirigerez un office fédéral comptant six domaines de direction et plus de mille collaboratrices et collaborateurs, aussi pour les aspects concernant le personnel et l'organisation.
- Vous apporterez votre soutien à la direction du département pour les questions touchant à la politique de sécurité, en lui fournissant en toutes circonstances des conseils experts.
- Vous poursuivrez le développement - sur les plans stratégique et conceptuel - et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière de sécurité intérieure.
- Vous gèrerez les affaires de l'office dans toute leur diversité et vous siégerez, en votre qualité de directeur ou directrice, dans le Groupe Sécurité, chargé de conseiller la Délégation pour la sécurité du Conseil fédéral.
- Vous représenterez fedpol auprès d'autorités et d'organisations nationales et internationales, vous travaillerez en étroite coopération avec le Secrétariat général du Département fédéral de justice et police et vous informerez l'opinion publique sur les thématiques concernant la sécurité du pays.

Votre profil

- Vos qualités de leadership et de gestion sont tout aussi importantes à nos yeux que votre diplôme universitaire, vos solides connaissances du système de la sécurité intérieure et vos connaissances (juridiques) des domaines de la police et de la poursuite pénale.
- Les structures administratives fédérales de la Suisse vous sont familières, vous possédez un vaste réseau professionnel et vous justifiez de compétences sociales développées, complétées par un talent certain pour la négociation. Idéalement, vous avez aussi fait vos armes dans un contexte international.
- Vous êtes une personnalité authentique, désireuse de mettre à profit son esprit visionnaire pour imprimer de nouvelles impulsions et apporter une contribution majeure à la sécurité intérieure.
- Vous avez de très bonnes connaissances des langues officielles et de bonnes connaissances de l'anglais.

L'Office fédéral de la police (fedpol) est chargé de la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité, une mission accomplie en collaboration avec les autorités de sécurité compétentes dans les cantons et à l'échelon de la Confédération. À cette fin, fedpol assure la coopération policière nationale et internationale, de même que le partage d'informations. Sur mandat du Ministère public de la Confédération, fedpol mène les enquêtes de police judiciaire contre les membres d'organisations terroristes ou criminelles et dans les affaires de blanchiment d'argent et de grande criminalité économique. La protection des personnes, des autorités et des bâtiments de la Confédération est également de son ressort. fedpol apporte ainsi une contribution essentielle pour préserver la sécurité intérieure et protéger la démocratie et l'état de droit.

Le travail de fedpol jouit d'une grande confiance au sein de la population et dans la politique – il est important qu'il continue d'en être ainsi.

L'administration fédérale est attentive aux différents parcours de vie et besoins de ses collaboratrices et collaborateurs et en favorise la diversité. Elle accorde la plus haute priorité à l'égalité de traitement.

Veuillez postuler en ligne sur www.stelle.admin.ch, **code de référence 401-10966**

Ce défi vous appelle ? Pour de plus amples informations, vous pouvez vous adresser à Monsieur Sebastian Kölliker, secrétaire général suppléant du DFJP (058 464 71 29 / sebastian.koelliker@gs-ejpd.admin.ch). Nous examinerons votre candidature avec intérêt.

Vous trouverez d'autres annonces intéressantes de la Confédération à l'adresse suivante: www.emploi.admin.ch

fondation suisse pour la culture

prohelvetia

La Fondation suisse pour la culture **Pro Helvetia** emploie en Suisse et dans six antennes à l'étranger quelque 120 collaboratrices et collaborateurs qui s'engagent pour la création artistique et culturelle contemporaine suisse. Sur mandat de la Confédération, Pro Helvetia soutient par son activité d'encouragement la diversité et la qualité de la création artistique professionnelle et sa diffusion dans le monde entier. La fondation s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la durabilité et œuvre pour assurer des conditions-cadres favorables aux artistes et aux actrices et acteurs culturels.

Sur mandat du Conseil de fondation, nous recherchons, pour le 1er juin 2025 ou pour une date à convenir, une directrice ou un directeur expérimenté, novateur et possédant une parfaite connaissance du milieu artistique et culturel suisse.

Directrice / Directeur 100 %

Pour en savoir plus sur le poste, vous pouvez consulter www.iek.ch.

Kadersélection
Assessment
Personalentwicklung



iek Institut für emotionale Kompetenz AG
Hallwylstrasse 34 | Postfach 186 | 3000 Bern 6 | 031 333 42 33
Rennweg 32/34 | Postfach 3767 | 8021 Zürich | 043 497 26 20
www.iek.ch

Fähigkeiten erkennen, entwickeln, einsetzen

Fondation de droit public créée en 1958 ayant pour mission première la protection de l'enfant, la FOJ offre au bébé, à l'enfant, à l'adolescent et au jeune adulte un cadre sécurisant et harmonieux, tout en favorisant son développement physique, psychique, cognitif, social et relationnel. Elle concourt à la défense du respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Près de 650 professionnels s'engagent au quotidien pour servir cette cause essentielle, au sein d'une cinquantaine de centres d'activité. La FOJ fonctionne avec un budget de l'ordre de 70 millions de francs.



FONDATION
OFFICIELLE
DE LA JEUNESSE

Afin de soutenir la poursuite de cette mission,
la FOJ vous offre une fonction de

Directeur ou Directrice des ressources humaines (80-100%)

Directement rattaché-e au Secrétaire Général et membre du Comité de Direction, vous assurerez la gestion du capital humain de la Fondation, selon ses valeurs, son cadre légal et réglementaire ainsi que de la stratégie opérationnelle validée par le Conseil de fondation. Grâce à votre expertise dans la gestion des femmes et des hommes dans les organisations, vous contribuerez à la réflexion stratégique de l'Institution et en proposerez sa déclinaison en GRH. Avec une petite équipe de professionnels (5 à 6 EPT), vous garantirez une gestion efficiente, respectueuse et courageuse des RH, qui contribue au bien-être des collaboratrices et collaborateurs afin d'assurer l'engagement et la performance de ces derniers. Grâce à votre riche expérience en la matière, vous mettrez en place les processus nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie RH de l'institution en veillant à leur homogénéité, leur transversalité et leur performance. Encadrer et développer votre équipe sera au cœur de vos préoccupations. Par ailleurs, votre aisance avec les nouvelles technologies vous permettra de concentrer votre équipe sur les tâches à forte valeur ajoutée. Enfin, vous saurez représenter la FOJ et défendre ses intérêts auprès des différents acteurs impliqués dans la GRH (CPEG, CCGC, assurances sociales, instituts de formations, etc.).

Bénéficiant d'une formation universitaire en droit, psychologie du travail ou en sciences économiques, complétée par un DAS en GRH ou un MBA, vous avez déjà une expérience réussie de dix ans dans une fonction comparable, idéalement dans la région. Doté-e d'un leadership naturel, pédagogue, vous possédez d'excellentes capacités de communication. Orienté-e clients et résultats, votre personnalité affirmée conjugée à votre ouverture d'esprit vous permettent d'insuffler de l'agilité dans les structures. Visionnaire, mais pragmatique, vous savez conserver une posture adéquate en toutes circonstances. Enfin, sensible au marketing de la fonction RH, vous saurez développer une marque employeur authentique afin que l'Institution bénéficie en tout temps des ressources humaines quantitativement et qualitativement nécessaires à la réalisation de sa stratégie, dans les meilleures conditions.

Si vous souhaitez relever ce défi avec compétences et engagement, n'hésitez pas à faire parvenir **uniquement votre CV accompagné de votre lettre de motivation** à notre mandataire, Emmenegger Compétences Conseils SA.

Nous vous garantissons une parfaite discrétion.



emmenegger | compétences | conseils sa
Genève & Lausanne
www.emmenegger-conseils.ch



Avocat / Avocate

Nous recherchons pour notre groupe Banque & Finance à Genève un avocat ou une avocate, à temps complet ou à temps partiel (80% ou 90%).

Vous disposez d'une excellente formation académique et d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du contentieux bancaire. Vous aimez les dossiers complexes, la recherche et la rédaction. Vous maîtrisez l'anglais à l'écrit. Nous vous offrons la possibilité de déployer votre activité au sein d'une équipe dynamique dans d'excellentes conditions de travail.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à

FBT Avocats SA
Béatrice Thouvenin
bthouvenin@fbt.ch

Votre dossier sera traité en toute confidentialité.

Rue du 31-Décembre 47
CP 6120
1211 Genève 6
022 849 60 40

16 Carnet du jour

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Chambésy – 10 h: Révérend Père Georges Tsetsis ; église grecque orthodoxe de Saint-Paul Genève – 9 h 45: M. Luis Vellella ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges Genève – 14 h 15: M. Jean-Paul Lefebvre ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges Genève – 15 h 45: M. Claude Verga ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges Jussy – 14 h: M. Jean-Daniel Baud ; temple LAUSANNE 10 h 30: M. Guido Matta ; église du Saint-Rédempteur, Rumine 10 h 30: M. Yves Edmond Saudan ; centre funéraire de Montoie, chapelle A 12 h: M^{me} Béatrice Solèr ; chapelle orthodoxe Saint-Grégoire, av. Louis Vuillemain 14 h: M. André Burnand ; église catholique Saint-Esprit, ch. du Boisy 21	14 h: M. Angelo Palma ; église catholique Saint-Nicolas de-Flue, Chailly 38 16 h 30: M^{me} Aline Baud-Vincent ; centre funéraire de Montoie, chapelle B VAUD Blonay – 14 h 30: M^{me} Julie Wetli ; chapelle catholique Sainte-Croix Froideville – 14 h 30: M. Emile Truan ; centre oecuménique Gland – 10 h: M. Stanislas Miserez ; église catholique Morges – 10 h: M^{me} Yvette Coendoz ; chapelle de Beausobre Morges – 14 h: M. Daniel Warpelin ; chapelle de Beausobre Morges – 15 h: M. Marcello Pesci ; église catholique Morges – 16 h: M^{me} Anne Forel ; temple Renens – 14 h: M^{me} Maria Paris Carminati ; église catholique Vevey – 10 h 30: M^{me} Chantal Tournon-Zumstein ; chapelle d'Arcangier Villars-le-Terroir – 14 h: M^{me} Lisette Lina Rod-Pittet ; église catholique Saint-Nicolas	FRIBOURG Bulle – 14 h 30: M. Nicolas Cantin ; grande salle des Halles Bulle – 14 h 30: M^{me} Huguetta Pollet-Robert ; église Saint-Pierre-aux-Liens Noréaz – 14 h 30: M. Gérard Guisolan ; église Prévondavaux – 14 h 30: M. Olivier Gerbex ; église JURA Porrentruy – 15 h: M^{me} Jeannine Ferrari-Torriani ; temple Saignelégier – 14 h: M. Jean-Noël Houser ; église JURA BERNOIS Diesse – 14 h: M^{me} Paulette Richard-Sunier ; église NEUCHÂTEL Neuchâtel – 11 h: M. Carmelo Gallitano ; chapelle de Beauregard Neuchâtel – 14 h: M^{me} Rachel Barbetti-Gaschen ; chapelle du cimetière de Beauregard
---	--	--

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11	Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10, Aigle: tél 024 466 46 56 Aubonne: Tél. 021 808 62 88 Bex: tél : 024 463 35 79 Carrouge: Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69 Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00 Chexbres: Tél. 021 946 24 01 Echallens: Tél. 021 882 23 35 Froideville: Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54 Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12 Mézières: Tél. 021 903 23 38 Montreux: Tél. 021 964 46 46 Morges: Tél. 021 801 06 08 Morrens: Tél. 021 731 16 55 Moudon: Tél. 021 905 28 28 Nyon: Tél. 022 361 80 10 Orbe: Tél. 024 441 15 55 Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15 Rolle: Tél. 021 825 50 60 Villeneuve: Tél. 021 960 30 20 Vuibroye: Tél. 021 907 79 18 Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27 Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 Fischer Manfred Sàrl: Chavomay, le Vermeret 27A, Tél. 024 441 13 38 Florideuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33 Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91 François Schneider et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43. Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43 Bière: Tél. 021 809 51 60 Nyon: Tél. 022 361 05 05 Perroy: Tél. 021 825 30 40 Gavillet SA Pompes funèbres: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32 Vevey: Tél. 021 922 89 11 Générales SA: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43 Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13 Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51 Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22 Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44 Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20 Pérusset SA: Orbe, rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78 Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00 Clarens, Tél. 021 961 11 12 La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	FRIBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00 NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00 VALAIS Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00 Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00 Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46 JURA Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65	
VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99	ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE GENÈVE Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00 VAUD Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33	



Newsletter Genève

> Chaque vendredi, les enjeux genevois de la semaine





Je m'inscris!

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse carnets@letemps.ch jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints: Vincent Bourquin Grégoire Nappey <i>Assistante et office manager:</i> Monique Graber Sangiorgio	<i>Opinions & Débats:</i> Romain Clivaz <i>Culture & Le Temps Week-end:</i> Stéphane Gobbo <i>Epoque & Société:</i> Célia Héron <i>Sport:</i> Laurent Favre <i>Sciences:</i> Sylvie Logean	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail:</i> relationclients@letemps.ch <i>Tarifs:</i> découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration <i>Présidence:</i> Abir Oreibi						
Direction Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>rédactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits & technologie</i> Olivier Schwarz, <i>finances</i>	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)		Icnographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Case postale 2645 CH - 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	Régie publicitaire <i>Nationale:</i> Anne-Sandrine Backes <i>Adresse:</i> NZZ one - Route de Lully 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél. : 021 318 46 60 <i>Email:</i> letemps@nzzzone.ch <i>Régionale:</i> Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. : 022 575 80 50 <i>Email :</i> publicite@letemps.ch	
Rédactrice en chef Madeleine von Holzen	Chefs de rubrique <i>International:</i> Aline Jacottett <i>Suisse:</i> Nicole Lamont <i>Economie:</i> Aline Bassin		Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50	Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH – 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50		Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Sinner-Alcaraz, la naissance d'une rivalité

TENNIS L'Italien Jannik Sinner et l'Espagnol Carlos Alcaraz, qui s'affrontent aujourd'hui en demi-finale de Roland-Garros, sont les prétendants les plus crédibles à la succession du «Big Three». Leurs jeux et leurs personnalités s'emboîtent à merveille, et le public adore

LAURENT FAVRE

X @LaurentFavre

Roger Federer s'étant mis au golf, Rafael Nadal étant tombé au premier tour face à Alexander Zverev et Novak Djokovic ayant déclaré forfait au lendemain de sa victoire en huitième de finale sur Francisco Cerundolo, les demi-finales du simple messieurs de Roland-Garros vont s'ouvrir aujourd'hui sur une statistique étonnante, surtout parce qu'elle passe assez inaperçue: c'est la première fois depuis vingt ans qu'aucun membre du trio qui écrasa le tennis masculin pendant près d'un quart de siècle n'est au rendez-vous. Pas de «Big Three» dans le dernier carré. Et pourtant, «Roland» vibre d'excitation et frémit d'impatience comme à la grande époque.

Le match qui attise les passions, c'est celui programmé en premier (pas avant 14h30) sur le court Philippe-Chatrier entre l'Italien Jannik Sinner et l'Espagnol Carlos Alcaraz. Désolé pour Casper Ruud et Alexander Zverev, qui paient en comparaison le fait d'être plus âgés (25 et 27 ans), moins «nouveaux» (Zverev est en demi-finale pour la quatrième année consécutive et vise sa première finale, Ruud en a perdu deux, en 2022 et 2023), moins charismatiques, ce que n'arrangent pas les circonstances de leurs parcours (le forfait de Novak Djokovic pour Ruud, un procès en Allemagne pour violences conjugales pour Zverev).

Le match entre Jannik Sinner et Carlos Alcaraz se présente au contraire comme l'apothéose d'une quinzaine sans tache. A l'exception d'un set concédé à l'atypique Corentin Moutet en huitième de finale, Sinner s'est débarrassé proprement de tous ses adversaires, écartant de sa route Chris Eubanks, Richard Gasquet, Pavel Kotov (le vainqueur de Stan Wawrinka) et Grigor Dimitrov en trois sets. Depuis mercredi, il avance dans le tournoi avec la certitude de devenir le premier Italien numéro un mondial lundi. Carlos Alcaraz n'a lui aussi perdu qu'un set en chemin (au deuxième tour contre Jesper



L'Espagnol (à droite) saluait son adversaire italien après avoir remporté le quart de finale du simple masculin de l'US Open 2022. (NEW YORK, 8 SEPTEMBRE 2022/COREY SIPKIN/AFP)

de Jong), expédiant par ailleurs les cas de J. J. Wolf, Sebastian Korda, Félix Auger-Aliassime et Stefanos Tsitsipas, lequel a quitté le court et le tournoi mardi soir mi-dégouté mi-admiratif: «Ce gamin est juste trop fort...»

«On était comme amoureux»

Le neuvième face-à-face entre Sinner et Alcaraz promet d'être spectaculaire, incertain (quatre victoires chacun jusqu'ici) et probablement long. La dernière fois qu'ils se sont affrontés en Grand Chelem, un quart de finale en *night session* à l'US Open 2022, Alcaraz avait gagné au bout d'un combat de 5h15 que Mats Wilander – il l'a dit mardi au micro de Roland-Garros où il assure les interviews d'après-match sur le

Central – considère comme «le meilleur match de tennis qu'il a pu voir dans [sa] vie». Après cette victoire, Carlos Alcaraz avait remporté l'US Open et était devenu numéro un mondial.

Cette fois-ci, c'est Jannik Sinner qui s'apprête à prendre la tête du classement ATP, et Carlos Alcaraz avait annoncé cet avènement en novembre dernier lors des Masters de fin de saison à Turin. Répondant à une question d'un journaliste sur les prétentions que pouvait nourrir son adversaire italien en 2024, Alcaraz avait répondu: «Je n'ai aucun doute sur le fait qu'il sera un prétendant à la victoire en Grand Chelem et je pense qu'il deviendra numéro un mondial en 2024.» Sinner a remporté l'Open d'Australie en janvier, puis

le tournoi ATP 500 de Rotterdam et le Masters 1000 de Miami, avant de devoir prendre une pause forcée au moment du tournoi de Rome, victime d'une blessure à la hanche. Son bilan 2024 est quasi sans tache: 33 victoires pour seulement deux défaites.

Alcaraz ne s'était pas trompé mais l'une des caractéristiques des très grands champions est précisément qu'ils se reconnaissent entre eux, au-delà de leur rivalité. A Wimbledon, en 2022, où il s'était imposé en quatre sets en huitième de finale, Jannik Sinner avait relevé chez son adversaire «un excellent niveau de tennis, une excellente attitude. J'espère que l'on aura une belle rivalité dans le futur.» Ils l'ont et elle est si belle qu'en mars dernier à Miami, où ils

se sont retrouvés en demi-finale, Sinner retenait moins la défaite qu'un point exceptionnel, qu'il avait remporté. «Pendant environ trente secondes, nous avons véritablement «joué» au tennis. Et on se comprenait parfaitement. Et tous ceux qui regardaient le match avec nous. C'était comme si nous étions amoureux.»

«Tout le monde avait envie de voir ça»

Mardi, c'est Carlos Alcaraz qui a alimenté cette «bromance» en ne tarissant pas d'éloges sur Jannik Sinner. «Jouer contre lui, c'est actuellement le défi le plus difficile. Il ne fait aucun mauvais coup, tout est parfaitement juste, il a une qualité de frappe incroyable, il se déplace également extrême-

ment bien. Sur chaque balle, il vous pousse dans vos retranchements. Le seul moment où je l'ai vu mal dans ce tournoi, c'est le premier set contre Moutet. Après, il a été capable d'élever son niveau de jeu et de proposer un tennis incroyable. Dès le tirage au sort, je crois que tout le monde avait envie de voir ce match et moi j'ai très envie de le jouer.»

Ce neuvième face-à-face promet d'être spectaculaire, incertain et probablement long

Après «Fedal» (la rivalité Federer-Nadal), voici donc «Sinnal» ou «Alcasinner», à choix. Jannik Sinner fait penser à Federer, surtout en dehors du court. Un touche-à-tout, très bon skieur, qui s'est spécialisé assez tard; un ado déraciné qui a quitté le cocon familial (et la partie germanophone du pays) à 14 ans pour vivre en famille d'accueil; un surdoué apparu très vite dans le top 20 puis qui parut stagner, le temps d'assembler toutes les pièces de puzzle, avant de devenir imbattable à 22 ans (l'âge de Federer au moment de son premier Wimbledon).

La filiation d'Alcaraz avec Nadal est évidente (origines, précocité) et le Murcien ne manque jamais de rendre hommage à son aîné, dont il a suivi l'intégralité du match contre Zverev au premier tour et avec qui il devrait s'aligner en double aux Jeux olympiques cet été, mais une différence de nature profonde les distingue. Rafael Nadal est un gagnant obsessionnel alors que Carlos aime surtout le jeu et le show. Il sourit ainsi constamment, même après des points perdus. Lequel sourira aujourd'hui, qualifié pour la première finale depuis vingt ans sans Nadal, Federer ou Djokovic? ■

Un an après la mort de Gino Mäder, une prise de conscience dans le peloton

CYCLISME Le Tour de Suisse s'élance dimanche de Vaduz et s'achèvera à Vilers-sur-Ollon le 16 juin, un an jour pour jour après la disparition du jeune Saint-Gallois. Sa chute a rendu certains coureurs plus prudents, tandis que les instances veulent innover sur la sécurité

PIERRE CARREY

X @PierreCarrey

La mort de Gino Mäder freine certains de ses amis ou adversaires, qui l'ont croisé dans le peloton, jusqu'à sa mort le 16 juin 2023, des suites de sa chute dans une descente du Tour de Suisse. «Un an après, le choc est toujours là», confie l'ancien champion national Robin Froidevaux. «J'ai réalisé qu'on pouvait mourir en faisant ce sport, confie Froidevaux, 25 ans, du Team Tudor. Maintenant, dans une descente de grand col, lorsque je suis dans un groupe distancé, je fais davantage attention.»

Le Vaudois a par exemple levé le pied sur le récent Tour d'Italie. «Je préférerais perdre quinze secondes en descente sur le reste de mon groupe et revenir sur le plat, dit-il. On ne peut pas risquer sa vie pour être quinze secondes moins loin...» Froidevaux concède qu'il se montre moins prudent sur le plat, «lorsqu'un



GINO MÄDER

sprint se joue» et constate que le peloton des retardataires, «le gruppetto», continue de prendre des risques dans les descentes, afin d'éviter l'élimination. Mais il croit que le drame du Tour de Suisse 2023 a provoqué un début de «prise de conscience» chez ses pairs.

Les photos ont laissé des séquelles dans la mémoire cycliste: la silhouette de Mäder prostré sur un lit de roches, dans le massif de l'Albula, les secours impuissants, le transport à l'hôpital, la procession funèbre du lendemain. La chute est due à une erreur de pilotage, selon l'enquête de police. Le virage était doux, la route soyeuse, l'air léger mais la vitesse des coureurs atteint en cet endroit les 90 km/h. «Nous ne sommes rien sur Terre et encore moins sur un vélo», observe l'ancien champion du monde Julian Alaphilippe, interrogé dans la série documentaire que Netflix

consacre au Tour de France, et dont la saison 2 sera diffusée le 11 juin, avec en fil rouge le décès de Gino Mäder et les questions qui en découlent.

Plus d'arrivée en descente

«C'est un drame qu'on ne veut surtout pas revivre», surlignait l'an passé Christian Prudhomme, organisateur du Tour de France, une épreuve que Gino Mäder, certainement le plus grand talent suisse de sa génération, devait disputer pour la première fois, à 26 ans. Le Tour avait alors déployé pour la première fois des matelas de protection dans certaines descentes sinueuses, comme au col de la Loze, dans les Alpes. Pour l'édition 2024, les organisateurs ont prévu d'intensifier la sécurité. Trois fois plus de barrières (18 km en plus des grilles posées au départ et à l'arrivée), deux fois plus de «cordages», qui tiennent les spectateurs à l'écart (36 km), de nouveaux matelas en descente...

«Nous cherchons toujours de nouvelles idées d'amélioration, explique le directeur adjoint du Tour, Pierre-Yves Thouault. Nous avons fait venir de Norvège des balises sonores et lumineuses [posées dans les zones à risques]. Récemment, un patron d'équipe me disait qu'il espérait voir un jour des vélos munis

d'ABS [le dispositif existe déjà en VTT et pour les vélos à assistance électrique].»

La disparition de Gino Mäder a accéléré des réflexions qui étaient déjà en cours, dans un climat où le sujet des chutes émeut le peloton depuis trois ou quatre ans. «C'est vrai que, désormais, les organisateurs évitent de nous faire prendre des risques dans les descentes, souligne Romain Froidevaux. Au Tour de Suisse cette année, aucune arrivée n'est jugée directement au bas d'une descente. La ligne est tracée sur le plat ou en haut d'une ascension.» Le Français Lilian Calmejane (Intermarché-Wanty) modère: «Il y a quand même un cyclisme à deux vitesses, entre les organisateurs qui ont les moyens de faire attention à la sécurité et les autres. Plus qu'une prise de conscience, je pense que la mort de Gino a causé un traumatisme. Mais est-ce que son sort, cruel et abominable, a changé quelque chose profondément? Je ne sais pas...»

Lancé dans l'invocation douloureuse de Gino Mäder, deux semaines après sa mort, le groupe de travail SafeRoadcycling (SafeR) tarde à livrer ses premières conclusions. Mais «tous les groupes concernés continuent de travailler étroitement», fait savoir l'Union cycliste internationale (UCI), qui a réuni les représen-

tants des coureurs, des équipes et des organisateurs. Selon nos informations, SafeR bute pour l'instant sur quelques obstacles politiques et sur ses moyens de financement – les coureurs hésitent à contribuer au budget 700 000 francs, préférant laisser cette responsabilité aux employeurs.

Un souvenir qui continue de peser lourd

«Mais les travaux sont en très bonne voie», souligne Adam Hansen, qui préside le CPA, le syndicat des coureurs. Ainsi, un système de cartons jaunes et rouges, infligé aux concurrents dangereux, pourrait être expérimenté dès le mois d'août prochain.

Si le monde du cyclisme a décrété que Gino Mäder ne pouvait pas être mort pour rien, les parents du défunt, eux, refusent ce qu'ils appellent de la «récupération politique». Ils ont fini par accepter l'idée selon laquelle leur fils, un virtuose des descentes, était mort «de sa seule faute», et qu'il était vain d'imputer une responsabilité aux organisateurs ou à la fédération internationale. Sur le Tour de Suisse 2024, le dossard no 44 que portait Gino Mäder a été retiré pour toujours mais son souvenir continue de peser lourd. ■

18 Culture & Société

«The Acolyte»: des Jedi sous le signe des Gémeaux

SÉRIE L'univers étendu de «Star Wars» s'agrandit encore dans une nouvelle création qui se joue au futur antérieur. Centré sur des sœurs jumelles, ce spin-off fait la part belle aux femmes et promet de l'inédit sans toujours éviter morale et niaiserie

ANTOINE DUPLAN
✂ @duplantoine

On a beau savoir que l'univers est en expansion, on ne peut s'empêcher d'être épaté par la prolifération des races, des genres et des espèces qui le peuplent. La franchise *Star Wars* en informe régulièrement les habitants de la planète Terre depuis que Disney produit au kilomètre des spin-off et séries télévisées (*The Mandalorian*, *Boba Fett*, *Andor*, *Kenobi*...) dont la vacuité décourage les fans les plus endurcis. L'exploitation de la mythologie stellaire fondée par George Lucas en 1977 connaît toutefois une embellie avec sa dernière création.

The Acolyte a l'avantage de s'écarter du corpus fondateur en situant son action un siècle avant la bataille de Yavin, l'an zéro de la chronologie *Star Wars*. En ces temps éloignés, le cosmos vit une période de paix sous l'égide de la Haute République. L'ordre Jedi est à son apogée. Mais «dans les coins sombres» de la galaxie très lointaine, le mal couve.

Dans un bouge d'Ueda, une sauvageonne format brindille dégomme une flopée de malabars à trompe et tentacules avant de défier Mère Indara (Carrie-Anne Moss). Kung-fu à la puissance 1000! Indara reste sur le carreau. Le lendemain, deux gendarmes Jedi viennent arrêter Osha (Amanda Stenberg) identifiée par le patron du bar comme la tueur. Elle proteste de son innocence: à l'heure du crime, elle était à des années-lumière d'Ueda!

Démarrant sur une erreur judiciaire, *The Acolyte* promet des dissonances. A la fin du premier épisode, une voix off dit que «les Jedi vivent dans un rêve»; les armes sont impuissantes contre eux, mais «un acolyte tue le rêve». Cette sentence obscure semble suggérer quelque menace fantôme ou double maléfique. Las! Au lieu d'un *Doppelgänger*

ger quantique, on a droit à une sœur jumelle, Mae, qu'on croyait morte et qui vient se venger de quatre Jedi ayant causé son malheur. Après la noble Indara, elle s'en prend à maître Torbin qui passe sa vie à léviter derrière un champ de force. Elle attaque ensuite Sol (Lee Jung-jae, venu de *Squid Game*). L'adversaire étant trop fort, elle rompt le combat pour se rendre sur Khofar, la planète forestière où s'est retiré Kelnacca, le quatrième Jedi à abattre. Celui-ci a la particularité d'être un wookiee, comme Chewbacca.

En ces temps éloignés, le cosmos vit une période de paix

En 1977, il n'y avait guère qu'une femme sous la voûte céleste, la princesse Leia. Aujourd'hui, dans cet *Acolyte* «showrunné» par Leslye Headland (*Poupée russe*), elles sont innombrables. Outre les jumelles et Indara, il faut saluer Venestra Rwoh au teint d'un tendre vert printanier, Jecki Lon, une jeune padawan à couronne d'épines intégrée, et Mère Aniseya, grande prêtresse d'une armada de fières sorcières vivant sur Brendock, où sont nées par parthénogenèse Osha et Mae. Le troisième épisode se déroule en flashback dans ce gynécée et n'évite ni le préchi-précha ni le manichéisme de *Star Wars*. La franchise s'avère toujours prompte à retomber dans la morale et la puérilité: une société ayant atteint ce niveau de technologie a-t-elle vraiment besoin d'une sorte de ragondin trouillard pour lever la piste du wookiee?

Ayant atteint la cabane au fond des bois de Kelnacca, la troupe des Jedi est attaquée par un chevalier noir aux traits dissimulés sous un casque charbonneux bouloigné à double tour. Cette sinistre apparition préfigurant Darth Vader maîtrise la Force de façon terrifiante. Suite au prochain épisode... ■

Avoir sur Disney+.

«Star Academy», un soir à l'école idéale

TÉLÉCROCHET Mercredi soir, la promotion de la onzième saison de la «Star Ac'» a emballé une Arena de Genève remplie et fébrile. Une date supplémentaire, le 19 juin prochain, affiche complet, comme la majorité de la tournée. Une sociologue analyse ce come-back triomphal

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE NUSSBAUM
✂ @Virginie_nb

A l'Arena de Genève mercredi soir, il y a déjà cette moitié d'étoile au-dessus de la scène, les trois branches d'une comète télévisuelle. Et dans la moiteur de l'air, la voix de Nikos Aliagas, racontant avec emphase, sur une B.O. digne d'un Ridley Scott, l'histoire d'une «aventure extraordinaire». «Ensemble, ils ont pleuré, ils ont séché leurs larmes, ils ont brisé leurs chaînes. Rien ne peut éteindre la flamme.»

Eux, c'est Pierre, Hélène, Candice, Julien ou Djébril, des noms encore inconnus au bataillon il y a 8 mois et collés ce soir sur des pancartes. Pas de gladiateurs en sueur mais les candidats de la *Star Academy* qui ont, depuis la fin de l'émission en début d'année, crevé l'écran pour partir en tournée. Près de 70 dates de Lyon à Bruxelles dont la majorité affiche complet – c'était le cas pour l'étape genevoise, malgré une représentation supplémentaire prévue le 19 juin. Pris d'assaut aussi le concert à l'Accor Arena de Paris (20 000 places), samedi, qui sera retransmis en direct sur TF1.

Affaire rondement menée

Bonne nouvelle pour la chaîne mère dont le télécrochet, produit par Endemol France, a vécu un come-back triomphal. En 2022, après dix ans d'absence, la *Star Ac* reprenait du service, sur le même principe éternel: un château dans lequel de jeunes chanteuses et chanteurs se brossent les dents et se chauffent la voix sous l'œil des caméras. En février, quelque 4,3 millions de télés-

pectateurs ont assisté au sacre du jeune Pierre Garnier, gagnant de la 11e saison. Il a depuis vu son titre *Ceux qu'on était* exploser, après avoir signé chez Columbia Records, label du groupe Sony, partenaire de l'émission. Une affaire rondement menée, donc...

... Dont on n'a pas perdu une miette à Genève. A l'Arena, on vient voir en vrai les jeunes prodiges qu'on a soutenus, détestés ou sponsorisés à coups de SMS surtaxés durant quatorze semaines. Des parents et leurs enfants, mais tout autant, voire davantage, d'adolescents et de jeunes adultes prêts à dégainer leurs smartphones. Surtout quand Hélène et Pierre, les favoris, entament *Shallow* sur fond de soleil couchant. Bien huilés, les numéros s'enchaînent, des chansons phares de l'émission accompagnées par un *live band* et des danseurs survitaminés – Céline Dion, Aya Nakamura ou les Jackson Five, comme un grand karaoké populaire. Si tout semble bien scolaire, des chorégraphies aux interventions au micro un peu gauches, où on remercie à tour de bras, les performances vocales des «académiciens» n'ont rien à envier aux pop stars de leur génération. Et quand Julien traverse le parterre en reprenant du Goldman, les mains se tendent. Effleurer une idole qui ne l'est pas encore.

De télécrochet nostalgique à phénomène populaire: Nathalie Nadaud-Albertini, sociologue spécialisée dans les médias et la télé-éalité, décortique ce succès.

Relancer la «Star Ac'» vingt ans après, ce n'était pas gagné. L'engouement vous a-t-il surprise? Pas vraiment. Durant le



La «Star Academy», mercredi soir à l'Arena de Genève. (AMÉ)

«La Star Academy fait comme un lien avec le monde d'avant, une façon de retrouver quelque chose qu'on a connu ou qu'on aurait aimé connaître»

NATHALIE NADAUD-ALBERTINI, SOCIOLOGUE

Plonk & Replonk-Bébert sonnent l'hallali au Musée de la chasse de Paris

EXPOSITION Les virtuoses jurassiens de l'humour ont été invités à investir un des lieux les plus insolites de la capitale française. Nous les avons rencontrés sur place

PAUL ACKERMANN, PARIS
✂ @paulac

Il n'y avait qu'eux pour donner du sens à une opération aussi absurde que le «parasitage» d'une institution consacrée à la chasse à l'occasion des Jeux olympiques. Et quand ils ont découvert le musée en question, il y a à peine plus de deux ans, ils se sont tout de suite dit que c'était déjà du Plonk & Replonk. «Ce lieu est truffé de bêtises surréalistes dans notre genre», s'accordent à dire Hubert Froidevaux et Claude Stadelmann, alias Plonk & Replonk-Bébert – rebaptisé ainsi après la scission il y a quelques années avec le frère aîné Jacques Froidevaux, qui a de son côté lancé Plonk & Replonk Zbigl.

Invitations à la méditation

Les artistes-humoristes nous reçoivent au moment de monter leur «carte blanche» au Musée de la chasse et de la nature à Paris. Ce lieu bien connu des amateurs de curiosités raffinées dans la capitale française leur a proposé d'intervenir dans ses couloirs jusqu'au 22 septembre à l'occasion des olympiades culturelles organisées pour les JO. L'idée est que leurs photomontages saugrenus, si légers et si lourds de sens à la fois,



«Coq sportif couvant sa graine de champion», par Plonk & Replonk-Bébert. (SIGNE PRODUCTIONS/CLAUDE STADELMANN/PLONK & REPLONK-BÉBERT)

viennent dialoguer, ici ou là, avec les collections de cette adresse parmi les plus surprenantes de la ville. Un endroit presque aussi insolite que ces artistes jurassiens.

Bien loin de la simple galerie de fusils et de trophées que l'on pourrait imaginer, cette institution à la limite du dandysme, abritée dans deux hôtels particuliers en

plein cœur du Marais, un des quartiers les plus en vue de la capitale française, est effectivement reconnue pour sa muséographie originale. Tout tourne autour des rapports entre l'homme et l'animal, ou encore plus largement, autour du vivant (et du mort). L'idée est d'ouvrir la réflexion, sans dogmatisme, sur le sujet clivant qu'est la chasse aujourd'hui. Ici,

les armes sont des objets d'art et les animaux des invitations à la méditation.

Dans ces élégants décors, entre tapisseries chatoyantes, chaleureuses boiseries et splendides natures mortes, on trouve donc un véritable cabinet de curiosités mâtiné d'une bonne dose d'humour et d'art contemporain. Comme chez le plus esthète des collectionneurs. Discrète, «pas brutale», l'intervention de Plonk & Replonk-Bébert se fonde donc dans l'ambiance volontairement désuète et décalée des lieux. «Notre parasitage s'intègre tout naturellement dans ce décor», confirme Hubert Froidevaux, juste après l'installation dans l'impressionnante cour d'accueil d'un monumental et étrange podium à quatre places, avec deux deuxième mais sans premier.

Ours bipolaire

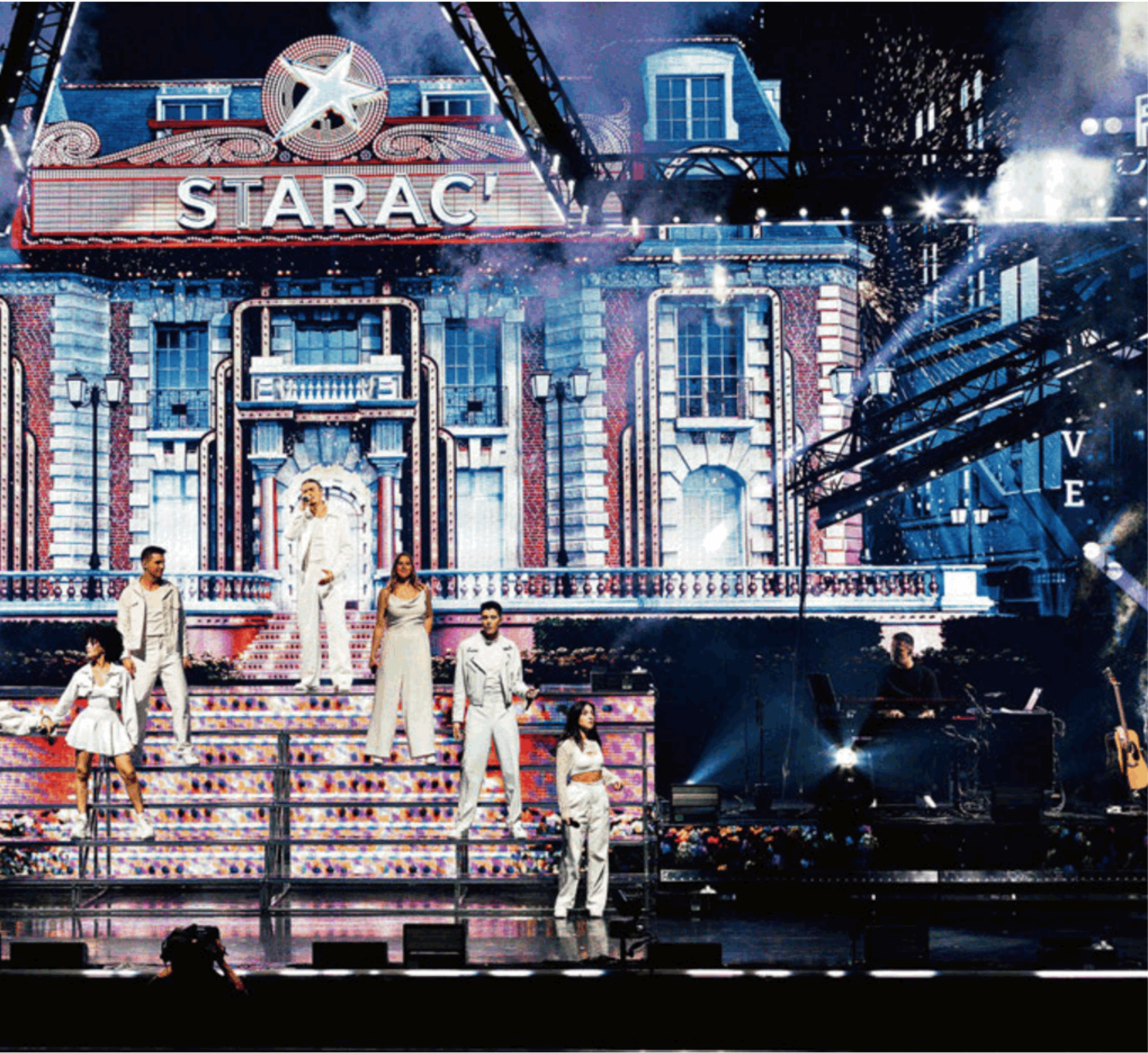
Le «grand décor» de l'hôtel particulier est ainsi détourné avant même d'y entrer. Ce sera de loin la pièce la plus visible de cette intervention. Le visiteur se retrouve ensuite dès le vestiaire confronté à un petit lapin empaillé de la collection muséale que le Franc-Montagnard a enfermé dans un casier transformé en clapier. Puis, les clins d'œil se cachent de plus en plus discrètement dans l'architecture, invitant le visiteur à une sorte de chasse. Une chasse aux trésors humoristiques.

Après New York et avant Istanbul, cette intervention parisienne sur le thème du

sport et des animaux, continue un tour du monde entamé par la rétrospective de Plonk & Replonk à la Saline royale d'Arc-et-Senans en 2021. Mais ce n'est pas la rétrospective qui intéressait le Musée de la chasse. Ce sont des créations originales, qui puissent dialoguer avec les œuvres et animaux exposés, comme ce «chien de garde» tiré d'un tableau ancien et replacé dans des buts de foot à quelques mètres de l'original. Ou cette photo finish de la course des splendides léopards naturalisés de la collection et cette assiette cassée en référence au tir au pigeon. On croise aussi un «saut canin en technique de Fosbury». Plus loin, c'est un «ours bipolaire ayant perdu le nord» qui s'inspire du fameux géant blanc naturalisé à quelques mètres de là, pièce la plus photographiée du musée.

Quant à ceux qui n'ont pas prévu de se rendre à Paris et qui préfèrent les grands espaces ajoulots, pour eux le collectif investira dès le 14 juin les rues de Porrentruy et les toutes petites salles de son musée du PIRE. L'intervention prendra un peu d'avance en se penchant sur 2074, année qui marquera les 100 ans du plébiscite jurassien du 23 juin 1974. Et pour les 50 ans, Plonk & Replonk-Bébert reviendra «à l'envers» sur «l'érection du Fritz», cette statue polémique et disparue qui a marqué l'histoire du canton. ■

1,2... 4 podium! – Carte blanche à Plonk & Replonk-Bébert. Musée de la chasse et de la nature, Paris, jusqu'au 22 septembre.



LIE PERROD

confinement déjà, des gens m'ont raconté qu'ils s'étaient replongés dans les émissions de télé réalité de leur jeunesse, et en avaient profité pour les faire découvrir à leurs enfants. La *Star Academy* fait comme un lien avec le monde d'avant, une façon de retrouver quelque chose qu'on a connu ou qu'on aurait aimé connaître. On obtient quelque chose d'intergénérationnel, c'est l'ingrédient principal du succès.

Notre rapport à la télé réalité a bien changé depuis les années 2000, et la «Star Academy», dites-vous, a su rester consensuelle... Contrairement à d'autres télé-réalités, où les physiques des candidats comme les clachs visent l'outrance, les

académiciens sont polis, propres sur eux, ils ne se disputent pas. L'émission joue la carte du cœur, elle se veut solidaire et bienveillante, en valorisant l'amitié, la solidarité plutôt que la pure compétition. Les valeurs cardinales, c'est le talent et le travail. La «Star Ac'», c'est une forme d'école idéale. Elle est aussi bien plus inclusive qu'à l'époque, en termes de rapports hommes-femmes comme d'identités LGBTQIA+. On se souvient de Jean-Pascal qui, lors de la première saison, avait refusé de danser parce que c'était «un truc de tarlouze». Dans la présentation de Jennifer, on avait incrusté à l'écran ses mensurations, et prendre 3 kilos équivalait à perdre son talent... Entre-

temps, la société a changé et l'émission s'est adaptée à son époque, tout en restant visionnable par des grands-parents comme des enfants.

Pierre Garnier est un phénomène en soi: il a déjà basculé de l'écran au succès musical. Pourquoi? Le soir de sa victoire, il a chanté sa composition personnelle en direct alors que ça n'avait prétendument pas été prévu par la production. Ça crée l'évènement. Le single est sorti et, rapidement, il a caracolé en tête des classements. Il y a aussi son style, cheveux longs et veste en cuir, sa voix rauque connotant une forme de talent brut, authentique, mêlé à ce côté humble et doux. Pierre, c'est un *bad boy* acceptable! ■

John Primer, pour que le blues chante encore

MUSIQUE Le festival Blues Rules, qui se déroule ce vendredi et demain à Crissier, accueille notamment un héraut de Chicago

ARNAUD ROBERT

Vous composez son numéro qui s'ouvre par l'indicatif de Chicago et, déjà, vous êtes au cœur de son histoire. Il répond d'une voix voilée par la route, par le vent: «Bonjour, je suis John Primer.» Vous pensez alors à ses doigts de presque octogénaire, dont 75 ans de guitare, la pulpe cornée par le métal et le bois mêlés. «Enfant, j'ai appris sur un instrument à une corde, sous le porche de la maison de ma grand-mère. Je n'ai jamais rien voulu faire d'autre de ma vie.»

En tournée avec les Stones

Chaque année, piqûre de rappel face à l'été qui s'annonce: le festival Blues Rules de Crissier va puiser au fin fond du Delta ce que les musiques américaines recèlent d'universel. Vendredi et samedi, on ira donc revisiter les formes premières, comme le fifre et tambours (Rising Stars) mais aussi les sources amérindiennes des traditions populaires (Twice as Good) et la machine à incantatoire d'un punk-blues à la Black Keys (Left Lane Cruiser).

Mais on avait envie de parler à une légende qui incarne à elle seule cette

odyssée phénoménale, des hameaux du sud profond jusqu'aux stades du rock mondialisé. Alfonso Primer est né en 1945, à Camden, Mississippi, au bout d'un sentier où rien n'a changé depuis l'arrivée des premiers colons. «Je viens d'une famille de métayers, au milieu d'une plantation. Quand j'avais 3 ans, mon père est mort dans un accident. Alors on m'a appelé John, comme lui, pour que je sois son héritage vivant.»

«Franchement, c'est une bénédiction que l'Europe nous aime autant. A bien des égards, ça nous a sauvés»

JOHN PRIMER

L'Américain vous raconte une vie «assez horrible» qui ressemble déjà à une chanson. Sa mère quitte le foyer, il est élevé par sa grand-mère. La substance de chacun de ses blues, depuis lors, porte la marque de ce manque. John Primer a 18 ans lorsqu'il fuit au nord. Entre le Mississippi rural et la mégapole de Chicago, c'est un voyage

spatiotemporel: «Je ne peux même pas vous expliquer l'excitation que j'ai ressentie en arrivant là, la lumière, les bâtiments, tous les *bluesmen* du sud débarquaient pour animer la ville.»

Il joue dans la rue, le vacarme des automobiles recouvre sa guitare sèche. Il l'échange contre une électrique, plus 5 dollars. «J'ai rejoint le groupe du Theresa's Lounge. C'était une bonne façon de me faire remarquer et de gagner ma vie.» Dans ce petit temple poisseux des quartiers sud, il rencontre Willie Dixon qui l'engage pour une tournée européenne. Alors que le blues perd du terrain dans sa patrie d'origine, des petits Blancs britanniques en célèbrent le charme. John Primer se retrouve à accompagner les Rolling Stones.

«Franchement, c'est une bénédiction que l'Europe nous aime autant. A bien des égards, ça nous a sauvés.» Il existe un morceau de John Primer, *Hard Times*, où il déambule devant les clubs fermés de Chicago, la mémoire démantibulée du blues électrique. Il a joué avec Muddy Waters, Magic Slim, Junior Wells. Il a remporté à peu près toutes les récompenses possibles dans son genre d'élection. Il continue pourtant de parler du blues comme d'un enfant sur lequel il faut veiller. ■

Blues Rules, Crissier, vendredi 7 et samedi 8 juin. Concert de John Primer, samedi à 22h.

Disfrutar, à Barcelone, meilleure table du monde

GASTRONOMIE Le palmarès 2024 des «World's 50 Best Restaurants» met en lumière l'Europe de Disfrutar (Barcelone), Asador Etxebarri (Pays basque) et Table (Paris). Seul Suisse, Andreas Caminada est 47e avec le restaurant Schloss Schauenstein, dans les Grisons

VÉRONIQUE ZBINDEN

Après Valence qui accueillait l'an dernier la cérémonie des 50 Best Restaurants, les meilleures tables du monde, c'était au tour du continent nord-américain et de sa métropole la plus pailletée et festive, Las Vegas, ce 5 juin. Entretenant soigneusement le suspense à chacune de ses éditions, l'académie a distillé au cours des dernières semaines les prix spéciaux et autres accessits.

La soirée a mis en lumière le sommet de cette liste selon l'habituel compte à rebours. Première (bonne) nouvelle, on retrouve, presque comme à son habitude, Andreas Caminada, unique Helvète du classement, au 47e rang avec son Schloss Schauenstein (GR), dont le décor romantique, mariant Alpes, château, accueil et cuisine de haut vol convient immanquablement à une expérience féérique. Le trio de tête? Deux Espagnols et un Français, soit une première avec l'élection d'Oriol Castro, Eduard Xatruch et Mateu Casañas (Disfrutar, Barcelone), Bittor Arginzoniz (Asador Etxebarri, Atxondo, Pays basque) et Bruno Verjus (Table, Paris).

Avant d'en venir aux vainqueurs, on note un palmarès plus panaché que jamais, sautillant de l'Italie (Uliassi, Senigallia) à l'Afrique du Sud (La Colombe, Cape Town) à la Slovénie d'Ana Ros (Hisa Franko), de Séoul (Mingles) à Lima (Mayta, Kjolle, Maido), Bangkok, Rio, Mexico, Anvers, Berlin, Tokyo. Plus proches géographiquement, L'Arpège parisien d'Alain Passard est 45e, le Berlinois Tim Raue 30e et le Viennois Heinz Reitbauer (Steirereck) 22e, le triple-étoilé parisien Arnaud Donckele (Plénitude) désormais 18e.

Autres figures charismatiques, Riccardo Camanini (Lido 84, Gardone Riviera), réinventeur du patrimoine italien, est désormais classé 12e. Le devançant de peu, le très médiatique, excentrique, tourbillonnant chef d'origine indienne

installé à Bangkok Gaggan Anand remonte au neuvième rang, soit le meilleur classement pour une table asiatique.

Dans l'ensemble, l'Europe regagne dans cette édition beaucoup de places d'honneur (cinq tables parmi les dix premières ou sept sur douze); le nord du Vieux-Continent s'effaçant au profit du sud et de l'ensemble du monde hispanique, à l'exception du Danois Rasmus Munk (Alchemist, Copenhague).

L'époustouflant Bruno Verjus

Plus précisément, qui sont les heureux élus? Le trio de Disfrutar fait depuis plusieurs années un parcours étincelant: Oriol Castro, Eduard Xatruch et Mateu Casañas sont des anciens d'El Bulli, ultra-créatifs, espiègles et techniquement virtuoses. Le nom du lieu même (Disfrutar) appelant à une expérience furieusement jouissive.

Juste derrière les Catalans, le Basque Bittor Arginzoniz est à l'origine d'un lieu magique perdu dans les montagnes de l'arrière-pays, où le feu omniprésent vient sublimer et métamorphoser les ingrédients les plus humbles. Quant au troisième et presque autodidacte, l'épatant Bruno Verjus a pour sa part connu de multiples vies avant d'être ainsi encensé: homme de lettres et journaliste, auteur de *L'Art de nourrir*, manière de manifester poétique, tour à tour médecin, entrepreneur, installé en Chine puis aux Etats-Unis, avant de regagner la capitale et de venir déjouer les pronostics...

Pour rappel, les gagnants des précédents classements sont désormais inéligibles et accèdent au panthéon des «Best of the Best». Lancé en 2002 par le magazine britannique *Restaurant*, le World's 50 Best Restaurants dresse un palmarès de la gastronomie mondiale en s'appuyant sur 1080 jurés internationaux, critiques et restaurateurs, experts, auteurs; l'académie des 50 Best Restaurants, désormais paritaire, est divisée en 27 régions, chacune disposant de 40 voix. Eclipsant Michelin et autres guides traditionnels, son principal mérite est d'avoir mis en lumière d'autres régions du monde longtemps oubliées, hors d'Europe et des Etats-Unis. ■

www.theworlds50best.com/list/1-50

PUBLICITE



6
CONCERTS

**DI MANCHE
9 JUIN**
DÈS 11H
CHÂTEAU DE COPPET

LES MUSICALES
COPPET

L' AMÉRIQUE EN MUSIQUE
CLASSIQUE TANGO JAZZ COMÉDIE MUSICALE

Billetterie
www.monbillet.ch

Infos
www.musicales-coppet.com
tél. 079 395 86 41

«Dans le monde du trafic de l'art, on ne peut jamais savoir qui est le gentil ni qui est le méchant. Ni en qui on peut avoir confiance»



PROFIL

1969 Naissance à Deventer (Pays-Bas).

1987 Participe à sa première fouille clandestine en Espagne.

2003 Rencontre son mentor Michel van Rijn, collaborateur avec la police et ex-plus grand trafiquant d'art du monde entre les années 1970 et 1990.

2015 Retrouve deux chevaux de bronze de la Chancellerie d'Hitler – sa plus grande enquête.

2023 Remet la main sur un Van Gogh dérobé en 2020 au Musée Singer Laren, près d'Amsterdam.

Quand la lumière du bureau de police s'éteint à 17h30, les criminels se mettent au travail. C'est aussi là que le quotidien d'Arthur Brand devient trépidant. La nuit, au comptoir verni de bars discrets ou sur le trottoir de rues sombres, ses informateurs l'attendent, prêts à lui délivrer une information secrète pour l'aider à élucider son enquête. Son nom est Brand, Arthur Brand. Nationalité? Néerlandaise. Activité? Détective spécialisé dans les œuvres d'art disparues. Celui que les médias du monde entier surnomment l'«Indiana Jones du monde de l'art» aurait retrouvé plus de 120 œuvres d'art volées. En septembre dernier, le détective de 54 ans à la silhouette svelte avait fait les gros titres pour avoir récupéré un tableau de Van Gogh dérobé en 2020 dans un musée aux Pays-Bas.

Enfant, son rêve était «d'être Mick Jagger». L'archéologie le bottait aussi. Son père, instituteur diplômé en histoire, l'amenait souvent visiter des musées d'art et d'histoire. Le jeune Arthur rêvait déjà d'aventures quand son grand-père lui racontait les histoires d'Han Van Meegeren, le plus grand faussaire du XXe siècle. Il voulait avoir la vie de Terence Hill dans *Mon nom est personne*, dévorait les albums de Lucky Luke et écoutait les Stones en boucle.

Trafiquants d'art, mafieux et gangsters

A 18 ans, Arthur Brand part faire des études de langues en Espagne. Là-bas, il prend goût au marché noir des antiquités par hasard, aux côtés d'un groupe de gens du voyage qui organisaient une soirée de fouilles clandestines. «On y a trouvé trois pièces romaines. C'était magique», se souvient-il, derrière ses lunettes rectangulaires. De retour sur ses terres néerlandaises, il entreprend plusieurs études universitaires mais abandonne à chaque fois. En 2003, Arthur rencontre un certain Michel van Rijn, propriétaire d'un site internet d'anciennes pièces romaines mais surtout le plus grand trafiquant d'art du monde entre les années 1970 et 1990. «Il est l'homme

le plus intelligent que j'ai rencontré dans ma vie. Michel peut être très bon mais aussi très dangereux.», décrit le détective. Michel van Rijn, désormais collaborateur de la police, introduit son jeune apprenti auprès d'agents du FBI, de journalistes du *New York Times*, de trafiquants d'art, de contrebandiers, de mafieux et de gangsters. Et lui apprend les rudiments du métier. En fin observateur, l'élève suit pendant six ans les enquêtes menées par son mentor. En 2009, son réseau d'informateurs bien garni l'encourage à se lancer seul.

Ses premières enquêtes trouvent le succès: Arthur Brand s'aguerrit petit à petit. Son travail de détective atteint son apogée en 2015, lorsqu'il retrouve avec un journaliste du *Spiegel* et un policier hollandais deux immenses chevaux de bronze appartenant à Hitler et pensés détruits il y a 70 ans par les Russes. «Nous avons remonté le fil jusqu'à un réseau

L'aventurier de l'art disparu

ARTHUR BRAND

Des trésors vieux de plusieurs siècles aux statues pillées pendant la Seconde Guerre mondiale, le détective privé a retrouvé plus de 120 objets d'art volés en tout

PAULINE DUCOUSSO

d'anciens membres du KGB, de la Stasi, d'anciens nazis et de néonazis. Pour paraître crédible aux yeux des vendeurs, je me suis fait passer pour le représentant d'un acheteur de pétrole américain en m'inspirant de J. R. Ewing dans le feuilleton *Dallas*.», se souvient le détective. Depuis, les dossiers se sont enchaînés: en 2019, Arthur a retrouvé un Picasso volé en France en 1999 et tombé aux mains de la pègre néerlandaise; la même année, la bague d'Oscar Wilde dérobée à Oxford; en 2020, le livre du grand poète iranien Hafez volé en Angleterre.

Souvent, les tableaux sont dérobés pour être vendus à un criminel qui n'a rien à voir avec le trafic d'art, explique l'expert. «Certains criminels anticipent de les utiliser comme garantie pour faire chanter le gouvernement et réduire leur peine dans le cas où ils se feraient attraper pour leurs affaires de drogues ou autres. Sauf qu'aujourd'hui

la police n'accepte plus ce genre de deal.» Dans l'affaire du Van Gogh, Arthur rencontre dans des bars la nuit des «célèbres criminels», les prévenant de ne pas acheter le tableau si on le leur propose. Un jour, le détective reçoit un message d'un anonyme l'informant qu'il sait où se trouve le Van Gogh. Ils se rencontreront derrière un arbre dans la pénombre, avant que le Van Gogh ne soit rapporté chez Arthur... dans un sac Ikea! Une affaire rapidement résolue comparé au dossier du plus grand cambriolage de l'histoire de l'art qui donne au détective du fil à retordre: celui de peintures de Vermeer, Manet et Rembrandt du Musée Isabella Stewart Gardner à Boston en 1990.

Deux règles d'or

Quand il mène ses enquêtes, Arthur Brand a deux règles d'or: obéir à la loi – le «simple citoyen» travaille toujours en collaboration avec la police – et tenir parole vis-à-vis de ses informateurs, criminels ou non, leur certifiant que sa seule mission est de récupérer les œuvres d'art et non de se mêler de leurs affaires douteuses. «Dans le monde du trafic de l'art, on ne peut jamais savoir qui est le gentil ni qui est le méchant. Ni en qui on peut avoir confiance», ajoute-t-il. Reste que sa vie de détective – 24h/24, 7j/7 – n'est pas seulement faite d'aventures rocambolesques: Arthur aide des familles juives à retrouver leurs tableaux volés par les nazis pendant la guerre. Pour gagner sa croûte, il conseille aussi les collectionneurs d'art et publie des livres.

Nombreux sont ceux qui se seraient rués sur des récompenses à plusieurs chiffres pour une enquête résolue. Pas Arthur Brand. «L'argent ne m'intéresse pas. Je me déplace à vélo. La plupart de mes amis rêvent d'avoir une belle voiture, moi je rêve d'aventures.» A chaque nouvelle enquête, celui qui se définit comme un «type normal qui veut juste vivre des histoires» se convainc toujours que c'est la dernière «Mais dès que je retrouve une œuvre, j'ai envie de recommencer.» ■

(13 OCTOBRE 2023) COURTESY OF ARTHUR BRAND/AFP

Un jour, une idée

Les semelles innovantes de GNL



(BORIS ADOLF PHOTOGRAPHY)

FRANCESCA SERRA

Fanatique de fitness, Jürg Braunschweiler est ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Ancien officier des forces spéciales suisses, Jürg développe une semelle révolutionnaire en 1990. A l'époque, il mène toujours une vie très active malgré une gêne causée par des douleurs aux genoux et au dos.

Ayant remarqué que son jogging sur la plage s'avérait beaucoup plus agréable, grâce à l'amorti optimal du sable qui absorbe les forces de cisaillement, il se lance dans des expérimentations en débutant avec des prototypes à partir de tubes d'arrosage. Ces essais lui permettent de déposer en 2002 son premier brevet de semelles «à corps creux» qui sera vendu sept ans plus

tard aux fondateurs de l'entreprise On Running, qui commencera ainsi son ascension jusqu'à sa renommée mondiale actuelle.

«Glissement et verrouillage»

Jürg Braunschweiler n'a pas pour autant mis un terme à ses recherches, voulant élaborer une semelle facilitant la marche dans la vie quotidienne. Ainsi, en 2006, il brevète sa technologie Glide'n Lock (GNL), qu'on pourrait traduire littéralement par «glissement et verrouillage», évoquant le confort d'atterrir et de repousser le sol. Dotées de 16 coussinets rectangulaires qui bougent à 360°, les créations GNL se présentent comme des chaussures saines.

Menée par son fils Eric Braunschweiler depuis 2016, la marque grandit peu à peu. Aujourd'hui,

elle étoffe trois collections distinctes avec des prix variant entre 195 et 270 francs: Commute, la ligne plus élégante en cuir, Weekend avec un assortiment au look légèrement plus sportif, ou encore Long Distance avec un dessin de semelle plus épaisse.

GNL propose ses produits en ligne et dans sa boutique à Zurich, ainsi que dans un réseau de distribution principalement alémanique, avec un seul point de vente romand, dans la région fribourgeoise. La marque grandit peu à peu, grâce notamment à des levées de fonds entre 2021 et 2023, et quelques premières collaborations prestigieuses comme des éditions limitées signées en 2019 et 2023 pour la Clinique La Prairie à Montreux. ■

GNL Footwear, <https://gnlfootwear.com/fr/>